

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



**Grèce : crise
révolutionnaire sur
le “Vieux continent”**

**Révolution
et contre-révolution
au Moyen-Orient**

**La situation
aux Etats-Unis
et le combat pour
l’action de classe
indépendante**



Manifestation à Athènes lors de la grève générale, le 19 octobre 2011.

N° 72

Nouvelle série (n° 678) - décembre 2011 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Après le conseil général
de la IV^e Internationale** p. 3
(Par Daniel Gluckstein)
- **Grèce : crise révolutionnaire
sur le "Vieux continent"** p. 11
(Par Christel Keiser et Dominique Ferré)
- **La révolution prolétarienne
frappe aux portes de l'Europe** p. 21
(Par Marc Lacaze)
- **Révolution et contre-révolution
au Moyen-Orient** p. 31
(Par Lucien Gauthier)
- **La situation aux Etats-Unis
et le combat pour
l'action de classe
indépendante** p. 43
(Par Alan Benjamin)
- **Espagne : origine
et parcours
du mouvement dit
des "indignés"** p. 53
(Par Andreu Camps)

- **Inde, Bangladesh, Pakistan :
quelques questions soulevées
dans la construction de
la Quatrième internationale** p. 63
(Par François Forgue et Olivier Doriane)
- **Les pages histoire
de la IV^e Internationale :
hommage à Marc Bourhis
et à Pierre Guégen,
fusillés par les nazis,
le 22 octobre 1941** p. 77
- **Hommage à
Philippe Larsimont** p. 89
(Présentation par Christel Keiser)

Après le conseil général de la IV^e Internationale

L'année 2011 s'était ouverte par la révolution tunisienne. Elle s'achève sur la deuxième vague de la poussée révolutionnaire en Egypte. Tandis qu'en Grèce, la marche à l'ouverture d'une crise révolutionnaire confirme l'appréciation portée par la déclaration de la IV^e Internationale du 3 septembre 2011 : la révolution frappe aux portes de l'Europe.

Les régimes de Ben Ali et de Moubarak ont été chassés par la mobilisation révolutionnaire des masses. Le gouvernement de Papandréou a dû céder la place. Les gouvernements Zapatero, Socratès, Berlusconi et d'autres encore ont eux aussi disparu de la scène politique, dans des situations nationales certes bien différentes mais qui ont vu se combiner la résistance des masses aux plans de destruction et la crise de décomposition interne des vieux régimes bourgeois et de leurs institutions frappés par les développements incontrôlables de la crise du capitalisme engagé dans un parasitisme sans limite.

C'est dans ce contexte que le conseil général de la IV^e Internationale - son instance la plus élevée entre deux congrès - a tenu ses travaux du 11 au 13 novembre 2011.

Quelle est la signification de toute révolution ?

Quelle est la signification de toute révolution ? « *La révolution signifie un changement de l'ordre social. Elle transfère le pouvoir des mains d'une classe qui a épuisé ses possibilités dans celles d'une autre classe, d'une classe ascendante. L'insurrection constitue le moment le plus critique et le plus aigu dans la lutte des deux classes pour le pouvoir. Elle ne peut aboutir à la victoire réelle de la révolution et à l'instauration d'un nouvel ordre que si elle se fonde sur une classe progressiste capable de rallier autour d'elle l'écrasante majorité du peuple* » (1). C'est un fait que la révolution tunisienne, en chassant le régime de Ben Ali - le régime compradore qui livrait la nation au pillage des grandes puissances capitalistes - a mis à l'ordre du jour la nécessité du transfert de pouvoir entre les mains du peuple travailleur. A l'heure où nous écrivons, ce processus est inachevé. Il s'est heurté et se heurte à la fois à la pression de toutes les forces de l'impérialisme et à des obstacles internes. Pour autant, la révolution tunisienne n'a pas achevé sa route (2). Il en est de même, sous d'autres formes, pour le processus révolutionnaire en cours en Egypte et, *a fortiori*, pour les éléments de la crise révolutionnaire qui mûrit en Europe. Tous ces éléments mettent en évidence la faillite du système fondé sur la propriété des moyens de production et donc l'actualité du combat pour leur socialisation.

(1) Léon Trotsky, *La révolution d'Octobre*, conférence prononcée à Copenhague en 1932 devant l'Association des étudiants, pour le XV^e anniversaire d'Octobre 1917 (éditions Séléo, janvier 2003).

(2) Lire dans ce numéro de *La Vérité* l'article de Lucien Gauthier.

“Ici s’ouvre le champ d’action du parti”

Il faut réfléchir à la signification du moment présent. Les dernières semaines ont vu se dérouler les élections en Tunisie, en Egypte et la mise en place d’un gouvernement d’union sacrée en Grèce. Il serait pourtant erroné d’en conclure à la fin du processus révolutionnaire. Tout aussi erroné serait de considérer qu’à elle seule l’irruption des masses sur la scène de l’histoire suffit à en garantir le dénouement positif. « *L’intervention active des masses dans les événements historiques est en fait l’élément le plus indispensable d’une révolution* », explique Trotsky, qui ajoute : « *Même l’activité la plus tempétueuse peut rester au stade d’une manifestation, d’une rébellion sans s’élever à la hauteur d’une révolution. Le soulèvement des masses doit aboutir au renversement de la domination d’une classe et à l’instauration de la domination d’une autre. C’est alors seulement que nous avons affaire à une révolution achevée. (...) Afin de balayer l’ordre social périmé, la classe progressiste doit comprendre que son heure a sonné et se fixer la tâche de conquérir le pouvoir. Ici s’ouvre le chapitre de l’action révolutionnaire consciente où la prévision et le calcul s’unissent à la volonté et au courage. En d’autres termes : ici s’ouvre le champ d’action du parti.* »

Et de préciser : « *Sans un parti capable de s’orienter dans la situation, d’apprécier la marche et le rythme des événements, et de conquérir à temps la confiance des masses, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible. Telle est la relation réciproque entre les facteurs objectifs et subjectifs de la révolution et de l’insurrection* » (3). De cette citation, faudrait-il conclure qu’une révolution qui éclate en l’absence d’un parti révolutionnaire constitué est vouée à l’échec ? Une telle conclusion ignorerait les conditions concrètes dans lesquelles un parti révolutionnaire peut se dégager dans le développement même de la révolution. Elle ignorerait également la particularité du moment que nous traversons dans l’histoire de l’humanité. Sur le premier aspect, reportons-nous à l’expérience qui fut celle des révolutionnaires russes au cours de la révolution de 1905, telle que Lénine l’a dépeinte douze ans plus tard, à l’aube de la révolution de 1917 (4) :

« *Avant le 22 janvier 1905, le parti révolutionnaire de Russie groupait une poignée de gens ; les réformistes de l’époque (tout comme ceux d’aujourd’hui) nous appelaient par dérision une “secte”. Quelques centaines de révolutionnaires, quelques milliers de membres d’organisations locales, une demi-douzaine de feuilles révolutionnaires paraissant tout au plus une fois par mois, publiées pour la plupart à l’étranger et introduites clandestinement en Russie au prix d’incroyables difficultés, de grands sacrifices, voilà ce qu’étaient à la veille du 22 janvier 1905 les partis révolutionnaires de Russie (...). Mais, en quelques mois, les choses changèrent du tout au tout. Des centaines de social-démocrates révolutionnaires furent “subitement” des milliers, et ces milliers devinrent les chefs de deux à trois millions de prolétaires (...). Il est nécessaire d’étudier cette transformation, de comprendre ce qui l’a rendue possible, d’analyser pour ainsi dire, ses modalités et ses voies. La grève de masse en fut l’agent le plus puissant.* »

C’est un fait : un petit noyau de militants révolutionnaires insérés dans la lutte de classe et y exerçant une influence même limitée, des militants liés aux masses dans une situation où celles-ci, entrant en mouvement, donnent un puissant coup d’accélérateur à tous

(3) Dans la même conférence, Trotsky répond à la question : « *Pourquoi la révolution russe a-t-elle triomphé ?* » Il énonce cinq conditions historiques « *nécessaires à la révolution d’octobre* » : « *La décomposition des vieilles classes dominantes (...) la faiblesse politique de la bourgeoisie, le caractère révolutionnaire de la question agraire, le caractère révolutionnaire du problème des nationalités opprimées, le fardeau social significatif pesant sur le prolétariat* », à quoi s’ajoutent : « *Les soviets, comme forme organisationnelle, irremplaçable du front uni prolétarien* » et le fait que « *la guerre impérialiste exacerba les contradictions* ». Cependant, « *toutes ces conditions, qui suffisaient pleinement pour l’éclatement de la révolution, étaient insuffisantes pour assurer la victoire du prolétariat dans la révolution. Pour cette victoire, une condition de plus était nécessaire. Le Parti bolchevique.* » Il précise : « *Si, dans mon énumération, je place cette considération comme la dernière de la série, je ne le fais que pour suivre l’enchaînement logique des idées, et non parce que je donne la dernière place par ordre d’importance au parti.* »

(4) *Rapport sur la révolution de 1905*, janvier 1917, *Œuvres complètes*, tome 23.

les processus de la société, un tel noyau est susceptible de gagner rapidement la confiance de millions et de millions. Dans un tel processus révolutionnaire, il peut jouer un rôle décisif pour aider les masses à franchir les obstacles qui se dressent devant elles. Cela, à condition d'y déployer une politique indépendante. Encore faut-il qu'un noyau de ce type existe avant l'ouverture de la crise révolutionnaire ou, à tout le moins, que les éléments constitutifs de ce noyau soient présents et puissent se cristalliser dans la première phase de la révolution (ce à quoi s'emploient les militants de la IV^e Internationale).

Une situation inédite

Cette loi, propre à tous les processus révolutionnaires, s'inscrit aujourd'hui dans des conditions inédites.

- D'une part, l'impérialisme, expression du stade le plus élevé atteint par le système capitaliste mais aussi de son stade de putréfaction et de décomposition, est aujourd'hui soumis aux convulsions de ses propres contradictions. Comme nous nous en sommes expliqués dans un précédent article de *La Vérité* (5), les moyens artificiels et parasitaires auxquels il a recouru depuis un demi-siècle n'ont fait que porter à un degré plus élevé l'ampleur des processus de dislocation. Aujourd'hui, ce que les commentateurs appellent bien improprement « la crise de la dette » échappe très largement aux gouvernements et aux institutions internationales. Les uns et les autres savent que pour pouvoir contenir les effets désagrégateurs de ces énormes bulles spéculatives de capitaux fictifs qui gangrènent le système bancaire et les économies des Etats, il leur faudrait pouvoir récupérer directement sur la valeur de la force de travail – c'est-à-dire sur toutes les conquêtes du prolétariat - des pans entiers de ce que celui-ci a arraché depuis deux siècles.

Les gouvernements eux-mêmes, à la tête des principales puissances capitalistes, le disent ouvertement : tout ce qui a été conquis, en termes de Sécurité sociale et de droits ouvriers depuis deux siècles doit être mis en cause. Ils le disent. Mais ils n'ont pas les moyens de l'imposer. D'où les sommets de crise à répétition, les G 8, G 20, sommets européens... Car, pour pouvoir rétablir des conditions, par ailleurs temporaires, permettant à la classe capitaliste de stabiliser un peu sa situation, il faudrait commencer par écraser la classe ouvrière, en particulier dans les pays capitalistes développés et effacer, purement et simplement, la totalité des régimes de protection sociale, des conventions collectives, des statuts. Ce qui impliquerait de liquider toutes les organisations syndicales indépendantes, en les intégrant à l'Etat et aux institutions internationales ou en les interdisant purement et simplement.

- Autrement dit, il faudrait pouvoir aller jusqu'au bout de l'instauration d'un régime corporatiste, totalitaire et destructeur de la démocratie, ce que l'ensemble des conditions politiques, économiques et sociales rend, à ce stade, impossible. Car les rapports entre les classes interdisent de le réaliser. Il suffit pour s'en convaincre de voir la situation prérévolutionnaire d'ores et déjà provoquée, par exemple en Grèce, par les pas réalisés dans cette direction. D'où la crise de la domination de l'impérialisme, à commencer par celle de l'impérialisme américain, mais aussi de tous les gouvernements, de toutes les institutions internationales, tous en proie à une crise de dislocation qui ne cesse de s'approfondir.

- C'est pour tenter de remédier à cette situation que se multiplient les tentatives de mettre en place des gouvernements d'union sacrée au nom de l'« intérêt général ». Union sacrée pour rembourser la dette et réduire les déficits publics, à l'instar des gouvernements d'union sacrée formés en 1914 en Allemagne, en France, en Autriche-Hongrie, supposés faire front contre « l'ennemi héréditaire ». D'où les tentatives aussi de déclencher les guerres d'intervention militaire comme autant d'abcès de fixation. C'est toute la signification de l'intervention impérialiste en Libye qui rétablit la présence de troupes de l'Otan en Afrique du Nord pour la première fois depuis que, voilà cinquante ans, le peuple algérien s'est libéré de la présence des troupes françaises. D'où le recours au prétendu « islamisme modéré » pour tenter de contenir les révolutions tunisienne et égyptien-

(5) *Crise de la dette ? Non, un système à l'agonie, La Vérité*, n° 71.

ne. D'où la mise en place du B 20-L 20, ce sommet commun entre les organisations patronales et les organisations syndicales des vingt pays les plus riches du monde qui s'insère, comme une composante intégrée dans le G 20 (à cette tentative corporatiste au sommet correspondent les tentatives de mettre en place semblables mécanismes dans les différents pays).

- Tous ces mécanismes dont l'axe est la volonté de museler la classe ouvrière, d'intégrer ses organisations et de terroriser les peuples restent insuffisants. Car malgré toutes ces tentatives, la classe ouvrière se dresse et combat. Et cela en dépit du véritable coup de poignard dans le dos que constitue le fait qu'en Grèce, par exemple, ce soit un Premier ministre du Parti socialiste, Papandréou, qui a pris la responsabilité de toutes les attaques qui frappent la classe ouvrière au compte de la troïka, à l'instar de ses collègues Zapatero en Espagne ou Socrates au Portugal. En dépit du fait, aussi, que les responsables de l'immense majorité des partis issus historiquement du mouvement ouvrier prètent allégeance aux plans de renflouement des banques et des spéculateurs et soutiennent les initiatives des G 20, des G 7, G 8 et autres sommets européens. Tout cela en dépit du fait que les sommets officiels du mouvement syndical au plan international (CSI, CES) ne manquent aucune occasion de postuler à être partie prenante des solutions dites « d'intérêt général » (6). En dépit de tous ces obstacles, la classe ouvrière combat et cherche d'un point de vue pratique à se doter des instruments qui lui permettent d'agir de manière organisée. C'est là où se trouvent posés à la fois le besoin vital d'un parti révolutionnaire mais aussi les conditions qui permettent de dessiner les processus complexes et sans doute inédits par lesquels, malgré tout, le regroupement politique de la classe ouvrière sur le terrain de l'indépendance va pouvoir s'opérer.

De nouveau, la transition

Ce qui ramène à ce que nous avons appelé la « transition dans la construction du parti ». A savoir que des partis révolutionnaires regroupés sur le programme de la IV^e Internationale ne surgiront pas nécessairement d'emblée sous la forme de sections de la IV^e Internationale. La vague révolutionnaire en cours vérifie une nouvelle fois la loi selon laquelle la classe ouvrière, quand elle s'engage sur la voie du combat, cherche à se saisir de ses organisations traditionnelles et en premier lieu de ses organisations syndicales, expression première de l'existence de la classe ouvrière comme classe. Ce qui n'est pas contradictoire au fait qu'elle peut être amenée aussi à bâtir ses propres organes de combat (comités, comités de grève, soviets,...). Mais même dans ce cas, la classe ouvrière

(6) Au mois de septembre 2011, les dirigeants de la centrale syndicale allemande DGB, dans une lettre ouverte, « exigeaient » des députés qu'ils votent le plan de renflouement de la Grèce, plan de pillage et de destruction mortelle contre le peuple grec, et plan abondé par l'offensive contre les droits de la classe ouvrière allemande. Dernière en date de ces initiatives : à l'heure où nous écrivons, une déclaration intitulée : « *Pour un nouveau contrat social européen* », publiée dans toute la presse européenne prend acte de ce que « *les institutions européennes et de nombreuses nations sont en train de briser le pacte social qui avait permis, après la Seconde Guerre mondiale de construire les Etats providence européens et le projet qui a abouti à l'Union européenne* ». Cette déclaration se prononce pour la défense de l'Union européenne : « *Malgré le désenchantement profond ressenti par de nombreux travailleurs, nous continuons de soutenir qu'il n'y a pas d'autre solution que l'approfondissement du projet européen* ». Ces responsables font des propositions pour « *garantir la survie, aujourd'hui gravement menacée de l'Union européenne elle-même* ». Considérant qu'« *atteindre les objectifs de réduction des déficits et des dettes* » est un « *défi, relevable (...) dans des délais réalistes tout en prenant des mesures, européennes et nationales, pour promouvoir la croissance économique et la création d'emploi* », ils proposent « *d'établir un nouveau contrat social et économique avec la participation active des partenaires sociaux* ». Celui-ci se substituerait donc « *au contrat historique* ». Logiquement cette contribution amène ces responsables à affirmer : « *Le mouvement syndical européen ne défend pas une position partisane : nous cherchons à défendre l'intérêt général et à contribuer à la recherche de solutions à la très grave crise politique de l'Union européenne* ». Ils affirment pour ce faire « *s'appuyer sur les propositions du dernier congrès de la CES* ». Cette véritable profession de foi pour l'intégration corporatiste des organisations syndicales au mécanisme de gouvernance européenne est signé par Ignacio Fernandez Toxo, secrétaire général des Commissions ouvrières espagnoles, Candido Mendez, secrétaire général de l'UGT du même pays, Michael Sommer, président de la DGB d'Allemagne, Susanna Camusso, secrétaire générale de la CGIL d'Italie, Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT de France, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT du même pays, Anne Demelenne, secrétaire générale de la FGTB de Belgique et Claude Rolin, secrétaire général de la CSC du même pays.

cherche à se saisir de ses organisations traditionnelles : ainsi, le surgissement de la révolution tunisienne a vu à la fois le peuple tunisien se saisir de l'UGTT et constituer les comités de défense de la révolution. Cette situation peut aider à dégager l'espace pour la construction ou la reconstruction d'authentiques partis ouvriers indépendants (qui, pour nous, militants de la IV^e Internationale, peuvent constituer une transition vers la construction du parti révolutionnaire). Cette possibilité théorique se trouve renforcée par le caractère corporatiste de l'offensive impérialiste en cours qui menace de destruction toutes les conquêtes de la démocratie politique, au premier rang desquelles l'existence d'organisations syndicales et les nations elles-mêmes. Il en découle que la question de l'indépendance du mouvement ouvrier opposée à l'accompagnement du corporatisme devient une ligne de clivage majeur au sein du mouvement ouvrier international.

De la démocratie

L'histoire nous enseigne que même si ce sont deux formes de la domination de la classe capitaliste, démocratie et corporatisme (ou fascisme), sont antagoniques et contradictoires. Cette contradiction est plus aiguë que jamais : d'un côté, la marche au corporatisme que veulent imposer les sommets de la classe capitaliste, appuyés à des degrés divers par les sommets des appareils qui dirigent les organisations ; et, de l'autre, ces cadres intermédiaires des organisations ouvrières appuyés sur le mouvement de la classe qui s'arc-boutent sur la défense des organisations. Cette contradiction fournit une base possible pour avancer, dans le combat même pour l'indépendance de classe, vers les premiers éléments de la constitution d'une représentation politique nouvelle pour la classe ouvrière. Il y a près d'un siècle, analysant les caractéristiques de réaction sur toute la ligne de l'impérialisme alors naissant, Lénine soulignait (7) :

*« Le capitalisme en général et l'impérialisme en particulier font de la démocratie une illusion, et dans le même temps, le capitalisme engendre des aspirations démocratiques dans les masses, crée des institutions démocratiques, aggrave l'antagonisme entre l'impérialisme négateur de la démocratie et les masses qui aspirent à la démocratie. On ne peut renverser le capitalisme et l'impérialisme par des réformes démocratiques, si "idéales" soient-elles, mais uniquement par une révolution économique ; mais le prolétariat est incapable de réaliser la révolution économique s'il ne s'est pas éduqué dans la lutte pour la démocratie (...). La solution marxiste de la question de la démocratie consiste dans l'utilisation, par le prolétariat qui mène sa lutte de classe, de toutes les institutions et aspirations démocratiques contre la bourgeoisie, en vue de préparer la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie, en vue de la renverser (...). Le marxisme enseigne que "lutter contre l'opportunisme" en refusant d'utiliser les institutions démocratiques de la société capitaliste **actuelle**, créées par la bourgeoisie et dénaturées par elles, c'est capituler sans condition devant l'opportunisme » (souligné par Lénine).*

Oui ou non existe-t-il un lien entre la tendance à la putréfaction des forces productives de l'humanité que nourrit l'impérialisme au plan économique et, au plan politique, la marche au corporatisme destructeur de la démocratie ? A cette question Lénine répond (8) : *« Au point de vue économique, l'impérialisme (ou "l'époque" du capital financier, la question n'est pas dans le terme) est le stade suprême du développement du capitalisme, celui où la grande production a atteint des proportions telles que **la libre concurrence fait place au monopole**. C'est là l'essence économique de l'impérialisme. (...) La superstructure politique qui coiffe la nouvelle économie, le capitalisme monopoliste (l'impérialisme est le capitalisme monopoliste), c'est le tournant à partir de la démocratie vers la réaction politique. A la libre concurrence correspond la démocratie. Au monopole correspond la réaction politique. Il est incontestable que l'impérialisme est la "négation" de la démocratie en général, de toute la démocratie. »*

(7) Réponse à P. Kiefski, août 1916, *Œuvres complètes*, tome 23.

(8) Une caricature de marxisme, août-octobre 1916, *Œuvres complètes*, tome 23.

Il ne s'agit bien évidemment pas en ce début du XXI^e siècle de nourrir la moindre illusion sur un possible retour du capitalisme décomposé, putréfié vers un capitalisme « démocratique » ou vers son improbable « humanisation ». Répétons-le : toute la situation mondiale met à l'ordre du jour la nécessaire expropriation du capital. Pour autant, le combat pour la reconquête de la démocratie constitue un levier majeur dans l'aide à la mobilisation révolutionnaire des masses.

Ce n'est pas l'objet de cet article que de comparer l'impérialisme du début du XXI^e siècle à l'impérialisme du début du XX^e. Disons, pour aller vite, que toutes les caractéristiques essentielles de l'impérialisme se trouvent aujourd'hui portées à un degré d'exacerbation sans précédent : et la marche à la putréfaction-décomposition des forces productives et à leur destruction en masse (par tous les moyens parasitaires, de la spéculation, de l'économie d'armement) et la marche à la dislocation de toutes les formes de la démocratie politique caractéristique de la phase ascendante du capitalisme, qu'il s'agisse de la destruction des nations ou du démantèlement de toutes les institutions de la démocratie politique arrachées en relation même avec le développement de la lutte de classe. Il en découle que si l'impérialisme représente le tournant partant de la démocratie vers la réaction politique, alors le combat de la classe ouvrière se doit de s'orienter vers la reconquête de la démocratie, non pour « revenir à la libre concurrence », non comme une étape préalable au combat pour le socialisme, mais comme l'instrument indissociable du combat ouvrier pour l'émancipation sociale. Lénine précise : « *Les marxistes, eux, savent que la démocratie n'élimine pas l'oppression de classes, mais rend seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée ; c'est ce qu'il nous faut* » (9).

C'est pourquoi le combat pour l'indépendance des organisations ouvrières contre toute forme d'intégration, aussi bien que le combat pour l'indépendance des nations et celui de leur souveraineté, et aussi le combat pour la défense et la reconquête de la souveraineté populaire dans tous ses aspects (y compris le suffrage universel) sont aujourd'hui au cœur du combat révolutionnaire. D'une totale actualité est l'affirmation de Lénine selon laquelle : « *Le socialisme est impossible sans la démocratie dans les deux sens suivants* :

1 – *le prolétariat ne peut pas accomplir la révolution socialiste s'il ne s'y prépare pas en luttant pour la démocratie ;*

2 – *le socialisme victorieux ne pourra pas maintenir sa victoire et conduire l'humanité vers le dépérissement de l'Etat sans réaliser complètement la démocratie* » (10).

Le capital financier se subordonne les Etats

C'est l'offensive même de la classe capitaliste qui, en menaçant toutes les conquêtes de la démocratie - à commencer par la souveraineté et l'existence des nations d'une part, l'indépendance et l'existence des organisations ouvrières d'autre part - remet sur le devant de la scène comme une question majeure la contradiction fondamentale entre démocratie et corporatisme. Lorsqu'on en arrive à une situation où des émissaires désignés par une instance supranationale - le FMI, l'Union européenne - viennent dicter leurs ordres sur place à des Etats qui, formellement, ont (et depuis longtemps) conquis une totale indépendance politique, on en revient à la politique de la canonnière utilisée par l'impérialisme à la fin du XIX^e siècle pour s'assujettir telle ou telle colonie nouvelle ou la politique des comptoirs, des concessions. Mais avec une différence : s'agissant de pays comme la Grèce, l'Italie, d'autres demain (la France par exemple), c'est directement des puissances impérialistes majeures, en principe politiquement indépendantes, que les cercles dominants du capital financier cherchent à s'assujettir désormais.

Ce sont les berceaux les plus anciens de la démocratie politique qui se trouvent déstabilisés par l'exigence qui leur est adressée de renoncer à toute forme de souveraineté. La magistrale analyse faite par Lénine de « l'impérialisme, stade suprême » trouve ici un

(9) *Ibidem*.

(10) *Ibidem*.

degré d'application nouveau (11) : « *Le capital financier est un facteur si puissant, si décisif, pourrait-on dire, dans toute les relations économiques et internationales, qu'il est capable de se subordonner et se subordonne effectivement même des Etats jouissant d'une complète indépendance politique (...) ce qui donne au capital financier les plus grandes "commodités", les plus grands avantages, c'est une soumission telle qu'elle entraîne, pour les pays et les peuples en cause, la perte de leur indépendance politique.* »

Sous une autre forme, l'injonction adressée aux organisations ouvrières pour qu'elles capitulent sans combat et renoncent à tout ce qui a été conquis par la lutte de classe depuis des décennies, crée une situation où, *a contrario*, le mouvement des masses qui n'en peuvent plus cherche à pousser leurs organisations à faire un pas sur la voie de la résistance, tout simplement parce qu'il s'agit de leur existence même. On ne peut comprendre autrement ce qui se passe aux Etats-Unis, où, comme le montre l'article du camarade Alan Benjamin, les dirigeants de l'AFL-CIO, d'un côté acceptent d'aller très loin en direction de ce que les Américains appellent des concessions (qui sont de véritables capitulations, puisqu'ils organisent eux-mêmes, conjointement avec les patrons et le gouvernement, le démantèlement de pans entiers des droits ouvriers arrachés par la lutte de classe) ; et d'un autre côté, ont été amenés, en rapport avec la mobilisation des militants et des syndicats, à prendre la responsabilité du référendum qui, dans l'Ohio, a infligé un sévère camouflet à la tentative du gouvernement local d'imposer une législation corporatiste anti-ouvrière. Sous une autre forme, cette contradiction entre démocratie et corporatisme s'exprime dans d'autres pays, notamment en Europe occidentale. Elle prend en particulier la forme de l'extraordinaire résistance des cadres et militants qui, à tous les degrés, au sein des organisations ouvrières, cherchent à se regrouper contre la marche à l'intégration corporatiste et à préserver l'indépendance des organisations comme instruments de lutte de classe. Les militants révolutionnaires de la IV^e Internationale comprennent toute l'importance, du point de vue de l'issue nécessaire à la crise de décomposition du capitalisme, de ce que représentent ces processus.

Prendre nos responsabilités

Ils prennent leurs responsabilités dans le mouvement par lequel les cadres et militants, s'appuyant sur le mouvement de résistance des masses elles-mêmes pour les besoins de leur propre survie, sont amenés à dresser l'indépendance des organisations, contre la politique destructrice de l'impérialisme, contre la politique d'accommodement-accompagnement (voire d'intégration) des sommets, pour faire des organisations un véritable point d'appui pour la lutte de classe. La question politique de l'indépendance du mouvement ouvrier concentre les enjeux démocratiques. Elle est au cœur de la politique de la IV^e Internationale, tout comme les mots d'ordre de défense et de reconquête de la démocratie politique et de la souveraineté des nations. C'est sur ce terrain, celui de l'action politique commune pour l'indépendance du mouvement ouvrier, condition du combat effectif contre la guerre et l'exploitation, que se nouent et se renforcent les relations politiques entre militants de la IV^e Internationale et militants ouvriers de toutes tendances et des organisations qui agissent ensemble dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. C'est toute l'importance qu'il convient d'accorder aux campagnes engagées par l'Entente contre les guerres d'ingérence, pour la souveraineté des nations, contre les plans de pillage du FMI, de l'Union européenne, c'est-à-dire la destruction ordonnée par le capital financier.

Vers des représentations politiques ouvrières indépendantes

Quelle forme la reconstruction de représentations politiques ouvrières indépendantes fidèles aux intérêts de la classe sera-t-elle amenée à prendre ? La réponse à cette question n'est pas donnée une fois pour toutes. Elle est et elle sera des plus variables selon les développements mêmes de la marche à la crise révolutionnaire, selon aussi les caractéris-

(11) *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916, *Œuvres complètes*, tome 22.

tiques propres à chaque situation nationale. Aucun schéma ne saurait être plaqué. Pour ce qui les concerne, les militants de la IV^e Internationale ne dissimulent pas qu'à travers l'indispensable combat commun, sans préalable, pour préserver l'indépendance du mouvement ouvrier et l'aider à reconstituer les conditions des luttes de classe victorieuses, il s'agit aussi d'aider à résoudre la question de la construction d'un authentique parti capable d'aider les masses à marcher à la victoire.

Quelles formes, quels rythmes, quels détours, empruntera un tel processus dans l'effroyable crise que connaît le mouvement ouvrier à l'échelle internationale depuis plus de vingt ans, après la disparition de l'URSS ? Nul ne saurait répondre à cette question avec précision. Mais il nous revient d'annoncer clairement que tel est notre objectif. Et c'est là toute l'importance qu'il faut accorder aux décisions de la réunion du conseil général de la IV^e Internationale. C'est en rapport avec cette analyse d'ensemble de la situation que le conseil général a apprécié l'importance de l'expression organisée d'un noyau de militants autour du bulletin *Sawt Al Oummal* constitué dans le processus même de la première phase de la révolution tunisienne.

C'est pour les mêmes raisons qu'à partir des développements de la marche à l'ouverture de la crise révolutionnaire ouverte en Grèce - premier coup frappé de la vague révolutionnaire qui demain s'étendra à tout le continent - le conseil général a estimé devoir dégager les moyens politiques et d'organisation permettant l'expression organisée de la politique de la IV^e Internationale en Grèce même, dans le cadre du dialogue noué avec des militants ouvriers de toutes tendances. Pour modestes qu'ils soient, les noyaux et groupes de militants qui se constituent ont le devoir d'aider à formuler, à chaque étape du combat, des mots d'ordre, des propositions, des perspectives d'action. Ceux-ci ne sont pas réservés aux seuls militants de la IV^e Internationale ou à une petite avant-garde. Ils visent à aider l'ensemble de la classe ouvrière à réaliser les conditions de sa lutte de classe victorieuse. Telle est l'ambition des militants de la IV^e Internationale.

Daniel Gluckstein

Grèce : crise révolutionnaire sur le "Vieux continent"

Par Christel Keiser et Dominique Ferré

Réuni les 11, 12 et 13 novembre à Paris, le Conseil général de la IV^e Internationale a tenu ses travaux « *alors même que la vague révolutionnaire surgie en Grèce dans des grèves générales et mobilisations de classe dressant les mots d'ordre : « Dehors la troïka, FMI/UE/BCE ! », « Partez avec votre mémorandum ! » tend à s'étendre au continent* » (extraits de la résolution adoptée).

L'ouverture de la crise révolutionnaire en Grèce, c'est à dire dans un pays impérialiste sur le « vieux continent » qui concentre les plus vieilles puissances impérialistes et les classes ouvrières les plus organisées, est un fait constaté avec effroi par des cercles dirigeants de la bourgeoisie elle-même.

Ainsi, le journal financier français *Les Echos* (28 octobre) s'inquiétait de ce qu'en Grèce, « *objectivement, les temps sont mûrs pour une révolution* ». Il n'y a pas d'autre explication au vent de panique qui a parcouru le G 20 à Cannes (France) début novembre, entièrement consacré à la Grèce (2% du PIB de l'Europe). En Grèce, l'irruption des masses a débordé le cadre établi par toutes les forces liées à la survie du régime de l'exploitation capitaliste.

Et si les masses par leur propre mouvement démontrent « *qu'elles ne veulent plus vivre comme avant* », s'ajoute le fait qu'« *en haut* », selon la célèbre formule de Lénine, « *on ne peut plus gouverner comme avant* ». Ce qu'illustre en particu-

lier la chute, le 9 novembre 2011, du gouvernement Papandréou (dirigeant du Parti socialiste panhellénique, PASOK et président de l'Internationale socialiste).

Comme tout processus mettant en mouvement des millions d'hommes, la crise révolutionnaire ouverte en Grèce n'est pas un processus linéaire. Ses développements comme ses reculs sont étroitement reliés aux processus de la lutte de classe en Europe et dans le monde. Cette crise pose la question majeure de la construction d'une direction révolutionnaire du prolétariat afin d'aider les masses à combattre jusqu'au bout.

Quand le 19 puis encore le 20 octobre, des centaines de milliers de travailleurs grecs encerclèrent le Parlement, scandant « *prenez votre Mémorandum (1) et barrez-vous !* »... avant que celui-ci ne vote quelques heures plus tard, à une faible majorité le nouveau plan de la Troïka (FMI-Commission européenne-BCE), y a-t-il eu, dans la période récente, illustration plus saisissante de ce qui est au cœur du programme de la IV^e Internationale : « *la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat* » ? Cet article – essentiellement basé sur les faits de ces deux derniers mois et sur les discussions menées avec des militants ouvriers grecs – se veut être une contribution pour avancer vers le

(1) Mémorandum : nom du plan d'austérité imposé par la Troïka et mis en œuvre par le gouvernement Papandréou.

regroupement d'un noyau révolutionnaire formulant une politique ouvrière indépendante.

UN MOUVEMENT QUI A MURIT PENDANT DES MOIS

Le surgissement révolutionnaire des masses en Grèce en octobre-novembre 2011 est le fruit d'un murissement de plusieurs mois.

En octobre 2009, le PASOK avait remporté la majorité absolue au Parlement. Quelques jours après, Papandréou annonce que les statistiques ont été falsifiées, que le déficit budgétaire réel est de 12,5 % du PIB pour 2009. La Commission européenne exige alors des mesures immédiates conduisant le gouvernement Papandréou à annoncer un premier plan d'austérité, bientôt suivi d'un second, d'un troisième, etc.

Les mesures qui s'appliquent frappent durement la classe ouvrière, la jeunesse et toutes les couches de la petite bourgeoisie, avec des coupes dans les salaires et les pensions dans la fonction publique, le recul à 65 ans de l'âge légal de départ en retraite, une vague de privatisations, de nouveaux impôts, l'augmentation de la TVA. Le dernier plan voté en octobre 2010 prévoit 30 000 licenciements et des baisses de salaires jusqu'à 40 % dans la fonction publique, et la liquidation de toutes les conventions collectives dans le secteur privé. Sous la menace permanente d'être décrétée « en faillite », la Grèce est mise sous tutelle directe d'une « Troïka » constituée du FMI, de la Commission européenne et de la BCE, dont les émissaires viennent tous les mois contrôler la mise en œuvre des mesures « en échange » d'un prêt de 110 milliards d'euro sur trois ans.

Cette politique qui ne diffère en rien de l'ensemble des plans exigés par les mêmes institutions internationales, mis en œuvre par tous les gouvernements d'Europe, a provoqué un effondrement brutal, économique, social et sanitaire : « un doublement des cas de suicides, une hausse des homicides, une augmentation de 50 % des infections au virus VIH et des gens qui nous disent que leur santé a empiré mais qu'ils ne peuvent plus

consulter de médecins même s'ils devraient le faire » (selon la revue médicale britannique *The Lancet*).

« EN 2007, LE PROGRAMME DE PAPANDREOU ETAIT CELUI DES CONFEDERATIONS »

L'universitaire Savas Robolis, lié aux confédérations syndicales, expliquait dans le journal du capital financier français, *Les Echos* (5 novembre 2011) :

« Tout le monde reproche (à Papandréou) d'avoir accepté sans broncher ce que la Troïka lui propose. (...) En 2007, Papandréou avait conquis le leadership du PASOK avec le fort soutien de la majorité des responsables syndicaux. Son programme était celui des confédérations. (...) Aujourd'hui, les syndicats ont pris leurs distances du gouvernement et du monde politique. Les gens sont de plus en plus souvent dans la rue contre les mesures d'austérité. Lors de la grève générale du 20 octobre, environ un demi-million de Grecs ont défilé. »

Cette mobilisation des masses est devenu le facteur décisif, après s'être heurtée pendant des mois aux obstacles de la politique contre-révolutionnaire des appareils, à commencer par celui du PASOK au pouvoir. Un militant souligne :

« Nous avons, en Grèce depuis un an et demi, battu le record des journées de grève de 24 heures, des « journées d'action » : environ une vingtaine. Si au point de départ, l'appel des confédérations au 19 s'inscrivait dans ce cadre, ce à quoi nous avons assisté ces deux jours, c'est à une grève politique marquée par l'irruption des travailleurs ».

Pendant un an et demi de mise en œuvre des plans d'austérité, les directions confédérales (2) ont multiplié, mois après mois, des « journées d'action » et grèves

(2) Sans prétendre à un exposé d'ensemble sur le mouvement ouvrier grec, disons pour résumer que le mouvement syndical est artificiellement divisé entre deux confédérations. ADEDY regroupe les syndicats du secteur public et GSEE ceux du privé. Chaque parti politique dispose en leur sein de fractions syndicales. La fraction du PASOK détient la majorité dans la direction de GSEE et une force importante dans celle d'ADEDY. Le Parti communiste de Grèce (KKE) dispose également de sa fraction, PAME, de même que les autres partis, comme Synaspismos, issu de la crise du KKE.

de 24 heures. Une fois le secteur public isolé, une fois public et privé... Signalons par ailleurs, et nous y reviendrons, que c'est systématiquement sur un parcours séparé de celui des confédérations que les travailleurs étaient appelés à manifester par le PAME, le front syndical du Parti communiste de Grèce (KKE), s'opposant de fait à la volonté des travailleurs d'opposer leur unité de classe face au gouvernement et à la Troïka. Mais cette succession de journées d'action et de grèves de 24 heures, où la classe ouvrière grecque malgré les obstacles et la division fit à chaque fois la démonstration de sa combattivité, sans toutefois trouver de perspective, a fini par faire long feu. Les masses, confrontées à l'intolérable déluge des mesures qui les privent de tout avenir, ont réussi par leur propre mouvement à déborder partiellement le dispositif des appareils.

« ON SAIT QUE CA NE S'ARRETERA PAS, QU'IL Y AURA ENCORE UN NOUVEAU PLAN »

Les réflexions des employés qui ont occupé les principaux ministères à Athènes pendant près de vingt jours permettent de comprendre les processus de maturation dans la conscience de centaines de milliers, aboutissant aux processus de débordement. Ainsi des travailleurs rencontrés sur les piquets d'occupation du ministère de l'Intérieur nous expliquent :

« Cela fait quinze jours que nous occupons. Le plan a été voté, mais jusqu'à présent, nous estimons que nous pouvons mettre en échec les exigences de la Troïka. Tout simplement parce qu'avec ces mesures nous ne savons pas si nous aurons un travail dans quelques jours ».

Un autre sort un papier de ses poches, sa fiche de paye : « *Je suis agent administratif, voilà ce que j'ai gagné ces deux derniers mois* » : 208 euros net mensuel. Précisons : les prix à Athènes n'ont rien à envier à ceux en vigueur à Berlin ou Paris. Sa collègue reprend, avec des larmes de rage « *ils nous parlent de sauver les banques, de payer la dette. Moi aussi j'ai une dette à payer auprès des banques,*

pour ma maison. Avec les pertes de salaire, je ne peux plus payer ! ».

Au ministère du travail et des affaires sociales, deux jeunes femmes nous disent : « *beaucoup de collègues sont dans la dépression. Si on était sûr que les sacrifices qu'on nous demande sont les derniers, ça pourrait se discuter. Mais on sait que ça ne s'arrêtera pas, qu'il y aura encore un nouveau plan, encore et toujours des sacrifices* ».

La conscience qu'aucun plan, aucune « mesures barbares » (pour reprendre l'expression mille fois répétée) de la Troïka ne seront « les derniers », a été un déclencheur de l'initiative des masses, se saisissant de leurs organisations syndicales mais dépassant le cadre fixé par leurs appareils. Comme le note la résolution du Conseil général de la IV^e Internationale « *Aucune stabilisation n'est possible* » d'une part parce que « *nulle part à ce stade, pas plus en Grèce qu'ailleurs, la classe ouvrière n'a été défaite ou disloquée* » et d'autre part parce que la crise actuelle du régime de la propriété privée des moyens de production exige de mettre à bas tout l'édifice des conquêtes du prolétariat arrachées tant à l'ouest qu'à l'est de l'Europe en 1945, mais aussi toute forme de démocratie et de souveraineté.

CE QUI A PREPARE LE DEFERLEMENT DES 19 ET 20 OCTOBRE

Le dispositif des « journées d'action » et des grèves de 24 heures était-il programmé pour canaliser la résistance des masses aux plans de la Troïka ? Indiscutablement. Ce dispositif fut-il suffisant pour contenir la révolte ? Non. Certes, les journées d'action disloquées visaient à épuiser les travailleurs dans des grèves sans lendemain.

En même temps que les directions des confédérations, poussées par les centaines de milliers de travailleurs et de militants dans les entreprises, devaient appeler à la grève et prendre position contre les plans du gouvernement. Jusqu'à un certain point, elles ont pu le faire dans un cadre « contrôlé ». Mais une nouvelle fois est confirmé que « *les lois de l'histoire sont*

plus fortes que les appareils bureaucratiques » (Programme de la IV^e Internationale). C'est d'abord dans le cadre de ces journées d'action que les masses ont exprimé leur volonté de combat. Sans trouver un cadre de centralisation, une multitude de grèves partielles, sectorielles, avec occupation, se sont développées en marge des grèves de 24 heures. Les jours précédents la grève des 19 et 20 octobre (initialement convoquée le 19 par les Confédérations, elle a été allongée d'une journée sous la pression des masses car le Parlement devait voter un nouveau plan le 20), c'est une véritable montée des grèves et occupations. Outre dix ministères occupés par leurs employés avec leurs syndicats, des milliers d'établissements scolaires sont occupés, la voirie, les musées, les transports publics d'Athènes sont en grève. Le syndicat des marins appelle à débrayer dès le 17. Cette montée va se traduire dans le déferlement des masses, entraînant leurs organisations, les 19 et 20 octobre.

LA CLASSE OUVRIERE ENTRAINE DE LARGES COUCHES DE LA POPULATION

Le 19 octobre 2011, l'ensemble de l'économie est paralysée, et une marée humaine déferle dans Athènes et les grandes villes du pays,... Une militante indique : « *Toute la Grèce est descendue dans la rue, jusque dans les îles. Un exemple : à Skopelos, une petite île des Sporades de 800 habitants, 200 se sont réunis sur la place du village* ».

Un mouvement qui voit la classe ouvrière entraîner derrière elle toutes les couches opprimées de la population en particulier des secteurs de la petite bourgeoisie. Un militant nous indique « *Dans toute la ville, la plupart des magasins et kiosques avaient baissé le rideau. Plusieurs avaient affiché ce texte : "Nous fermons aujourd'hui pour ne pas fermer pour toujours"* ».

A cela il faut ajouter un autre facteur : la politique de « réduction des déficits publics » exigée par la Troïka frappe toute les structures de l'Etat bourgeois, y com-

pris les piliers de l'appareil répressif : armée, police, magistrature. En Grèce, une vague de démissions a balayé la magistrature. Les policiers municipaux d'Athènes, à la veille de la grève générale, occupent leur commissariat derrière une banderole « *A bas les mesures anti-populaires du gouvernement !* ». Le 20, entre deux cortèges syndicaux, ce sont deux cents officiers à la retraite qui défilent au cri de « *L'armée est avec le peuple* ».

LES TRAVAILLEURS ET LEURS ORGANISATIONS

La crise révolutionnaire grecque vérifie une tendance de nombreux processus révolutionnaires : dans la première phase de leur surgissement, les masses se tournent vers leurs organisations traditionnelles. On l'a vu récemment dans la révolution tunisienne avec l'UGTT. Ce qui frappe ces 19 et 20 octobre, ce sont les cortèges massifs de salariés d'entreprises, de lycées, d'universités, de ministères..., en rangs serrés derrière la banderole du syndicat. Il est visible que la masse qui se groupe dans les cortèges – comme la composition des piquets d'occupation - n'est pas composée que des militants, des syndiqués. Ils sont là, mais rejoints par la masse, par ceux qui ne font pas grève et ne manifestent pas d'habitude. Le combat intransigeant de la IV^e Internationale pour la préservation de l'indépendance des organisations ouvrières construites par la lutte de classe (et de leur existence même à l'heure où l'offensive corporatiste vise à les détruire) prend ici toute sa signification.

Tout ce qui a été préservé est autant de points d'appui organisés dont les masses peuvent se saisir dans l'affrontement de classe qui les oppose à la bourgeoisie et ses institutions. Si sous une forme particulière, le mouvement des « Indignés » a pu apparaître en mai-juin, du fait de la politique des journées d'action sans lendemain impulsée par les appareils, cela a été balayé par la grève générale où les masses se sont tournées vers leurs organisations traditionnelles de classe.

« PRENEZ VOTRE MEMORANDUM ET BARREZ-VOUS ! OUSTE ! »

Ce mouvement est profondément politique. Il pose – sans pouvoir le résoudre par lui-même – la question centrale du pouvoir. Les mots d'ordre repris à des dizaines de milliers de voix sont significatifs. Le plus repris : « *prenez votre mémorandum et barrez-vous ! Ouste !* » (« *Dehors !* »), n'est pas sans rappeler le « *Dégage !* » de la révolution tunisienne. On scande « *A bas le FMI, à bas l'Union européenne ! Le peuple prend son sort entre ses mains !* », « *Le peuple en colère exige le départ du gouvernement, de l'Union européenne et du FMI* ».

La dictature de la Troïka fait ressurgir les mots d'ordre de la lutte contre la sinistre dictature des colonels, celui de la révolte de l'Institut Polytechnique en 1973 : « *Du pain, l'instruction, la liberté* », auquel on ajoute « *la junte ne s'est pas arrêtée en 1973* ». Mais la différence fondamentale avec la dictature des colonels, c'est que c'est un gouvernement « socialiste » qui met en œuvre cette politique de guerre contre les travailleurs et la démocratie.

Dans une telle situation de surgissement révolutionnaire, il convient de revenir sur l'actualité de l'élaboration qui a été celle de l'Organisation communiste internationaliste (OCI pour la reconstruction de la IV^e Internationale) sur « *le mouvement des masses, des militants et des organisations* » et la politique des appareils.

En Grèce comme sous d'autres formes dans tous les pays, la majorité des « cadres organisateurs de la classe » sont soumis à la pression des appareils dirigeants du mouvement ouvrier, appareils syndicaux et partis ouvriers bourgeois (PASOK, KKE et Synaspismos). En temps normal, ils ont tendance à relayer dans les organisations de la classe la politique de leurs partis.

Mais l'irruption des masses bouleverse tout cela. Une partie importante des cadres ouvriers, voulant rester fidèles aux aspirations de leur classe, sont amenés à entrer, au moins partiellement, en contradiction avec la politique des appareils.

Ainsi, l'aspiration profonde à réaliser l'unité de la classe ouvrière contre ce gouvernement apparaissant de plus en plus comme le « représentant de commerce » du FMI et de l'Union européenne, a contraint les deux centrales syndicales ADEDY et GSEE, à appeler ensemble à la grève. La fraction syndicale du PASOK dans les syndicats de la fonction publique, dont bon nombre de militants cherchaient encore peu de temps avant (et souvent sans y croire) à éviter la confrontation avec Papandréou, s'est adressée au gouvernement, exigeant le retrait du plan. Comme nous l'a expliqué l'un de ces cadres du PASOK : « *Je suis membre du PASOK, mais je suis d'abord un syndicaliste qui combat pour les droits des travailleurs* ».

Cette réflexion recoupe un problème plus vaste qui dépasse les frontières de la Grèce. L'impérialisme en décomposition ne laisse plus de place au réformisme, exigeant la destruction des réformes imposées par la lutte de classe par les « contre-réformes » du FMI et de l'Union européenne. Il ne laisse pas de place non plus à l'existence d'organisations ouvrières indépendantes – en particulier à l'existence d'organisations syndicales, sommées de se fondre dans la « gouvernance » corporatiste.

La défense des réformes et des organisations ouvrières – comme de l'existence même des nations – pose directement le problème de la rupture avec l'impérialisme et ses institutions. Mais il faut aller plus loin : la remise en cause de toute forme, même atrophiée, de souveraineté nationale et de démocratie politique sous le talon de fer de la Troïka ne peut que provoquer la destruction des partis comme le PASOK sous leur forme traditionnelle. Sans aucun état d'âme, Papandréou a exclu, les uns après les autres, les députés de son propre parti qui votaient ne serait-ce que contre un article des projets de loi successifs. Peu leur importe que, selon des informations officielles, le PASOK ait perdu les trois quarts de ses adhérents. Ce problème soulevé par la IV^e Internationale depuis de nombreuses années, s'est trouvé posé avec brutalité pour des milliers de cadres syndicaux membres du PASOK.

LE PASOK CONTRAINT D'ALLER « AU CONFLIT AVEC LES FORCES TRADITIONNELLES QUI LE SOUTIENNENT »

Une situation résumée par le ministre des finances Venizelos déclarant le 19 octobre que pour « *participer à la négociation sur la viabilité de notre dette* » au sommet européen, le PASOK était contraint d'aller « *au conflit avec les forces traditionnelles qui le soutiennent* ». Saisissant la portée de ce processus, le *New York Times* écrivait, le 19 juillet 2011, à propos du syndicat de la Compagnie nationale d'électricité de Grèce, GENOP-DEH :

« Dans le cadre des mesures d'austérité votées en juin, le Premier ministre grec prévoit de vendre des entreprises publiques comme la compagnie nationale d'électricité. (...) il se heurte à l'hostilité d'un syndicat que son propre parti a contribué à créer. (...) Nikos Fotopoulos, (...) dirigeant du syndicat (déclare) : " Nous allons continuer à manifester dans les rues parce que nous n'en avons pas fini avec le gouvernement et la troïka. " (...) Son syndicat (...) s'oppose fermement à la privatisation des services publics (...) Pour lancer les réformes, Papandréou va devoir frapper au cœur même de son propre parti. »

De la même façon, la puissance de la grève générale a, pour la première fois depuis un an et demi, contraint le PAME, fraction syndicale du Parti communiste de Grèce (KKE), à appeler ses militants à manifester sur le même parcours que celui des confédérations syndicales. Car jusqu'à présent, les responsables du PAME convoquaient systématiquement des rassemblements séparés de ceux des confédérations ADEDY et GSEE. « *Il y a chez les militants du KKE une pression sur leurs propres dirigeants pour que l'unité se réalise face au gouvernement et à la Troïka* », nous indique un militant.

LE SURGISSEMENT DES MASSES EBRANLE LE DISPOSITIF DES APPAREILS, SANS POUR AUTANT LE BALAYER

Pour autant, le mouvement des masses par lui-même, aussi puissant soit-il, n'a pas fait disparaître les appareils. Leur dispositif, ébranlé par le débordement, a du s'adapter pour contenir le torrent.

La contradiction entre les centaines de milliers rassemblées les 19 et 20 place Syntagma, face au Parlement d'une part, et la courte majorité de 154 députés sur 300 qui approuva le énième plan de mesures d'austérité quelques heures plus tard d'autre part, c'est une illustration concentrée de ce qui est au cœur du programme de la IV^e Internationale : « *la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat* ».

A quoi se sont heurtées les masses lors de la grève générale ? Bien entendu aux sommets de l'appareil du PASOK qui a exigé de ses 154 députés une discipline militaire pour voter les exigences de la Troïka.

Soulignons également le rôle du KKE, parti issu du stalinisme, au cours de ces journées. Son front syndical, poussé par sa base, a été contraint d'appeler à manifester sur le même parcours, et des dizaines de milliers de ses militants se trouvaient autour du Parlement.

Le service d'ordre de PAME, s'il défendit incontestablement les manifestants des assauts de pseudo groupes « anarchistes » (en réalité des groupes de *lumpens* infiltrés par la police) n'en jouait pas pour autant un autre rôle. Encerclant le Parlement, il contenait aussi la colère des masses qui s'y pressaient. Les consignes du bureau politique du KKE données par sa secrétaire générale Papariga trois jours plus tôt étaient nettes :

« Je voudrais clarifier la chose suivante : l'encercllement et le blocus du Parlement (...) ne signifie en aucun cas empêcher les députés d'entrer au Parlement. Il a un seul objectif : faire en sorte qu'autant de députés que possible votent contre le projet de loi ».

Ce qui amenait le quotidien britannique *The Guardian* à souligner :

« Sans la chaîne humaine formée autour du Parlement par les militants du très discipliné parti communiste, il est probable que la masse bouillonnante

aurait tenté de prendre d'assaut le bâtiment dès le début » (3).

LA DIRECTION DU KKE : « DES ELECTIONS, TOUT DE SUITE ! »

Pour la direction du KKE, s'il ne s'agissait pas d'empêcher le vote du Parlement, c'est d'abord parce que les masses ne lutteraient pas assez. Papariga, le 20 octobre, déclare :

« la lutte ne s'arrête pas aujourd'hui, elle continue. Ce torrent doit être plus turbulent, plus radical, plus subversif. Il peut tout balayer à une condition : qu'il ne se laisse pas voler la victoire sur le fil, comme cela s'est produit tant de fois, quand une grande part du peuple est finalement pris au piège des illusions ».

Une orientation traduite dans l'un des mots d'ordre de PAME : « *Peuple, tu le peux ! Ne courbe pas l'échine !* ». Que faut-il comprendre ? Que le peuple grec « courbe l'échine », lui qui se dresse dans toute le pays au cri de « *Prenez votre mémorandum et barrez-vous !* » ? « *Circulez, il n'y a rien à voir* » leur répond la direction du KKE qui ne cessera de marteler dans les semaines qui suivront que : « *Le peuple doit renforcer le KKE et s'allier à lui. C'est la seule perspective qui peut porter espoir* » (Papariga, 5 novembre 2011).

Un lecteur de *La Vérité* nous transmet ses interrogations : « *malgré son orientation stalinienne, le KKE n'a-t-il pas gardé le caractère d'un parti ouvrier, contribuant à mobiliser les travailleurs ?* » Il est indiscutable que le KKE se prononce pour la rupture avec l'Union européenne et pour le refus du paiement de la dette. Il n'est pas membre du Parti de la gauche européenne, contrairement aux ex-partis staliniens du continent (4). Signalons cependant que dans le tract de masse du PAME diffusé à la veille de la grève du 1^{er} décembre, la Troïka a disparu, l'appel dénonçant « *le gouvernement et les partis de la ploutocratie* » et « *les classes dirigeantes* », sans dire une seule fois qui est le donneur d'ordre. Pour la direction du KKE, il faut rester dans le cadre des institutions parlementaires grecques, devenues totalement subsidiaires de la Troïka.

L'axe central du KKE, c'est « *Des élections tout de suite* ». Il affirme « *La classe ouvrière et les couches populaires doivent imposer les élections et les accueillir avec des mobilisations de masse dans tout le pays* » (1^{er} novembre).

Une position qui rejoint celle de Synaspismos/SYRIZA, pour un recours immédiat aux urnes. Cette politique n'a rien de circonstanciel. Certes, depuis la destruction de l'Union soviétique par la bureaucratie stalinienne il y a 20 ans, le KKE a perdu, avec la bureaucratie du Kremlin, son centre international, tout en en gardant la référence idéologique. Or toute l'histoire du KKE depuis sa stalinisation, c'est le sauvetage ouvert de la domination impérialiste en Grèce, qui conduisit notamment ce parti à paver la voie à l'écrasement de la révolution prolétarienne en 1943-1944 (lire en annexe).

LE SOULEVEMENT POPULAIRE DU 28 OCTOBRE

Malgré ces puissants obstacles, les masses sont sorties renforcées de la grève générale. A peine Papandréou est-il revenu en Grèce du sommet européen, il est confronté à une révolte sans précédent. Une militante explique :

« Le 28 octobre, c'est la journée où le peuple grec a dit « Non » à l'invasion des troupes fascistes italiennes en 1940. C'est une journée de fête nationale. Ce 28 octobre 2011, à Thessalonique, le président de la République devait superviser le défilé. Les gens sont descendus par milliers sur le parcours au cri de « vous êtes des renégats ! ». »

Une responsable syndicale enseignante ajoute :

« Les milliers qui ont transformé spontanément les défilés officiels en manifestations et en soulèvement populaire, sont révélateurs du climat actuel. (...) Dans toutes les grandes villes de Grèce, de la Crète à Corfou, de Kalamata à Drama,

(3) <http://www.guardian.co.uk/business/blog/2011/oct/19/european-debt-crisis-shares-rally>

(4) En Grèce, Synaspismos (parti parlementaire issu de la crise du KKE) est membre du Parti de la gauche européenne et en défend les orientations de couverture de l'Union européenne.

les représentants gouvernementaux ont du être évacués par les forces de police, et la foule rassemblée criait des slogans contre les mémorandums, la politique du gouvernement, la Troïka, et annonçait que le peuple grec disait à nouveau « NON » »

La décision inattendue de Papandréou d'annoncer la tenue d'un référendum, au lendemain de ce surgissement révolutionnaire spontané, est un aveu de faillite. Elle provoque un effondrement des places boursières européennes, une panique généralisée des « grands de ce monde » à la veille du G20, amenant Merkel et Sarkozy à y convoquer Papandréou pour le sommer de reculer. *Le Figaro* (1^{er} novembre) commente : « la marge de manœuvre de Papandréou était trop restreinte pour que le gouvernement puisse continuer d'appliquer les réformes ». Et citant un analyste grec :

« D'un côté l'ensemble de la classe politique demande des élections, de l'autre, il y a la rue. Entre les grèves du zèle et ceux qui ralentissent l'activité, plus personne ne travaille. Il faut y ajouter ceux qui n'ont plus les moyens de payer leurs factures, et la violence dans le comportement des gens qui n'ont plus rien à perdre ».

Dans les jours qui suivent, le G 20 exclusivement consacré à la Grèce traduit la terreur qui saisit les sommets de l'impérialisme mondial, au premier rang desquels Obama, de la contagion, non pas de la « crise grecque », mais de la crise révolutionnaire, alors qu'au même moment, l'Italie est mise sous tutelle de la Troïka.

« UNION NATIONALE » CONTRE LUTTE DE CLASSE

C'est dans ces conditions que les dirigeants de l'impérialisme ont imposé la constitution d'un gouvernement d'union nationale dans l'objectif « de rétablir la stabilité » (Papandréou, 3 novembre). A l'issue de tractations, les dirigeants de Nouvelle démocratie (droite) acceptent de former un gouvernement avec le PASOK et le parti d'extrême droite LAOS. Un gouvernement dirigé – comme en Italie avec Mario Monti – par un « technicien », Papadémós, ancien de la *Federal Reserve*

Bank de Boston (Etats-Unis), puis gouverneur de la Banque centrale de Grèce, qui préparera le passage à l'euro en 2001 (et participe à ce titre au « trucage » opéré par la banque Goldman Sachs). De 2002 à 2010, il est vice-président de la Banque centrale européenne.

C'est un représentant des banques qui, au compte de la Troïka, prend les reines du pays. Mais un tel gouvernement ne suffit pas pour imposer l'union sacrée totalitaire : il faudrait pour cela infliger une défaite à la classe ouvrière. Or, cette condition est loin d'être réalisée et la presse anglo-saxonne s'en inquiète : « la population grecque (est) au bord de la révolte » écrit *The Economist* (5 novembre). Et le *Financial Times* (7 novembre) s'alarme « de la rage et du désespoir que l'austérité à venir de manquera pas de provoquer ».

La classe ouvrière n'a pas été défaite malgré les coups brutaux que les masses reçoivent. Des dizaines de milliers de familles ouvrières refusent de payer – ou ne peuvent pas payer – la nouvelle taxe immobilière que le gouvernement a couplé avec les factures d'électricité (faisant ainsi peser le chantage de coupures de courant sur ceux qui ne peuvent, ou ne veulent pas payer). Lorsque les militants du syndicat GENOP-DEH occupent le central qui organise les coupures de courant pour les empêcher, et qu'ils sont violemment délogés le 24 novembre par la police, les confédérations syndicales GSEE et ADEDY sont amenées à dénoncer l'intervention comme une « provocation » du gouvernement. Le jugement des militants arrêtés – dont le président du syndicat, menacé de 6 mois à cinq ans de prison – qui devait être prononcé la veille d'une nouvelle grève de 24 heures à l'appel des Confédérations le 1^{er} décembre, est reporté au 10 janvier 2012.

LES ASSEMBLEES LOCALES

Cette résistance s'exprime également dans un processus extrêmement différencié de constitution d'assemblées locales, nourri par le refus de payer la nouvelle taxe. Un militant explique :

« La grève générale, le 28 octobre, les occupations... ont nourri un vaste mouvement de radicalisation. Le refus de payer la nouvelle taxe et des coupures

d'électricité est un sentiment largement partagé, particulièrement dans les quartiers populaires. Ce mouvement de refus est organisé par les syndicats (parmi lesquels bien entendu GENOP-DEH) qui y jouent un grand rôle. Dans les quartiers ont commencé à se constituer des assemblées locales. Parfois, des municipalités en sont partie prenantes, sous la pression des masses. Il faut comprendre que ce qui favorise l'émergence de ces assemblées, c'est que les institutions, y compris au plan local, s'affaiblissent, pas seulement sur le plan financier mais leur autorité également s'affaiblit. Il faut dire qu'en raison des plans successifs, la pauvreté et même la faim apparaissent. Ces assemblées locales sont parfois d'abord un moyen d'assurer la solidarité immédiate en nourriture, médicaments, etc. Mais les discussions vont au-delà des revendications immédiates. Dans ces assemblées, il y a bien sûr des militants appartenant aux différents partis de gauche. Cela pose toute une série de problèmes : il y a en particulier le risque de les cantonner à des « réseaux sociaux », à ne pas les coordonner entre elles, à ne pas leur permettre de poser les questions politiques. ».

Jusqu'à quel point ce mouvement peut-il aller vers la constitution de comités intégrant les masses en lutte et leurs organisations, se coordonnant les uns aux autres pour exprimer leurs aspirations à la rupture avec la Troïka et avec les gouvernements à leur service ? L'intervention consciente, en son sein, de militants ouvriers révolutionnaires posant et traduisant cette perspective par des mots d'ordre sera un facteur déterminant pour ouvrir

une issue. Celle-ci ne pourra être formulée sans se lier aux développements de la lutte des classes sur l'ensemble du continent. D'où l'importance de la participation d'une militante grecque au meeting ouvrier internationaliste du 1^{er} octobre à Paris, convoqué par le Parti ouvrier indépendant (POI) de France, qui a adopté un appel largement diffusé depuis en Grèce qui se conclut ainsi :

« Aucune mesure de rigueur n'est acceptable, retrait des plans, défense des revendications ! La dette n'est pas celle des peuples : annulation ! Aucune soumission au consensus sur la réduction des déficits publics : indépendance du mouvement ouvrier ! Non à la dictature de la troïka FMI-UE-BCE ! »

D'où l'importance également des liens, des discussions engagées par le Secrétariat international de la IV^e Internationale avec des dizaines de militants grecs, afin d'ouvrir la perspective de regroupements sur une politique ouvrière indépendante et internationaliste, de rupture avec l'Union européenne et le FMI, de reconquête de la démocratie. Pour la IV^e Internationale, il s'agit de renouer avec les traditions du trotskysme en Grèce, dont l'une des figures les plus connues, Pandélis Pouliopoulos (1900-1943) – fondateur du Parti communiste de Grèce, puis militant de l'Opposition de gauche et de la IV^e Internationale – occupa une place majeure dans le combat pour la réorganisation du mouvement ouvrier grec sur une perspective révolutionnaire.

Christel Keiser et Dominique Ferré

ANNEXE

Retour sur le rôle du Parti communiste de Grèce en 1944-1945

A la fin de la seconde guerre mondiale, une vague révolutionnaire s'étend à l'échelle internationale. Les masses, sous des formes diverses, engagent l'offensive contre le « vieux monde », celui de la propriété privée des moyens de production. Partout, la bureaucratie stalinienne et son appareil international vont s'efforcer de contenir et de faire refluer cette vague révolutionnaire. En Grèce, la mobilisation de la classe ouvrière grecque va ainsi être confrontée au rôle contre-révolutionnaire du Parti communiste grec (KKE) qui applique la politique de Staline d'accord avec les impérialismes « Alliés ». Alors que l'occupant nazi s'effondre, la quasi-totalité du pays est sous contrôle du front dirigé par le KKE, l'EAM, et sa branche armée : les groupes de partisans de l'ELAS. En janvier 1944, le X^e Plénum du comité central du KKE propose la formation d'un gouvernement d'unité nationale chargé de coordonner la lutte nationale avec les opérations des Alliés. C'est dans ce contexte que le KKE va méthodiquement mettre en œuvre une politique contre-révolutionnaire visant à restaurer l'ordre bourgeois.

Nous publions ici quelques extraits de l'article « *Révolution et contre-révolution en Grèce* » (Dimitri Asteriou, *La Vérité* n°13).

En Grèce, comme dans d'autres pays, les masses (...) veulent qu'après la guerre, ce soit elles qui prennent les décisions concernant leur destin (...). Le chef de l'impérialisme britannique demande le concours contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique et des PC subordonnés à celle-ci pour faire face à la révolution (...). Il l'obtiendra. Le KKE utilisera son prestige, le courage de ses combattants, la confiance que les masses ont en lui pour tenter d'interdire au mouvement des masses de s'attaquer aux racines de l'exploitation et de la guerre et, lorsque cela ne sera pas suffisant, pour le désarmer face à la contre-révolution (...).

Le 25 septembre 1944, l'accord de Gazerta est signé (...). Essentiellement, il s'agit d'un accord entre l'impérialisme britannique et le KKE. C'est ce qui intéresse les responsables britanniques : ils savent que le KKE ayant le contrôle du mouvement en Grèce (...) celui-ci dispose de la clé ouvrant la porte à l'entrée des forces britanniques en Grèce et à la mise en place du gouvernement de Papandréou contrôlé par eux (...)

L'objectif est, selon l'accord, l'établissement d'un « *pouvoir politique légal* ». La direction du KKE, en soutenant l'accord, considérait comme un crime tout pas vers la prise du pouvoir par les masses révolutionnaires et armées. Le vide du pouvoir que laisse le retrait des troupes nazies ne doit en aucune façon être comblé par le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Le 17 octobre 1944, le bureau politique du KKE adopte une résolution dans laquelle il est souligné : « *Les braves enfants de la Grande-Bretagne libérale et alliée trouveront l'accueil le plus chaleureux et le soutien du peuple allié grec libéral qui aime le progrès (...). Nous soutenons le gouvernement d'unité nationale (...)* ».

Le KKE permet au gouvernement de Papandréou, gouvernement soumis aux Britanniques, d'installer son Etat croupion, place Syntagma, et de tenter de reconstruire l'Etat bourgeois (...).

Les comités de l'administration populaire exercent le pouvoir dans le reste du pays. Ils s'occupent de l'approvisionnement et de la distribution de la nourriture. Dans les villes, (...) on procède à des saisies d'usines et les ouvriers se chargent de leur fonctionnement. Ces comités organisent aussi les soins gratuits et de l'enseignement public (...) Aussi, cette situation conduisait-elle inéluctablement à l'affrontement (...)

L'indignation contre la politique économique du gouvernement commence à s'exprimer. De nombreux comités s'adressent à la CGT, au comité central de l'EAM, au comité central du KKE, au ministère du travail, dont le ministre est Porfirogenis, membre du comité central du KKE. La réponse invariable des dirigeants staliniens, c'est que les travailleurs doivent se protéger des « éléments obscurs » et qu'il faut s'opposer à toute tentative d'organisation de grèves, car des incidents ne peuvent servir que les ennemis du peuple (...)

Le bureau politique du KKE a envoyé à toutes les organisations du KKE une circulaire concernant incorporation des combattants de l'ELAS de la classe de 1936 dans l'armée nationale (...). Le 25 novembre, le bureau politique du KKE explique aux combattants étonnés, que cet ordre est donné dans la perspective de la dissolution à bref délai de l'ELAS (...)

Papandréou convoque le conseil des ministres (le 1^{er} décembre - NDLR), excluant les ministres de l'EAM. Le lendemain, les ministres de l'EAM, non membres du KKE, démissionnent. Les démissions des ministres du KKE suivent.

Le 3 décembre, une marée humaine, non armée, investit le centre d'Athènes. Sur la place Syntagma, les policiers, qui avaient pris des positions de combat dans les bâtiments, environnant la place, tirent sur la foule. Les rues sont semées de morts et de blessés (...)

Le lendemain, la grève générale est déclarée. Les funérailles des victimes se transforment en une manifestation populaire immense (...)

Le « combat d'Athènes », qui va durer cinq semaines, a commencé. Les masses prolétaires d'Athènes mèneront la lutte avec la plus grande combativité et le plus grand héroïsme. Il y aura des milliers de victimes dans cette lutte.

Le Premier ministre Churchill, dans son discours à la Chambre des communes, le 19 janvier 1945, déclare : « *Pendant trois ou quatre jours, nous nous bâtîmes pour empêcher un hideux massacre au centre d'Athènes où toute forme de gouvernement eut été balayée et le trotskysme triomphant instauré (...)* » (...)

Le 7 décembre, au bureau politique du KKE, Ioannidis, connu comme « l'homme de l'Internationale communiste » en Grèce, considère que « *la lutte qui a commencé et continue à Athènes, même si elle finit par la victoire du mouvement, est nuisible à la guerre générale menée par les Alliés* ». Le bureau politique décide que le comité central de l'ELAS suspende l'offensive au centre de la ville (...) Les avions et la flotte britanniques bombardent impitoyablement les quartiers ouvriers d'Athènes et du Pirée (...) Le 28 décembre, les troupes britanniques lancent l'offensive générale. L'impérialisme britannique a besoin d'écraser la révolte d'Athènes, pour consolider sa domination en Grèce (...) Comme l'écrit le journaliste André Fontaine, dans son livre Histoire de la guerre froide : « *Staline, en tout cas Churchill est le premier à le reconnaître, a respecté, au moins pendant un certain temps, l'engagement pris en ce qui concerne la Grèce. C'est-à-dire qu'il laissa massacrer par les Anglais, sans lever le petit doigt, les maquisards de l'ELAS qui, conduits par les communistes hellènes, s'étaient assurés, après la retraite allemande, le contrôle de la quasi-totalité du pays* ».

La révolution prolétarienne frappe aux portes de l'Europe

Par Marc Lacaze

Au risque de surprendre, cet article consacré à l'Europe fera le choix d'ignorer les centaines d'éditoriaux et de commentaires d'experts, qui paraissent chaque jour sur le sujet dans la presse internationale.

La dramatisation orchestrée ces derniers jours autour du thème « dix jours pour sauver l'euro » n'a qu'une fonction : tenir en haleine l'opinion publique européenne sur les enjeux du combat de titans que se mènent sous ses yeux les « grands de ce monde », pour la terrifier... et pour convaincre le commun des mortels de son impuissance totale face à des problèmes d'une telle « complexité ».

Ce qui se discute peut se résumer en une phrase : comment les représentants du capital financier réussiront-ils à imposer le franchissement d'un nouveau pas dans la surexploitation du travail salarié, sous quelles formes réussiront-ils à dépouiller totalement les masses populaires, tout particulièrement en Europe, et, surtout, comment devront-ils s'y prendre pour éviter les explosions qui menaceraient l'ordre mondial ?

Cela ne veut pas dire que les détails des « montages » qui sortiront de ces négociations, et qui donneront une image des rapports de force entre les gangs dominants du capital financier, n'ont aucun intérêt.

Mais, abordant « l'histoire du point de vue de la révolution qui doit transmettre

le pouvoir aux mains de la classe ouvrière pour la refonte communiste de la société » (Léon Trotsky, Europe et Amérique), cet article choisira de partir de l'événement le plus important de ces derniers mois en Europe, l'événement qui ébranle d'ores et déjà en profondeur les fondements de tous les Etats du « Vieux Continent », et qui trace la voie que devront nécessairement emprunter tous les peuples entraînés dans la tourmente de la « crise » : le soulèvement du peuple grec qui a provoqué la chute de Papandréou.

Nous partirons de là : du premier pas franchi en Europe dans la voie qui doit conduire à la seule solution que puisse connaître cette « crise », pour tenter de dégager les lignes de force qui ordonnent les événements, mettre à nu les faiblesses de la classe dominante, pour souligner les points d'appui dont disposent les masses exploitées dans cette situation d'affrontement impitoyable.

LA PORTEE DU SOULEVEMENT DU PEUPLE GREC

Après des semaines de grèves et de manifestations pour le retrait des plans d'austérité imposés par la troïka, la classe ouvrière grecque, porteuse des espoirs de toute une société, a contraint les directions de ses centrales syndicales à appeler,

pour la première fois dans l'unité public-privé, à une grève générale les 19 et 20 octobre. Cela a été le déferlement.

Un déferlement qui s'est prolongé jusqu'au 28 octobre, journée commémorative de la résistance grecque à l'occupation du pays, en 1941, par les troupes fascistes italiennes et hitlériennes.

Ce jour-là, les manifestants ont contraint le gouvernement à annuler *in extremis*, acte hautement symbolique, le traditionnel défilé militaire. Les manifestants ont chassé le président de la République sous les huées et les accusations de « trahison », lui qui bénéficiait jusqu'alors du respect de ses concitoyens pour avoir été, en son temps, un authentique « résistant ».

Les jours du gouvernement Papandréou étaient dès lors comptés. Papandréou, dirigeant du Pasok (Parti socialiste grec), assurait le lien, dans la direction du parti, avec les directions des organisations syndicales. Sous la pression directe des masses, ce lien venait d'être rompu. Le coup de poker de la convocation d'un référendum, tenté par Papandréou pour se remettre en selle, ne pouvait qu'échouer. Sommé par le « directoire » de l'Union européenne (Merkel-Sarkozy) d'y renoncer, il s'exécutait. Et il tombait, victime directe, non pas du « directoire », mais de la mobilisation de millions de travailleurs, d'artisans, de paysans et de toute la jeunesse du pays.

Le gouvernement d'« union nationale » qui lui succède ne dispose plus du lien « solide » que Papandréou maintenait, envers et contre tout, avec les directions syndicales. Il s'agit d'un gouvernement de crise dépourvu des moyens de stabiliser la situation, si l'on écarte pour l'avenir immédiat l'hypothèse d'une solution du type des « colonels ». Et, même si les directions des organisations de classe s'acharment à ne pas « rompre » complètement le fil (donc à le maintenir) qui les relie aux plans du FMI et de l'Union européenne, elles ne peuvent plus faire valoir auprès des masses dont elles sont censées représenter les intérêts — et qui les ont déjà contraintes à affronter le gouvernement Papandréou — les liens qu'elles entretenaient avec le Pasok au pouvoir.

L'ancien ministre de l'Economie et du Travail, Louka Katseli, confiait ses craintes au journal *Les Echos*, le 14 novembre :

« Les gens pourraient se trouver dans la situation de ne pas pouvoir payer. Beaucoup de familles reçoivent ces temps-ci des avis d'imposition exceptionnelle sur la propriété immobilière de plus de 700 euros en moyenne. Les fonctionnaires ont subi des coupes sévères de leurs salaires. Beaucoup de petits entrepreneurs ont cessé leur activité. La récession est profonde. Le chômage dépasse déjà les 17 %. La première réaction pourrait être de ne pas payer l'impôt. On risque aussi des grèves, qu'elles soient explicites ou qu'elles ne disent pas leur nom. Les confédérations syndicales n'ont pas les moyens de prévenir une explosion sociale. »

La classe ouvrière grecque, rassemblant ses forces, mobilisant toute l'énergie dont elle était capable, a réussi à surmonter les premiers obstacles dressés sur sa voie. Dans la succession de grèves, de manifestations disloquées par les directions inféodées au Pasok, ainsi que par celles qui sont liées aux partis issus du stalinisme, elle a réussi à puiser la force qui a submergé la résistance des directions, et arraché l'appel à la grève générale qui a fait basculer la situation.

C'est ainsi qu'elle a donné une première concrétisation magistrale au mot d'ordre « *Dehors le FMI ! Dehors la troïka ! Annulation de la dette !* ». C'est ainsi qu'elle a donné sa forme à la première phase du combat pour opposer la souveraineté populaire — base de toute souveraineté nationale — au gouvernement qu'elle avait porté au pouvoir, et qui se faisait la courroie de transmission des diktats des institutions internationales au service du capital financier.

Le peuple grec se trouve aujourd'hui devant une nouvelle étape. Il se trouve face à un véritable complot organisé par les cercles dirigeants du capital financier international, relayé par les banques grecques et les cercles dirigeants du patronat. Ils ont décidé de l'étrangler pour le faire céder, afin de pouvoir l'écraser.

La nécessité de faire face au sabotage de ce qui reste de l'économie, à la désorganisation des fonctions élémentaires de

la société, du ravitaillement et des transports... va pousser la classe ouvrière et la population des villes et des campagnes à inventer les formes d'organisation qu'exige le combat pour assurer la survie des populations.

Les masses grecques ont ouvert, en se soulevant, une crise qui laisse béante la question du pouvoir politique. En ce sens, elles ont ouvert une « situation révolutionnaire ». Est-ce à dire qu'elles ont ouvert la voie à une victoire rapide ? C'est une autre question, que nous nous proposons d'aborder plus loin dans cet article, et qui ne pourra être résolue complètement dans le seul cadre national de la Grèce.

LA "CONTAGION" QUE REDOUTE L'IMPERIALISME

Une chose est certaine : le surgissement des masses grecques a déstabilisé le bel ordonnancement prévu pour le G 20 de Cannes. Le journal *Le Monde*, daté du 1^{er} décembre va même jusqu'à accuser cette intrusion du peuple grec dans la grande politique, d'avoir provoqué une « crise de confiance » chez les banquiers, qui tardent à préciser les conditions techniques de la restructuration de la dette grecque qu'ils avaient acceptée le 27 octobre. Les pauvres !

La peur de la « contagion » est brandie par les uns et les autres dans le but d'accélérer la conclusion d'un « accord global » en Europe, scellé par tous les gouvernements contre toutes les classes ouvrières du continent. Initialement présentée comme une peur de l'extension mécanique de la faillite de la Grèce aux pays immédiatement menacés par les « marchés » (l'Italie, le Portugal, l'Espagne et, plus récemment, la France...), elle se révèle avant tout comme la peur d'une « contagion » aux autres pays européens des processus politiques engagés en Grèce, qui menacent de devenir de plus en plus difficilement contrôlables.

Une peur alimentée par les derniers développements qui ont eu lieu, au Portugal après la grève générale du 24 novembre et la manifestation devant l'Assemblée de la République à

Lisbonne ; en Espagne, avec le camouflet infligé par l'électorat ouvrier à son parti traditionnel le PSOE ; en Grande-Bretagne, paralysée ce 30 novembre par une grève générale de la fonction publique.

Autant de développements qui ouvrent, pour les défenseurs de l'ordre impérialiste, une situation de très grande incertitude politique. Une situation inconnue sur le continent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Et, même si ces développements n'atteignent pas encore le niveau d'alerte provoqué par le soulèvement du peuple grec, les chefs de gouvernement, les véritables « gouverneurs » que sont les institutions de l'Union européenne et les envoyés du FMI, savent que la crise leur en fera prendre inéluctablement le chemin.

IL N'Y A PLUS, EN EUROPE, DE DISTINCTION ENTRE UNE "PERIPHERIE" ENDETTEE ET UN SOLIDE "NOYAU DUR". TOUTE L'EUROPE EST ENTRAINEE SANS DISTINCTION DANS LA CRISE

Plus personne ne se risque sérieusement à prétendre, comme cela a été fait durant des mois et des mois, que la « faillite » de la Grèce, prononcée par les fonds financiers, par les banques et leurs fondés de pouvoir, ne concernait que ce pays et quelques autres Etats « périphériques » méditerranéens.

Ils savent que les mensonges qu'ils ont déversés, lorsqu'ils se sont indignés des « traditions semi-orientales » du pays, qui en auraient fait un paradis de trafiquants qu'on n'aurait « jamais dû accepter dans la zone euro », ne passent plus nulle part, y compris en Allemagne où Merkel s'était pourtant livrée à de honteuses attaques xénophobes.

En matière de trafics, toutes ces éminentes personnalités savent dans quelles conditions Goldman Sachs a maillé les comptes de la Grèce pour pousser à son admission. Ils savent que le nouveau Premier ministre de la Grèce, Lucas Papademos, alors directeur chez Goldman Sachs, était à la manœuvre.

Ce n'est pas à ces « experts », grassement payés, que l'on va apprendre combien l'Allemagne, tout juste réunifiée dans les années 1990, avait besoin des commandes de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie et de la France pour écouler sa production... et donc d'un endettement massif de toute l'Europe.

Ils n'ont pas oublié que l'acceptation, par l'Allemagne, d'un abandon du deutsche-mark au profit de l'euro, fut le marché passé entre Bush père et Helmut Kohl pour que les Américains soutiennent la réunification.

Ils ne sont pas sans connaître le gouffre qu'ont représenté, pour ses finances publiques, les dépenses d'armement de la Grèce — vigile de l'Otan en Méditerranée orientale, poussée à s'endetter pour acheter à Siemens ses sous-marins.

Le mécanisme est bien résumé par le chroniqueur économique du *Financial Times*, Martin Wolf, qui ironise : « *Si tout le monde était créateur, il n'y aurait ni dettes non honorées ni crises financières. C'est comme cela, estiment les créanciers, qu'on devrait se comporter. Ils ont tort. Créanciers et débiteurs sont liés les uns aux autres comme des siamois. Les premiers doivent accumuler les créances sur les seconds. Et cela les place dans un piège qu'ils se tendent à eux-mêmes.* »

Il apparaît désormais au grand jour que la zone euro a été « fabriquée » pour doper artificiellement l'activité des principales économies européennes confrontées à l'étroitesse de leurs marchés nationaux, et pour ouvrir dans le même mouvement, sur le continent, un marché à la dimension des ambitions des grands groupes américains, eux-mêmes étouffés par la contraction du marché mondial. Difficile de mieux résumer ce qu'est le parasitisme absolu qui caractérise l'« impérialisme, stade suprême du capitalisme ».

A la veille du sommet européen du 9 décembre, le ton monte. Le remplacement de Berlusconi par Mario Monti, à la tête du gouvernement italien, n'a manifestement pas rassuré les « marchés ». Pourtant, Monti fait partie du sérail ; ex-commissaire européen à la Concurrence, ex-banquier chez Goldman Sachs, il donne toute garantie. Mais ce n'est pas la

bonne volonté du gouvernement de techniciens porté à la tête de l'Italie qui pose problème, c'est le peuple italien. Monti dispose-t-il de l'assise politique nécessaire pour avancer rapidement dans la mise en œuvre des « réformes clef » indispensables ? Les « marchés » en doutent. La chute de l'Italie, troisième économie européenne, avec 2 000 milliards d'euros de dette, menace les accords passés, le 21 juillet et le 27 octobre, par les chefs de gouvernements européens sur le Fonds européen de stabilité financière (FESF).

Ce fonds s'avère gravement sous-dimensionné pour faire face à un « défaut » de cet ordre.

L'Allemagne, parce qu'elle était jusqu'alors considérée comme seule susceptible de faire face, a été soumise à une pression gigantesque — notamment de la part des Américains — pour qu'elle accepte, ou bien d'abonder ce fonds, ou bien de donner son aval à une modification du rôle de la Banque centrale européenne (BCE) pour lui permettre d'acheter de la dette d'Etat et de devenir « prêteur de dernier recours ».

Brusquement, devant les premiers signes sérieux de récession mondiale et leurs conséquences pour les exportations allemandes, les « marchés » jugent qu'elle n'aura pas les moyens d'assurer ce rôle. Pour la première fois, le 23 novembre 2011, l'agence chargée de la gestion de la dette allemande, qui voulait placer 6 milliards d'obligations sur les marchés, n'a réussi à en vendre que 3,64 milliards, obligeant la Bundesbank à intervenir. Le mythe d'une crise n'affectant que les nations les plus faibles d'Europe a fait long feu. La crise frappe le cœur même du dispositif impérialiste en Europe.

Nous sommes passés, comme nous l'expliquions dans notre précédent numéro de *La Vérité*, de la « crise de la dette » à la « crise du crédit », sans oublier la « guerre des changes » qui se poursuit. Bref, avec la menace d'« inflation » et l'entrée en « récession » de l'économie mondiale, nous avons passé en revue tous les symptômes du plongeon dans une crise majeure du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

L'aggravation brutale de la « crise de la dette européenne », de la crise des institu-

tions de l'Union européenne, la menace d'éclatement imminente de la zone euro... s'inscrivent comme un chaînon du développement d'ensemble de la crise mondiale.

En ce sens, l'ouverture d'une crise révolutionnaire en Grèce, prologue à son extension à tout le continent, s'inscrit dans la vague révolutionnaire qui a éclaté en Tunisie pour se développer aujourd'hui au cœur même de l'Europe.

C'est ce qui explique que l'impérialisme américain, garant de l'ordre impérialiste mondial, se préoccupe au plus haut point de ces derniers développements.

L'OUVERTURE IMMINENTE D'UNE CRISE REVOLUTIONNAIRE SUR TOUT LE CONTINENT

Le 9 septembre 2011, le Secrétariat International de la IV^e Internationale écrivait, dans sa déclaration politique : « *La révolution prolétarienne frappe aux portes de l'Europe.* » N'y avait-il pas une petite exagération, comme cela nous est souvent reproché, à s'exprimer de la sorte ?

Ce premier soulèvement de la classe ouvrière et du peuple grec, exprimant les aspirations les plus profondes de tous les peuples d'Europe, balaie toute hésitation. Un pas vient, bel et bien, d'être franchi dans cette voie.

L'Europe toute entière se trouve à la veille de l'ouverture d'une crise révolutionnaire. Toutes les conditions sont en train d'en être réalisées. A commencer par celle qu'évoque Lénine dans sa célèbre brochure, *La faillite de la II^e Internationale*. Pour lui, le premier « indice » d'une situation révolutionnaire est constitué par « l'impossibilité pour les classes dominantes de conserver leur domination sous une forme non modifiée ; telle ou telle crise du "sommet", crise de la politique de la classe dominante, qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se frayent un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas d'ordinaire que la "base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore plus que le "sommet ne puisse plus". »

Les Etats, formes de la domination des classes dominantes de toutes les vieilles puissances impérialistes européennes, sont en crise partout. Du système parlementaire de la République fédérale allemande au système bonapartiste de la République française, aucun n'est épargné.

Pour jouer le rôle que lui assigne Obama, préoccupé par les conséquences dévastatrices qu'aurait pour le système financier mondial un krach des banques européennes, Merkel doit réussir à s'émanciper du contrôle « tatillon » du Bundestag. Il lui faut remettre en cause le fonctionnement des institutions tel qu'il a été réglé par la loi fondamentale, instaurée en 1949. Sur la question, très controversée en Allemagne, du contrôle des milliards d'euros apportés par la République fédérale au fonctionnement du FESF, ou du Fonds permanent (ESM) qui doit lui succéder en 2013, elle essaye de contourner le contrôle du Parlement. Pour cela, elle a choisi de passer par une commission du Parlement... qui a omis de rendre compte de ses travaux. Le *Financial Times Deutschland*, daté du 29 novembre, indiquait que le Tribunal constitutionnel avait reçu deux plaintes de députés, contre le « secret » qui entourait désormais toutes les décisions concernant le FESF et les mesures de recapitalisation des banques. Selon ces deux députés, les droits du Parlement sont ouvertement bafoués.

En France, la même pression aboutit à un résultat apparemment opposé, mais qui ébranle tout autant l'architecture des institutions. Cette fois, c'est le *Financial Times* de Londres qui ironise :

« *L'héritage gaulliste — cette extraordinaire concentration du pouvoir entre les mains du chef de l'Etat — a été très utile à la France au moment d'affronter la crise de la zone euro (...). Les choses auraient été bien pires si le débat avait été aussi houleux qu'en Allemagne. Reste que Paris désormais va droit vers un conflit avec Berlin où l'aggravation de la crise donne un nouvel élan au fédéralisme sur la question de la gouvernance de la zone euro. (...) Si, pour la refonte de la zone euro, l'Allemagne choisit comme modèle une structure fédérale reposant sur des institutions communes, cela risque de contrarier les Français, dont la formule favorite consiste à continuer de définir la politique de la zone euro via*

des rencontres régulières entre chefs d'Etat. (...) La France doit dépasser l'histoire de la Ve République et apprendre à s'accommoder d'une organisation plus fédérale du pouvoir. "Merci mon général, bonjour monsieur Monnet." »

Les secteurs dirigeants du capital financier sont confrontés à la plus importante crise que le système de domination impérialiste ait connue de toute son histoire. Ils doivent bouleverser de fond en comble toutes les relations sociales, porter les rapports d'exploitation à un degré inconnu jusqu'à aujourd'hui. C'est pour eux une question de vie ou de mort.

Les langues se délient. Le très « mesuré » journal patronal français *Les Echos* ouvre ses colonnes, ce 22 novembre, à un chroniqueur qui se permet d'écrire ce que ses éditorialistes ne peuvent faire. Il se déchaîne littéralement :

« Tous ceux qui supportent, au prix de leurs efforts, le financement d'un gigantesque et insoutenable système social qu'aucun dirigeant n'envisage véritablement de remettre en cause, sont assassinés politiquement. (...) Le mur de la réalité va, bientôt, s'abattre sur ce petit monde. Car le bilan est terrifiant. Notre "modèle social", qui pompe deux tiers des dépenses publiques (près de 700 milliards par an), est un échec cuisant. (...) Peut-on durablement financer, par la dette, à 3,5 % une économie qui croît à moins de 1 % ? »

Toutes les conquêtes sociales du prolétariat doivent disparaître ; tout ce qui a été arraché au capital par les combats de classe à l'issue de la guerre doit être effacé. La classe ouvrière européenne, qui reste la classe ouvrière la plus organisée à l'échelle mondiale et dont les organisations campent sur ces conquêtes, est immédiatement dans le collimateur. La classe ouvrière, et ses organisations de classe.

Le capital financier doute, en l'état actuel des rapports entre les classes, des capacités des différents gouvernements européens — quelle que soit leur couleur politique — à se hisser à la hauteur des tâches qu'il leur assigne. A peine débarrassé de Papandréou et de Zapatero... il avoue n'avoir aucune confiance dans leurs successeurs. On a le sentiment que le Pasok et le PSOE lui manquent déjà pour contenir la classe ouvrière.

L'avenir du système bancaire européen, relié à la capacité des gouvernements à conduire à leur terme les « réformes » brutales indispensables, ne peut demeurer pour les « marchés » entre leurs seules mains.

Le capital financier tente de pallier cette situation en tendant toutes ses forces pour installer en Europe un système de gouvernance supranationale, leur fameux « fédéralisme européen », débarrassé des contingences de la démocratie (même la plus formelle) comme des pressions nationales de toutes sortes. Des pressions auxquelles tous les gouvernements ont la faiblesse d'être sensibles, pour éviter de se couper de leurs bases (ils sont encore élus), et de toute relation avec des populations dont ils craignent, tous, de perdre le contrôle.

C'est là que réside la contradiction majeure et insurmontable de la situation. Cette pression pour instaurer, par-dessus l'autorité des Etats nationaux, une autorité supérieure supranationale devient un facteur central de déstabilisation de tous les régimes en place.

Ce qui s'est passé en Grèce, la place qu'a pris le sentiment national dans son soulèvement — un sentiment à fleur de peau dans un pays qui a accédé tardivement à la souveraineté nationale (1829), où le souvenir de la résistance à l'occupant fasciste est vivant, et qui s'est soulevé en 1973 contre le régime des colonels —, est une indication lourde de sens.

Ajoutez à cela que les bases de cette gouvernance supranationale devraient être fournies par l'impérialisme allemand, en raison de sa place de première économie européenne et de sûr allié de l'impérialisme américain en Europe.

Une situation que le journal *Süddeutsche Zeitung* (26 novembre) résumait, avec une pointe d'appréhension, en ces termes :

« Il s'agit, dans ces derniers jours de novembre, de la survie de l'euro. Les premiers financiers ont retiré leur argent non seulement de Grèce, d'Italie, d'Espagne mais de l'Europe. A Wall Street, à Londres, on fait déjà des plans sur le monde sans l'euro. La phase finale a commencé. (...) L'Allemagne peut sau-

ver l'Europe mais elle doit dicter ses conditions. »

Qui peut croire que les « conditions » imposées par l'Allemagne puissent passer sans provoquer des réactions explosives ?

Merkel le sait mieux que quiconque. C'est une des raisons majeures de ses hésitations, avec le rejet grandissant par la population allemande de la politique d'austérité qu'elle subit depuis dix ans.

Lorsqu'il a été question d'une réforme des traités européens, tous se sont empressés d'y mettre une condition : qu'on ne la soumette pas à une ratification par les peuples.

Qui peut imaginer que des gouvernements rejetés, déconsidérés, puissent simplement transmettre des décisions qui devraient plonger des millions d'hommes et de femmes dans une misère noire — décisions prises, de surcroît, par des fondés de pouvoir de la banque Goldman Sachs dans le cadre d'une gouvernance supra-européenne (du type troïka ou autre) —, sans hâter le moment de l'explosion qu'ils redoutent tous ?

Tous les Etats, toutes les formations politiques qui ont assuré, depuis des décennies, la stabilité des rapports d'exploitation dans chacun de leurs pays, sont d'ores et déjà déchirés. Ils sont déchirés par la nécessité qui s'impose à tous les représentants de la classe dominante, de changer la forme de sa domination, pour l'adapter et tenter de la prolonger, pour entraîner la société toute entière dans la barbarie.

La crise politique qui s'ouvre dans les sommets va élargir les « fissures » dont parle Lénine. Des fissures par lesquelles « le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se frayent un chemin ».

Au premier rang des raisons de cette indignation : la révolte contre toutes les tentatives d'instaurer un ordre totalitaire, où même les assemblées croupion, du type de l'Assemblée nationale française, seraient dépossédées des prérogatives formelles qu'elles conservaient encore, et où les syndicats seraient contraints de renoncer à leur indépendance pour accompagner l'exécution des ordres donnés par une « gouvernance européenne ». Révolte contre cette négation de tout principe de légitimité démocratique.

Que ce soit en Grèce, en Italie, en Espagne ou en France, directement sous la forme de l'exigence de la convocation d'une Assemblée constituante, ou dans une combinaison avec des élections prévues dans le cadre des institutions survivantes, le combat pour établir un cadre où la souveraineté populaire puisse s'imposer contre la dictature des institutions internationales, ne peut que se développer dans une étroite combinaison avec la mobilisation de la classe ouvrière sur son propre plan.

Au cœur de ce combat, la réponse qu'il faudra apporter à la question : « *Qui sauvera les bases industrielles construites pendant la période du développement des forces productives, dans le cadre des Etats nationaux bourgeois et qui ont façonné la "nation" ? Qui sauvera les services publics des transports, de l'Équipement, de La Poste... ? Qui sauvera le système hospitalier, l'instruction publique... qui constituent le couronnement du développement de la "nation", sinon la classe ouvrière, seule classe capable d'unir les peuples libres du continent dans des « États-Unis socialistes d'Europe » qui ouvriront la voie à un nouveau développement des forces productives, débarrassées du carcan des vieux Etats bourgeois nationaux ?* »

CRISE REVOLUTIONNAIRE ET REVOLUTION

Cela veut-il dire que la situation révolutionnaire ouverte en Grèce va se transformer mécaniquement en révolution, et gagner de proche en proche toute l'Europe ?

Dans *La faillite de la II^e Internationale*, brochure écrite avant la révolution russe, Lénine fournit une réponse à cette question :

« La révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser (ou entamer) l'ancien gouvernement qui ne "tombera" jamais,

même à l'époque des crises, si on ne le fait "choir".

Cette situation se maintiendra-t-elle encore longtemps et à quel point s'aggravera-t-elle ? Aboutira-t-elle à la révolution ? Nous l'ignorons et nul ne peut le savoir. Seule l'expérience du développement de l'état d'esprit révolutionnaire et du passage à l'action révolutionnaire de la classe avancée, le prolétariat, le montrera. Il ne saurait être question en l'occurrence ni d'"illusions" en général ni de leur réfutation, car aucun socialiste ne s'est jamais et nulle part porté garant que la révolution sera engendrée précisément par la guerre présente (et pas par la prochaine), par la situation révolutionnaire actuelle (et non demain). Il s'agit du devoir le plus incontestable et le plus essentiel de tous les socialistes : le devoir de montrer aux masses la présence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer la largeur et la profondeur, d'éveiller la conscience révolutionnaire du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens. »

Lénine définit là le rôle du parti révolutionnaire qu'il nous faut construire, quelle que soit la forme organisée qu'il est amené à prendre dans chaque pays.

Que signifie aujourd'hui, par exemple pour les militants de la IV^e Internationale engagés dans la construction du POI en France, cette invitation à « montrer aux masses la présence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer la largeur et la profondeur » ?

Ne nous incite-t-elle pas à renforcer la campagne de dénonciation opiniâtre de la gigantesque escroquerie organisée par le capital financier avec l'aide des directions qui lui sont soumises, dans le but unique de « convaincre » les masses qu'elles ne peuvent rien, de « convaincre » chaque travailleur individuellement qu'il ne compte pas devant l'immensité des dangers qui menacent la société toute entière, si la pyramide des centaines de milliards d'euros qu'ils ont fabriquée devait finalement s'effondrer ?

Ne nous suggère-t-elle pas de débusquer systématiquement et avec tout le mépris qu'ils méritent, les liens très concrets qui relient tous ces « experts », tous ces « spécialistes économiques » par-

tisans enthousiastes de la défense de « l'intérêt général »... au capital financier en général, et à telle ou telle banque en particulier ?

Cette invitation ne nous commande-t-elle pas de chercher à dégager, à chaque pas de la confrontation qui s'engage entre le capital et le travail, le lien qui relie chaque combat et chaque revendication à l'issue politique ? Une issue qui dépendra, certes, de la capacité de la classe ouvrière, appuyée sur toute la population laborieuse, à prendre les commandes pour réorganiser de fond en comble (au terme de toute la période d'activité révolutionnaire qui s'ouvre) la production, en la mettant sous le contrôle des travailleurs, selon un plan d'ensemble, dans toute l'Europe.

Le premier pas à franchir, dans cette voie, c'est celui du combat immédiat et concret, partout où nous en avons la possibilité, pour contraindre les patrons, qui ne sont pas aussi assurés qu'ils le disent et qui craignent par-dessus tout la « contagion » de la lutte de classe, à annuler les suppressions d'emplois, qu'ils multiplient sous prétexte qu'ils ne pourraient pas faire autrement.

Dans cette période où s'apprêtent à déferler les licenciements, la défense de chaque emploi n'est-elle pas le premier pas à franchir, sur la longue route qui doit nous conduire à l'instauration d'un véritable « gouvernement ouvrier » qui se chargera de la réorganisation complète de la production par les travailleurs eux-mêmes ?

L'invitation de Lénine ne nous commande-t-elle pas de nous porter, dans toute l'Europe, au premier rang du combat pour la réalisation du front unique des travailleurs et de leurs organisations, pour imposer aux gouvernements le retrait des plans d'austérité qu'ils viennent de décider sur ordre du FMI, de la BCE et de l'Union européenne ?

Ne nous revient-il pas de le faire, en rappelant comment les travailleurs grecs ont réussi à se réapproprié — jusqu'à un certain point, certes — leurs organisations, pour surmonter les premiers obstacles dressés sur la voie de l'annulation du plan et de l'expulsion des émissaires du FMI et de l'Union européenne ? N'est-ce pas un moyen concret, pratique, de répondre à

l'invitation de Lénine de travailler afin « d'éveiller la conscience révolutionnaire du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens » ?

Ne devrions-nous pas, pour toutes les raisons évoquées dans cet article, nous saisir dans toute l'Europe de ce combat des travailleurs grecs, pour nous l'approprier en intégrant l'expérience qu'ils ont été amenés à faire avant nous, et en l'inscrivant comme une partie du combat des travailleurs de chaque pays européen ?

Ne devrions-nous pas proposer — si la Grèce dessine notre propre avenir — de former des « commissions d'enquête ouvrière », constituées de syndicalistes, de militants qui se rendraient en Grèce pour apporter, bien sûr, le soutien des travailleurs de nos différents pays, mais aussi pour y faire l'inventaire des mesures honteuses qui sont administrées aux travailleurs grecs au nom de l'unification de l'Europe par le capital financier, et, enfin, pour témoigner de leur résistance acharnée ? Faire connaître dans chacun de nos pays l'état de la situation, faire connaître les conditions du combat de nos frères grecs, faire connaître les formes d'organisation qu'ils se sont données pour garantir la solidarité entre tous... ne contribuerait-il pas à préparer nos propres combats ?

Est-ce que, par ce moyen, nous ne pourrions pas tirer un fil, aussi tenu soit-il, qui dégage concrètement, par l'action politique, les premiers traits de ce que devrait être le combat pour une fédération de véritables gouvernements ouvriers constitués en « Etats-Unis socialistes d'Europe » et bâtis sur les ruines de l'Union européenne et de ses institutions ? Une fédération de gouvernements, mandatés par la représentation démocratique de la majorité de la population de chacun de nos pays, et responsables devant elle ?

N'est-ce pas, en effet, le moyen le plus immédiat pour faire saisir que les combats qui s'amorcent dans chacun de nos pays ne sont pas la simple convergence de combats défensifs, engagés à l'échelle de toute l'Europe contre les diktats du FMI et de l'Union européenne, mais qu'ils sont les signes de l'ouverture imminente d'une crise révolutionnaire embrasant tous les

Etats européens, et qui ne trouvera de solution que dans ce cadre ?

Autant de questions et de propositions qui illustrent et prolongent l'une des principales décisions prise par le conseil général de la IV^e Internationale qui s'est tenu les 11, 12 et 13 novembre 2011, qui décide d'organiser une « tête de pont » de la IV^e Internationale en Grèce, résumée par ces lignes dans la *Lettre de la IV^e Internationale* :

« [à propos de] la "décision" du gouvernement Papademos de suspendre momentanément les coupures de courant électrique pour une partie des dizaines de milliers de foyers qui ne peuvent plus payer leur facture. Présentée comme une "mesure d'apaisement", cette décision n'est en fait que la reconnaissance de ce que le prolétariat a imposé dans les faits puisque les employés de la Compagnie Electricité de Grèce (DEI), entraînant avec eux leur syndicat, ont, depuis le 21 novembre, occupé le centre qui procède aux coupures de courant pour les empêcher... avant d'en être évacués par la force par les unités anti-émeutes.

Dans certaines communes de la banlieue d'Athènes, ce sont les assemblées communales qui recensent les citoyens menacés de coupures de courant. En quoi ces initiatives des masses procèdent du mouvement qui les voit se tourner vers leurs organisations traditionnelles en les entraînant dans la lutte, contre et envers les appareils, en quoi cela procède-t-il de formes d'auto-organisation des travailleurs (et quel lien avec les mobilisations au plan communal), quelle est la combinaison entre l'une et l'autre ?

C'est en allant chercher ces éléments que nous fournirons à l'ensemble du secrétariat international et de l'Internationale les éléments nécessaires pour tirer les conséquences de la crise révolutionnaire en Grèce du point de vue de la construction de la IV^e Internationale et de ses sections. Et que, sur un autre plan, nous dégagerons les éléments du dialogue nécessaire avec les travailleurs et les militants grecs sur les problèmes posés dans la lutte de classe en Grèce (dont le conseil général a proposé qu'il prenne la forme d'un bulletin de discussion comme vecteur de la construction d'un noyau de la IV^e Internationale). »

**Marc Lacaze,
le 1^{er} décembre 2011**

LA VERITE**Bulletin d'abonnement**

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Révolution et contre-révolution au Maghreb et au Moyen-Orient

Par Lucien Gauthier

Les dernières mobilisations de masse en Egypte démontrent que le processus révolutionnaire, qui a été initié en Tunisie et qui aujourd'hui s'exprime en Europe, n'est pas clos comme voudraient s'en convaincre les médias, porte-parole du point de vue impérialiste. Des centaines de milliers d'Égyptiens défilent dans les rues du Caire en exigeant la démission du maréchal Tantaoui : ce n'est pas une question égyptienne, mais une expression du processus mondial de la lutte des classes qui, sous des formes diverses, s'exprime sur les différents continents et notamment en Europe.

LA REVOLUTION EN MARCHÉ FACE A L'IMPERIALISME

La révolution qui a surgi en Tunisie est une révolution prolétarienne avec, au centre de la mobilisation du peuple, la classe ouvrière qui s'est saisie de son organisation de classe historique, l'UGTT, et a cherché, en constituant des comités de défense de la révolution, à dresser son propre pouvoir contre celui de la minorité inféodée à l'impérialisme. Dans la foulée, le processus révolutionnaire s'est exprimé en Egypte, où la mobilisation de la jeunesse et des travailleurs, par les grèves et les manifestations, a de nouveau été un élément déterminant de la chute de Moubarak.

Loin d'être une révolution « arabe », ce processus révolutionnaire a un caractère international, et il frappe aujourd'hui en Europe, ouvrant une crise majeure au cœur des vieilles puissances impérialistes et des Etats-Unis. Devant ces développements, l'impérialisme devait réagir. Mais ce processus révolutionnaire révélait

encore plus crûment l'incapacité de l'impérialisme américain à maîtriser « l'ordre mondial ». La crise de la domination politique de la bourgeoisie américaine apparaissait au grand jour : ayant soutenu les régimes de Ben Ali et de Moubarak dans un premier temps, elle a ensuite appelé à leur départ, tout en cherchant à préserver les régimes en place. Cette situation exprime la contradiction majeure de la classe dominante américaine. Dans cette crise d'agonie du capital, pour se défendre, la classe capitaliste américaine devrait écraser les peuples et également ses propres alliés impérialistes européens. Cela exigerait la mise en place par l'impérialisme américain d'une dictature, non seulement aux Etats-Unis, mais aussi à l'échelle mondiale. Mais la classe dominante américaine est tout aussi incapable d'imposer une dictature aux travailleurs et à la population américaine, que de l'imposer aux peuples à l'échelle mondiale. A l'inverse, l'impérialisme américain a vu ses relais dictatoriaux qu'étaient Ben Ali et Moubarak s'effondrer sous le feu de la mobilisation des masses. L'impérialisme a vu également la contamination révolutionnaire se répandre dans la région comme une traînée de poudre. Au Maroc, au Yémen, à Bahreïn, en Jordanie, des mobilisations massives de la population ont eu lieu contre les régimes en place.

LA "TRANSITION DEMOCRATIQUE"

Face à cette vague révolutionnaire et à l'effondrement des deux piliers qu'étaient Ben Ali et Moubarak, et afin de préserver l'« ordre » mondial ainsi déstabilisé, l'impérialisme américain n'avait d'autre

choix que de se lancer, sous le drapeau de la « démocratie », dans une politique visant à promouvoir la « transition démocratique ». Cette dernière n'est qu'une tentative faite pour revêtir d'habits neufs les vieux régimes en place. Elle pourrait se définir comme une mise aux normes « démocratiques » des Etats-Unis et de l'Etat d'Israël par l'intermédiaire, si nécessaire, de la force armée. En Jordanie, le roi a proposé quelques « réformes », et a obtenu dans cette voie la collaboration des partis de gauche et des partis religieux.

Au Maroc, le roi a annoncé une vaste réforme constitutionnelle ; à la clé, notamment, des élections législatives, à la suite desquelles le Premier ministre serait toujours désigné par le roi, mais celui-ci aurait obligation d'aller le chercher dans le parti qui aurait remporté la majorité des sièges aux élections.

Là aussi, le parti islamiste et les partis de gauche ont approuvé cette réforme constitutionnelle. L'Internationale socialiste elle-même s'est inscrite dans cette nouvelle situation en procédant — tardivement — à l'exclusion de ses rangs des partis de Moubarak et de Ben Ali (qui en étaient membres depuis des décennies), afin d'intégrer à l'Internationale socialiste de nouveaux partis dans ces deux pays, partis qui eux-mêmes ont approuvé les « réformes » exigées par l'impérialisme. Mais cette « transition démocratique » s'est alors trouvée confrontée à la vague révolutionnaire qui se poursuivait. En Tunisie, la révolution ouvrière qui a chassé Ben Ali le 14 janvier 2011 cherchait à liquider l'ensemble du régime. Au mot d'ordre « *Du pain, de l'eau, pas Ben Ali* » s'est substitué le mot d'ordre « *Du pain, de l'eau, pas le RCD* ».

Le gouvernement de « transition démocratique », composé de dirigeants du parti de Ben Ali (le RCD) et de quelques « opposants », s'est très vite avéré incapable de contenir le processus révolutionnaire. Sous l'égide de l'impérialisme, le gouvernement tunisien avait intégré à la tête de trois ministères des personnalités réputées proches de l'UGTT. Aussitôt, à l'unanimité, la direction de l'UGTT déclarait ne pas reconnaître ce gouvernement. Les trois ministres proches de l'UGTT démissionnaient du gouvernement. Le

gouvernement tombait. Une deuxième tentative échouera également.

Dans ces conditions révolutionnaires, les forces attachées à la défense de l'ordre mondial n'avaient d'autre recours que de constituer un gouvernement provisoire composé de personnalités non directement liées à Ben Ali, gouvernement qui n'a pu se maintenir qu'en cédant à l'exigence révolutionnaire des masses : la convocation d'une Assemblée constituante.

En Egypte, l'appareil militaire a dû concéder la mise en place d'un pseudo-gouvernement « civil » et l'annonce d'une réforme constitutionnelle, incluant les élections législatives. Dans les deux cas, la période qui s'ouvrait, du printemps jusqu'à l'été, fut celle d'une vague de mobilisations ouvrières pour les revendications en termes de droit du travail et de salaires, mais aussi de renationalisation des entreprises privatisées par les régimes de Ben Ali et Moubarak.

Dans de nombreux cas, des succès revendicatifs ont été obtenus. En Tunisie, l'UGTT s'est considérablement renforcée, quelque 200 000 nouveaux adhérents rejoignant ses rangs.

En Egypte, il n'existait pas de centrale syndicale indépendante comme en Tunisie ; des syndicats indépendants se sont créés dans le cours du processus révolutionnaire et, comme produit de cette vague révolutionnaire, la direction de la centrale syndicale officielle intégrée au régime égyptien, a été expulsée. Mais l'armée au pouvoir pousse les nouveaux syndicats à se fonder dans les anciens, et rejette toute loi sur les libertés syndicales.

Pour l'impérialisme américain, les faits parlaient d'eux-mêmes : les gouvernements de « transition démocratique » étaient en train de vaciller devant la révolution ; il fallait passer à une autre étape.

LA GUERRE CONTRE- REVOLUTIONNAIRE EN LIBYE...

C'est dans cette nouvelle situation de crise majeure pour l'ordre impérialiste que l'administration américaine a décidé de déclencher la guerre en Libye. Loin des rodomontades de Sarkozy et de Cameron, c'est bien à Washington que s'est décidée

l'offensive (en utilisant les supplétifs européens pour cette mission), au nom de la nouvelle doctrine impérialiste dite « responsabilité de protéger ». C'est depuis le siège d'Africom (dispositif militaire américain pour l'Afrique), à Francfort, que fut dirigée la première phase de bombardement, tâche ensuite transférée à l'Otan, mais toujours avec la logistique américaine indispensable à cette guerre.

La presse américaine et le président Obama ont défini cette stratégie comme celle du « commandement par l'arrière ». Pour l'impérialisme américain en crise, confronté à son enlèvement militaire en Afghanistan comme en Irak, il fallait engager pleinement les impérialismes européens pour mener cette guerre et la financer : le 23 août dernier, Léon Panetta, secrétaire américain à la Défense, déclarait déjà que l'action de l'Otan avec plusieurs pays en Libye « est une bonne indication sur le type de partenariat et d'alliances dont on peut avoir besoin dans le futur pour traiter des menaces auxquelles nous sommes confrontés dans le monde d'aujourd'hui ».

Dans cette voie, l'impérialisme américain a également donné une place centrale à l'Emirat du Qatar qui a non seulement — c'est un fait historique — engagé des avions dans cette guerre, mais l'a surtout largement financée. La Ligue arabe elle-même a dû accepter la guerre de Libye. Utilisant le caractère odieux du régime Kadhafi (rappelons que, durant ces dix dernières années, le régime Kadhafi était soutenu, reçu, appuyé, défendu par l'impérialisme américain et les impérialismes européens), les gouvernements impérialistes, en déclenchant cette guerre, menaçaient directement les révolutions tunisienne et égyptienne en cours dans deux pays voisins de la Libye.

Il s'agissait également de lancer un avertissement à tous les peuples qui cherchent à lutter pour leur propre souveraineté. Sous couvert d'action humanitaire, l'objectif était la légitimation du « droit à l'ingérence », du « droit » à changer par la force les régimes en place, à interdire aux peuples de décider par eux-mêmes.

L'Internationale socialiste a soutenu cette guerre. Les groupes d'extrême gauche — dont le Secrétariat unifié —, tout en exprimant quelques réticences du bout des

lèvres, ont participé de la campagne de propagande couvrant l'impérialisme (1). La seule force internationale à avoir pris position clairement et à mener une campagne publique contre la guerre, a été la IV^e Internationale.

La guerre de Libye a déstabilisé toute la région, et notamment le Sahel. L'ensemble des pays sahéliens (Niger, Tchad, Mali, Libye, Tunisie, Algérie) en subissent les conséquences directes. La multiplication de milices sur des bases ethniques ou communautaires se dresse contre la souveraineté d'un peuple.

L'Algérie est particulièrement menacée. Ce pays qui est le pivot de la région sahélienne est de plus une terre riche en hydrocarbures. Le gouvernement algérien, appuyé sur la manne pétrolière, a dû accorder aux travailleurs mobilisés avec leur syndicat, l'UGTA, un certain nombre de revendications. Depuis 2008-2009, il a rétabli le contrôle partiel de l'Etat algérien sur l'économie, mécontentant les grandes puissances et le FMI qui exigent au contraire des « réformes » et des privatisations. Le gouvernement algérien a refusé d'appuyer l'intervention en Libye. De ce fait, il est placé dans l'œil du cyclone. Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs, et Abdelmadjid Sidi Saïd, secrétaire général de l'UGTA, ont ensemble lancé un appel à tenir à Alger, les 10, 11 et 12 décembre 2012, une conférence d'urgence « contre les guerres d'occupation, contre l'ingérence dans les affaires internes des pays, pour la défense de l'intégrité et de la souveraineté des nations ».

... OUVRIR LA VOIE A LA DISLOCATION DE LA REGION

En Libye se sont constitués des regroupements politico-militaires islamistes, ou ceux de berbères de l'est et de l'ouest du pays (la Tripolitaine et la Cyrénaïque).

(1) Le Secrétariat unifié se réclame frauduleusement de la IV^e Internationale. Ses partisans en France, Besancenot-Krivine (NPA), défendaient un texte qui appelait à être « vigilants sur l'escalade de la guerre et sur tous les dérapages possibles de la résolution 1973 votée par le Conseil de sécurité de l'ONU ». Résolution 1973 qui prévoit précisément les bombardements ! Drôles de « révolutionnaires », ceux qui appellent au respect « vigilant » de la résolution de l'ONU autorisant l'intervention.

Loin d'unifier le peuple libyen contre la dictature, le jeu des grandes puissances a, au contraire, disloqué la population. Le Conseil national de transition (CNT) était un regroupement d'anciens ministres de Kadhafi (dont le ministre de la « Justice » depuis plus de dix ans) et de représentants politico-militaires. Dans cette voie, tous les particularismes ont ressurgi. Les Touaregs, suspectés d'être pro-Kadhafi, ont cherché refuge dans les pays sahéliens voisins où vivent d'autres populations touareg, les poussant ainsi à réclamer une République touareg. Ce n'est rien d'autre que la proposition faite par Kadhafi en 2005 : créer un Targuistan (le pays des Touaregs), en découpant ainsi les pays de la région, en amputant notamment le sud de l'Algérie.

Les populations Boutou (qui vivent essentiellement au sud de la Libye et au nord du Tchad), occupant les zones pétrolières du sud de la Libye, ont revendiqué une autonomie et exigé qu'un des leurs soit ministre des Hydrocarbures. Le résultat de l'action des grandes puissances a été la dislocation et la « tribalisation » de la Libye. C'est-à-dire l'inverse total de la souveraineté des nations qui transcende les particularismes, produits de l'histoire. La même situation prévaut en Afghanistan, ou dans l'Irak disloqué.

Nous sommes dans une époque où l'ensemble de la situation peut basculer dans la voie de la révolution ou celle de la contre-révolution. La pénétration et l'installation de l'impérialisme en Afrique du Nord n'ont pas pour seul résultat la dislocation de la Libye. Elles menacent directement l'ensemble des pays de la région. De nouvelles guerres civiles et de nouveaux conflits sont prévisibles.

Comme le note, ce 24 novembre 2011, le quotidien britannique *The Guardian* :

« Depuis le jour où le dictateur égyptien fut chassé, on a assisté à une forte détermination de la plupart des puissances occidentales et du Golfe, de s'approprier ou d'écraser les soulèvements arabes (...). La tactique des Occidentaux et de leurs alliés des monarchies arabes, c'est de prendre la tête des soulèvements, c'est ce qui s'est passé en Libye. »

Le tournant politique et économique de Bachar al-Assad après le 11 septembre

2001 et la seconde guerre du Golfe a provoqué d'importantes contradictions au sein du régime, entre ceux qui voulaient aller plus loin dans la coopération avec les Etats-Unis et ceux qui s'y opposaient. Mais, en tout état de cause, la politique de privatisation et d'ouverture à la concurrence, mise en œuvre par le régime syrien à la demande du FMI, a appauvri la population et concentré son exaspération sur le régime lui-même.

Dans le cadre de cet Etat policier répressif qui jusqu'alors les contenait, la mobilisation contre le régime a ouvert la boîte de Pandore des particularismes historiques, que divers groupes et fractions attisent, en cherchant à les utiliser.

La Syrie, en effet, est une mosaïque de populations et de religions (sunnites, chiïtes, chrétiens d'Orient, et alaouites, druzes, kurdes, arabes, syriaques...), tenue depuis un demi-siècle par un régime dont les dirigeants sont issus de la communauté alaouite.

Dans cette nouvelle situation où l'impérialisme met en œuvre sa politique de « transition démocratique », le régime syrien, incapable de s'auto-réformer et de maîtriser l'ordre, devrait disparaître. Le même quotidien britannique, *The Guardian*, note :

« Les sunnites modérés en Syrie sont inquiets de la montée des Frères musulmans et des salafistes qui ont pris en main les rangs de l'opposition (...). La minorité syrienne chrétienne est également en alarme, craignant de voir arriver la même chose qu'en Irak où de nombreux chrétiens sont obligés de fuir. Dans le nord de la Syrie, les Kurdes sont également nerveux à propos de l'avenir. »

L'explosion de la Syrie entraînerait un bouleversement régional et international. L'autonomisation de la région kurde d'Irak, se combinant avec celle de la Syrie, toucherait immédiatement la Turquie où vit une large part du peuple kurde.

Face à la vague révolutionnaire qui déferle, devant le risque de l'effondrement du régime égyptien et ses conséquences incalculables pour l'ordre mondial, l'impérialisme américain doit trouver les appuis nécessaires — partis de l'Internationale socialiste, démocrates et

islamistes — pour contenir ces développements. Dans cette situation, le régime syrien ne convient plus à cette nouvelle donne. En revanche, la dictature « islamiste » d'Arabie Saoudite est nécessaire, et c'est pourquoi 5 000 soldats saoudiens, avec l'appui des Etats-Unis, sont entrés à Bahreïn pour écraser par la violence des manifestations pacifiques qui réclamaient des réformes et la démocratie.

La constitution d'un « gouvernement » en Libye, après l'exécution de Kadhafi, s'est faite sous le contrôle direct de l'impérialisme. Aucun équilibre n'a pu être mis en œuvre, et le dosage des différentes fractions de l'« opposition » libyenne n'a réglé aucun des problèmes ; les milices berbères, mais aussi les islamistes radicaux et les salafistes, comme toutes les tribus qui ne se voient pas représentées, sont déjà en opposition à ce gouvernement — ouvrant ainsi la voie à de nouvelles violences.

Il n'est pas anodin que ce gouvernement, présenté par les impérialismes comme un gouvernement démocratique, ait explicitement déclaré que la Libye devait être régie par la charia. Si la guerre en Libye, du point de vue de l'impérialisme, était une condition nécessaire à l'ordre mondial, elle n'était pas suffisante.

UNE CONDITION NECESSAIRE MAIS PAS SUFFISANTE

La guerre en Libye n'avait donc pas d'autre objectif que de faire refluer la vague révolutionnaire, dans une situation où les régimes en place, inféodés à l'impérialisme, n'avaient pas la capacité de le faire. Il fallait dès lors, pour l'impérialisme américain, trouver de nouveaux relais pour mettre en œuvre cette politique. La « transition démocratique » impliquait donc d'associer pleinement l'« opposition », et notamment les partis islamistes qui, durant des décennies, avaient été réprimés par les dictatures au compte de l'impérialisme. Rappelons que l'argument développé, en Europe comme aux Etats-Unis, pour soutenir des régimes « autoritaires » comme ceux de Ben Ali, de Moubarak, de Kadhafi, était la lutte contre le terrorisme islamique et al-Qaïda,

mais aussi contre la montée de l'« islamisme » politique. En Egypte, en Tunisie, en Syrie, les partis islamistes ont été féroce ment réprimés. Indéniablement, ils étaient dans l'opposition aux régimes dictatoriaux, et perçus comme tels par le peuple.

C'est sur le mot d'ordre explicite du *consensus* que l'impérialisme américain a cherché à dresser un barrage à la révolution, en s'appuyant tant sur les partis islamistes que sur les partis de gauche de l'Internationale socialiste. En Tunisie, contre le mouvement des masses qui, à une première étape, avait vu surgir des comités de défense de la révolution, a été mise en place une « Haute Instance de défense de la révolution », fallacieusement présentée comme indépendante du gouvernement provisoire et chargée de préparer les élections à la Constituante. Ont participé à cette Haute Instance : le parti islamiste Ennahda, les partis de la gauche laïque liés à l'Internationale socialiste, ceux de l'ex-Parti communiste « rénové », mais aussi le groupe tunisien membre du Secrétariat unifié (la Ligue de la gauche ouvrière) qui a, sous des slogans « révolutionnaires », avec les autres partis, couvert et légitimé cette Haute Instance, contre la centralisation des comités. De même, en Egypte, la création d'une commission chargée de la réforme constitutionnelle — décidée par les militaires — a vu différents partis, dont celui des Frères musulmans, participer et collaborer à cette réforme pour préparer des élections législatives. Dans tous les cas de figure, il s'agissait pour l'impérialisme et ses relais, sous le drapeau de la « démocratie », d'associer la gauche et les islamistes dans le but de détourner les masses de la voie révolutionnaire, pour les canaliser dans un processus électoral, borné et limité par le cadre de la préservation de l'ordre impérialiste.

LE COMBAT POUR LA NATION SOUVERAINE

En Tunisie, le mouvement révolutionnaire des travailleurs et de la jeunesse avait contraint le gouvernement à convoquer des élections à la Constituante. Comme le notait en octobre 2011 l'éditorial du premier numéro de *Sawt al Oummal*, tribune libre de la lutte de classe

à l'initiative des partisans de la IV^e Internationale en Tunisie :

« *Le peuple, rappelons-nous, est descendu dans la rue il y a dix mois, portant haut la revendication : "Du pain, de l'eau, mais pas Ben Ali", et des millions de travailleurs et de jeunes, soutenus par l'UGTT, se sont dressés contre le régime de Ben Ali en demandant sa liquidation. Mais dix mois après, nous pouvons nous poser la question : où est le pain ? Où est l'eau revendiquée ? Certes, Ben Ali a fui, mais son régime est toujours là, sous l'appellation de "transition démocratique" chère à Obama et aux dirigeants de l'Union européenne. A leurs yeux, il s'agit d'une simple opération de replâtrage et de peinture du régime aux couleurs de la démocratie. »*

La collaboration d'Ennahda, de partis de la gauche laïque liés à l'Internationale socialiste, mais aussi de groupes du Secrétariat unifié, a dénaturé les élections à l'Assemblée constituante, évacuant la seule voie qui permet d'assurer la souveraineté du peuple et de la nation tunisienne : la rupture des liens de subordination à l'impérialisme, matérialisés dans l'accord d'association avec l'Union européenne et le FMI. Ils ont ainsi contribué à transformer ces élections en une espèce d'élection législative, où l'ensemble des partis « s'opposaient » à coup de programmes électoraux, évacuant ainsi toute revendication de la révolution tunisienne. Pour détourner de ces questions, les partis de gauche et du centre ont agité le chiffon rouge de la laïcité contre le parti islamiste Ennahda. Ils sont dès lors apparus aux yeux des masses les plus déshéritées, qui voulaient du pain et de l'eau, comme des partis défendant les valeurs de l'Occident, des grandes puissances, celles-là mêmes que Ben Ali a imposées au peuple tunisien par la violence. Ils ont ainsi contribué à présenter Ennahda comme un parti national, d'autant plus que celui-ci utilisait un langage démagogique sur le « social ».

Comme on peut le lire dans le bulletin n° 2 de *Sawt al Oummal* :

« *C'est la mobilisation révolutionnaire du peuple qui a imposé au gouvernement transitoire d'appeler aux élections à l'Assemblée constituante. (...)*

Les Etats-Unis, la France et l'Union européenne présentent aujourd'hui la Tunisie comme un modèle de marche

vers la démocratie. Mais leur appétit de requins est bien lisible dans les lignes de leurs déclarations. Ainsi, l'ambassadeur des Etats-Unis à Tunis exprime toute son admiration pour les élections tunisiennes et le ministre des Affaires étrangères français dit de son côté que "l'aide à la Tunisie sera conditionnée par le respect de la démocratie". Ce qui conduit l'ambassadeur des Etats-Unis à répliquer aussitôt, lors d'une conférence de presse tenue le 28 octobre, qu'il "se refuse à commenter les déclarations françaises" ; et d'ajouter : "Nous critiquons nos amis sans poser de conditions", en précisant : "Ennahda n'est pas Hamas" (Le Temps, daté du 29 octobre 2011). Le soir même des élections, Ennahda a déclaré qu'elle rassurait le marché. Ce qui, bien entendu, n'est pas pour rassurer les travailleurs.

Le lendemain des élections, une délégation d'Ennahda était reçue par des patrons à la Bourse de Tunis. A l'issue de cet entretien, la délégation a précisé, au nom du bureau exécutif d'Ennahda : "Nous envisageons non seulement de maintenir les avantages fiscaux, mais de les consolider dans un esprit de renforcement de l'économie de marché." Le surlendemain, le chef historique d'Ennahda, Ghannouchi, a déclaré vouloir "renforcer l'attrait de la Tunisie aux yeux des investisseurs étrangers". Il a appelé également à "rééquilibrer les échanges".

En effet, 80 % des échanges de la Tunisie se font avec l'Union européenne et notamment la France, dont les patrons possèdent 1 200 entreprises dans notre pays. Le 28 octobre, une première délégation de treize patrons américains arrive à Tunis, une autre délégation est attendue dans une semaine et le 15 novembre, le Département d'Etat américain organise une conférence sur le tourisme.

Le ministre des Affaires sociales a déclaré : "Le consensus national est impératif pour régler les problèmes sociaux et économiques." De fait, avant même l'annonce des résultats officiels, les dirigeants d'Ennahda ont appelé à la formation d'un gouvernement de coalition et se sont en particulier adressés aux dirigeants des partis de la "gauche laïque", dont certains ont accepté la proposition d'un gouvernement de coalition.

Nous constatons que les résultats des élections n'ont pas arrêté le processus révolutionnaire, mais au contraire ils ont ouvert une nouvelle étape. Le peuple, la jeunesse, les travailleurs demeurent

confrontés aux mêmes problèmes qu'auparavant et il faudra bien leur répondre. Ceux qui pensent que la révolution est finie avec les résultats de la Constituante ont tort, parce que les revendications de la révolution n'ont pas encore abouti et c'est pour faire face à cette situation que se constitue un gouvernement de coalition. C'est Jebali, le futur Premier ministre, qui a dit que la politique d'Ennahda est basée sur la recherche "d'un consensus avec les autres partis représentés au sein de l'Assemblée constituante". Un autre dirigeant d'Ennahda a affirmé : "L'heure n'est pas aux revendications mais à l'élaboration d'une Constitution", comme si l'on pouvait ne pas tenir compte de ce que veulent les Tunisiens et de ce qu'a posé comme question la révolution. (...)

Et Sawt al Oummal d'indiquer le véritable contenu de la souveraineté nationale qui devrait être au centre de la Constituante :

Est-il possible d'assurer la liberté et la souveraineté dans la voie tracée par Ben Ali qui a signé les traités et des accords inégaux avec l'Union européenne et le FMI ? Faut-il continuer de payer la dette qui n'est rien d'autre que l'argent volé au peuple par le clan Ben Ali ? Faut-il continuer de ne pas pouvoir nationaliser les entreprises privatisées par Ben Ali parce que l'accord d'association avec l'Union européenne l'interdit au nom de la libre concurrence, comme il interdit le financement des entreprises publiques par l'argent public ? Faut-il continuer d'accepter que soient mis en œuvre des plans décidés par l'Union européenne et le FMI ? »

Au Maroc aussi, la réforme constitutionnelle initiée par le roi, avec le soutien de la France et des Etats-Unis, visait à ouvrir la voie aux partis islamistes. Le résultat des élections législatives - qui donne une majorité relative aux partis islamistes - permet ainsi, comme en Tunisie, la constitution d'un gouvernement de coalition, rassemblant les islamistes et la gauche. Dans tous ces pays, le modèle turc a été vanté. Le parti AKP de Turquie serait aussi un parti islamo-démocrate, comme il existe en Europe des partis démocrates-chrétiens. Le modèle a une valeur plus grande que le laisse penser cette comparaison. La Turquie, gérée par les « islamo-démocrates », est membre de l'Otan, et sert de base militaire américaine de contrôle de la région.

En Egypte, dès le début du processus révolutionnaire, les représentants des Frères musulmans ont été reçus par l'ambassadeur américain. Dans le cours du processus révolutionnaire, après la chute de Moubarak, l'administration américaine a exigé, pour reconnaître le nouveau pouvoir, que celui-ci s'engage à respecter les traités internationaux signés par l'Egypte. En fait, un seul traité comptait pour les Etats-Unis, c'était celui signé avec l'Etat d'Israël à Camp David en 1978. L'impérialisme américain a repris toute sa place dans la région sur la base des accords de Camp David, normalisant les rapports des régimes arabes avec Israël, et bâtissant ensuite sur cette base la fable des « deux Etats » (palestinien et israélien) qui a abouti en 1993 aux accords d'Oslo signés par la direction de l'OLP ; celle-ci reconnaissait de facto l'entité sioniste et renonçait à combattre pour la Palestine libre, laïque et démocratique inscrite dans la charte de l'OLP, qui fut abandonnée explicitement. Près de vingt ans plus tard, on connaît le résultat de ces accords, fait de violence, de mort, de misère, de répression et d'enfermement dans des ghettos pour le peuple palestinien.

L'administration américaine savait que son ultimatum serait facilement accepté par l'appareil militaire égyptien, totalement lié à l'armée américaine et financé chaque année par les Etats-Unis à hauteur de 1 400 millions de dollars, pour être à même d'assurer l'ordre dans la région. Ce qui était en cause, c'était l'attitude des Frères musulmans, officiellement anti-sionistes et ne reconnaissant pas l'Etat d'Israël. Et dans cette situation, les Frères musulmans ont déclaré ne pas vouloir remettre en cause les traités internationaux signés par l'Egypte. Cette reconnaissance de facto d'Israël par les Frères musulmans manifestait leur subordination à l'impérialisme américain qui, dès lors, décidait de jouer la carte de la collaboration entre l'appareil militaire égyptien et les Frères musulmans.

LA NATURE DE CLASSE DES PARTIS DITS "ISLAMISTES"

Les partis présentés comme prétendument islamistes ne sont pas en réalité des mouvements religieux, mais des partis

politiques conservateurs qui utilisent l'idéologie religieuse. En l'absence d'une bourgeoisie nationale dans les pays dominés par l'impérialisme, ce sont des partis politiques petits-bourgeois, inféodés à l'impérialisme et respectueux de la propriété privée des moyens de production ; ils ont été constitués dans la plupart des cas contre le socialisme et l'idée de la lutte de classe car, partant du principe qu'il y existerait une communauté musulmane, ils s'opposent avec force à toute idée de division de la société en classes sociales. Pour eux un musulman, qu'il soit patron ou ouvrier est un frère. De ce point de vue, ils sont proches de l'idéologie corporatiste chrétienne, partisane de l'association capital-travail.

La confrérie des Frères musulmans fut fondée par le cheikh Hassan el-Banna, en Egypte en 1928, après l'effondrement de l'Empire ottoman, contre l'appel lancé aux peuples opprimés de l'Empire ottoman par la classe ouvrière russe qui, en expropriant le capital, avait permis la libération des peuples opprimés dans l'empire tsariste. En 1921, la tenue d'un congrès des peuples d'Orient, à l'initiative de l'Internationale communiste, avait jeté les bases d'un mouvement révolutionnaire prolétarien dans les différentes parties de l'Empire ottoman démembré. Explicitement, les Frères musulmans avaient fondé leur mouvement contre « l'emprise laïque occidentale » et « le communisme ».

La constitution des Frères musulmans s'opposait donc au combat révolutionnaire dans ces pays, mais également au mouvement nationaliste arabe qui intégrait une certaine dose d'anti-impérialisme. Pour les Frères musulmans, l'idée d'émancipation nationale et de réalisation des tâches nationales et démocratiques était contradictoire avec leur propre perspective d'un califat basé sur la charia et rassemblant tous les musulmans quelles que soient leurs nationalités.

C'est ainsi que les Frères musulmans se sont, dès leur constitution, opposés au Baas (« Parti de la résurrection arabe »), mouvement politique arabe et socialisant, officiellement fondé le 7 avril 1947 par des intellectuels syriens, chrétiens et musulmans sunnites et alaouites. Le Baas s'opposait à une politique socialiste conséquente en lui opposant un prétendu

« nationalisme arabe socialiste », dans le but de réaliser une « grande nation arabe ». Les branches syrienne et irakienne de ce parti prendront le pouvoir dans leurs pays respectifs en chassant l'ancien régime. Le président actuel de la Syrie, Bachar al-Assad, est l'héritier de ce parti comme l'était Saddam Hussein en Irak. D'une certaine manière, le mouvement égyptien des Officiers libres, dirigé par Nasser et qui a pris le pouvoir en 1952 en Egypte, s'apparente à une idéologie de nationalisme arabe du même type.

Les Frères musulmans ont violemment combattu ces régimes nationalistes arabes et laïques. Ils ont été, dans ces trois pays, interdits et féroce ment réprimés. Au début des années 1950, l'administration américaine s'intéresse donc aux Frères musulmans, comme alliés potentiels contre Nasser et les régimes qui, dans la région, véhiculent une idéologie anti-impérialiste et ont passé des accords de coopération avec l'URSS.

Talcott Seelye, diplomate américain en Jordanie, rencontre Saïd Ramadan, dirigeant des Frères musulmans. Il lui obtiendra un passeport diplomatique jordanien pour faciliter ses déplacements. En 1953, Eisenhower reçut à la Maison-Blanche une délégation des Frères musulmans, conduite par Saïd Ramadan, fils spirituel et secrétaire personnel du fondateur des Frères musulmans et, en 1971, la CIA collabora activement avec les services de renseignements saoudiens pour soutenir les Frères musulmans dans une campagne mondiale contre le « communisme ». En 1978, l'année des accords de Camp David signés entre l'Egypte et l'Etat d'Israël, les Frères musulmans renoncèrent officiellement aux actions violentes. Une scission se produit dans leurs rangs, et c'est un membre de l'un des groupes scissionnistes qui assassina le président égyptien Sadate en 1981.

Ce n'est donc qu'après l'implication entière du régime égyptien dans la mise en œuvre de plans américains sur la base des accords de Camp David, que l'administration américaine prendra ses distances avec les Frères musulmans, au nom de la lutte contre le terrorisme islamiste et al-Qaïda.

Le fait qu'au cours du processus révolutionnaire actuel les dirigeants des Frères

musulmans aient déclaré qu'ils respecteraient les traités internationaux signés par l'Égypte, permet le rétablissement des relations avec l'administration américaine. *The Egyptian Gazette*, daté du 24 novembre 2011, souligne que

« *Les médias et les officiels israéliens ne cachent pas leurs préoccupations devant le développement des Frères musulmans (...). Un responsable israélien a dit : "L'annulation du traité n'est pas aujourd'hui - et j'insiste sur le mot aujourd'hui - d'actualité. Quand le gouvernement égyptien sera stabilisé par le processus électoral, il devra sérieusement respecter l'accord."* Scharoni, un général de réserve, a indiqué : "Le traité sera maintenu, pas à cause d'un amour pour Israël, mais parce qu'il est dans l'intérêt fondamental de l'Égypte." Yatom, ancien responsable du Mossad, a approuvé "l'accord soutenu par les Etats-Unis. Et les Égyptiens continueront de bénéficier de la technologie et de l'argent américain après les élections." »

D'ailleurs, le Hamas, qui n'est rien d'autre que la branche gazaouie des Frères musulmans, lors d'une réunion au Caire avec le Fatah pour passer un accord de « réconciliation » début décembre, a déclaré reconnaître les conditions mises en place par le Quartet (Etats-Unis, Russie, Union européenne et Chine) sur le Moyen-Orient.

Il s'agit d'une reconnaissance de facto de l'Etat d'Israël. Ghannouchi, leader historique d'Ennahda en Tunisie et longtemps interdit de visa pour les Etats-Unis, est parti début décembre à Washington, à la suite d'une invitation du magazine *Foreign Policy*. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la récompense que *Foreign Policy* a accordée à Ghannouchi, inscrit dans la liste des cent plus grands intellectuels de l'année 2011, en compagnie d'Obama, Hillary Clinton, Sarkozy, Bernard-Henri Lévy, David Cameron. A cette occasion, le leader d'Ennahda a déclaré, devant l'institut Washington d'études politiques sur le Moyen-Orient, s'opposer à l'idée qu'on puisse remettre en cause les rapports établis par le régime Ben Ali avec Israël. Il a également reconnu la place et le rôle de l'Otan à la suite de la guerre en Libye, notamment, a-t-il dit, du fait des rapports historiques avec l'Union européenne, dont nombre de pays sont membres de l'Otan.

L'administration américaine, après ce nouveau tournant adopté pour préserver sa domination, s'appuie désormais sur la collaboration de ces partis avec les partis de gauche ou laïques, proches de l'Internationale socialiste ou issus du stalinisme, pour s'opposer au processus révolutionnaire. Bien évidemment, cela ne va pas sans contradictions parce que, historiquement, ces partis dits islamistes, donc prétendument opposés à Israël, dénonçaient les Etats-Unis comme principal soutien des sionistes.

Mais pour ces partis, qui récusent toute idée d'expropriation du capital, il n'est pas possible de s'émanciper de la domination impérialiste. Dans les pays dominés par l'impérialisme, le véritable maître de l'économie n'est pas la bourgeoisie nationale débile et compradore, tunisienne ou égyptienne, mais d'abord et avant tout le capital impérialiste, c'est-à-dire les grands trusts américains ou européens.

DIRECTION LE BARDO

Depuis les élections en Tunisie se poursuivent les tractations politiques entre les trois formations qui ont obtenu le plus de sièges à l'Assemblée constituante (le parti islamiste Ennahda, et les deux partis de la gauche laïque : le Congrès pour la République et Ettakatol), en vue de la répartition des postes ministériels.

Mais une indication est révélatrice de la situation. Depuis début décembre, plusieurs milliers de personnes sont rassemblées dans le Bardo, nom du quartier où siège la Constituante. Parmi eux, un certain nombre de militants islamistes ou de la gauche laïque rassemblés pour revendiquer, les uns la laïcité, les autres, le rétablissement de la polygamie, et entre eux s'opposer sur le port du niqab à l'université.

Mais, présents en majorité sont ceux qu'on appelle des déshérités. Ce sont des pauvres, sans travail, sans aide, affamés. Il y a également les chômeurs du bassin minier, les familles de martyrs venues réclamer justice. Ils disent eux-mêmes : « *On a fait la révolution pour du pain, où est le pain ?* ».

Ce mouvement, certes minoritaire à ce jour, indique de manière symbolique la direction que devront prendre les masses ouvrières et paysannes pour voir aboutir leurs revendications. Il est d'ailleurs significatif qu'une série de grèves se déclenchent actuellement. Fin novembre 2011, la région minière de Gafsa s'est à nouveau embrasée, après la publication des résultats du concours de recrutement organisé par la Compagnie des phosphates de Gafsa.

Ceux qu'on appelle les diplômés chômeurs sont une masse de plusieurs centaines de milliers de jeunes, qualifiés, diplômés, sans emploi et sans aucune perspective de travail. Les diplômés chômeurs à Gafsa, qui sont plusieurs milliers, se sont révoltés devant l'injustice des résultats qui écartent des centaines d'universitaires pour absence de... qualification. Immédiatement, l'UGTT a affirmé que « *l'emploi est un droit légitime qui devra être inscrit dans la nouvelle Constitution* », et revendiqué « *la nécessité de garantir l'égalité des chances dans les concours, à travers l'établissement de critères objectifs incontestables* ». Immédiatement, des actes de provocation et de vandalisme ont eu lieu, et le siège local de l'UGTT dans la ville M'dhilla a été brûlé.

A Kasserine, la population a manifesté pacifiquement pour contester la liste des martyrs de la ville annoncée par la Constituante. Des provocations ont également eu lieu dans cette ville. Au plan national, d'autres mouvements de grève ont eu lieu début décembre à La Poste, et chez les professeurs d'université. Pendant ce temps, les provocations continuent contre l'organisation syndicale UGTT, cherchant à l'impliquer dans des opérations de corruption, dont certains de ses membres ont pu se rendre coupables sous le régime de Ben Ali.

Il s'agit là d'une provocation destinée, à quinze jours du congrès national de l'UGTT, à peser sur ses travaux afin d'impliquer l'UGTT dans la mise en œuvre des plans exigés par l'impérialisme, et qui constitueront l'ordre du jour du prochain gouvernement de coalition regroupant islamistes et gauche laïque.

DIRECTION PLACE TAHRIR

Manifestement, une deuxième vague révolutionnaire s'est ouverte en Egypte. Face à la mobilisation de la population, les Frères musulmans, engagés dans des négociations avec l'armée sur leurs rôles respectifs dans le futur gouvernement, ont cherché à canaliser cette mobilisation en faisant pression sur l'armée, et en appelant pour cela à une manifestation, place Tahrir, le 18 novembre. La mobilisation est allée au-delà de ce qu'escomptaient les Frères musulmans.

Egalement, des centaines d'autres milliers ont défilé dans différentes villes d'Egypte. Ils ne sont pas venus pour soutenir les Frères musulmans, mais pour finir ce qu'a commencé la révolution en Egypte, qui a chassé Moubarak. Pour la première fois, à l'échelle de tout le pays, des cris ont retenti mettant en cause l'état-major et demandant le départ du maréchal Tantaoui qui préside le Conseil suprême des forces armées (CSFA) au pouvoir. La répression fut violente, et provoqua plusieurs dizaines de morts.

Dès le lundi 21 novembre, le porte-parole de la Maison-Blanche déclarait : « *Nous sommes profondément inquiets des violences (...), nous appelons toutes les parties à la retenue (...). Pendant que ce processus progresse et que les Egyptiens définissent leur avenir, les Etats-Unis continuent à penser que ces événements tragiques ne doivent pas empêcher la tenue des élections.* »

Les élections législatives, organisées par l'état-major militaire avec la collaboration des Frères musulmans et de certains partis de gauche, devaient avoir lieu le 28 novembre. Dans une allocution télévisée le 22 novembre, le maréchal Tantaoui déclarait : « *Les élections législatives auront bel et bien lieu selon le calendrier fixé.* »

Dans la journée, une réunion présidée par le numéro deux du CSFA, Sami Annan, avec la participation de certains chefs de partis parmi lesquels les Frères musulmans, a conclu un accord pour la formation d'un « gouvernement de salut national ».

Le même jour, le conseil militaire a appelé tous les courants et partis politiques à « *rallier ses rangs dans cette étape décisive pour l'intérêt suprême de l'Egypte et l'accélération pour la transition démocratique* ». Le même jour, le secrétaire général de la confrérie des Frères musulmans, Saad el-Katani a répondu positivement : « *Les élections doivent se tenir et nous pousserons pour un calendrier précis pour la période transitoire.* »

Ainsi, après avoir appelé leurs militants, le 18 novembre, à faire pression sur l'armée, les dirigeants des Frères musulmans, conscients de la poussée révolutionnaire, ont refusé d'appeler et de participer aux manifestations qui ont suivi la leur, et qui exigeaient la fin immédiate du régime militaire. A l'inverse, ils ont apporté tout leur appui aux militaires pour qu'ils organisent les élections comme prévu.

Mais le mardi 22 novembre, des centaines de milliers d'Egyptiens se sont de nouveau rassemblés place Tahrir, pour crier « *Dehors maréchal Tantaoui !* » Sur une banderole, on pouvait lire : « *Le résultat final : nous ne voulons plus être gouvernés par les Etats-Unis et l'Union européenne, même si nous aimons profondément ces peuples.* »

La deuxième étape de la révolution en Egypte, qui a vu, par centaines de milliers, travailleurs et jeunes exiger la démission du maréchal Tantaoui, se dresse en même temps contre l'accord passé par l'état-major et les Frères musulmans pour canaliser cette vague révolutionnaire dans les élections législatives à l'issue desquelles, d'ores et déjà, la victoire des Frères musulmans est programmée.

Mais ce mouvement révolutionnaire des masses égyptiennes se dresse également contre l'impérialisme et déstabilise l'ordre imposé à la région et à l'échelle mondiale sous l'égide américaine. Rappelons-le de nouveau : l'Egypte est, avec l'Etat d'Israël, l'un des piliers de la domination américaine au Moyen-Orient, matérialisée par les accords de Camp David signés entre ces deux pays. L'effondrement du régime militaire en Egypte entraînerait un bouleversement fondamental dans toute la région, avec des répercussions à l'échelle mondiale.

LE COMBAT DE LA IV^e INTERNATIONALE POUR LA REVOLUTION

Dans cette montée révolutionnaire à l'échelle mondiale, qui s'exprime avec force en Tunisie et en Egypte mais également en Europe, la IV^e Internationale combat pour la construction de partis révolutionnaires.

Comme l'écrit l'éditorial du bulletin *Sawt al Oummal* :

« Mais les revendications des travailleurs et de la jeunesse sont toujours là et elles sont le ressort de la mobilisation révolutionnaire du peuple. Les grèves, comme celles des postes, expriment une volonté plus générale, celle des travailleurs qui veulent voir satisfaites leurs revendications, celle des jeunes diplômés chômeurs qui veulent un emploi. Et ce n'est pas en se pliant aux exigences du FMI et de l'Union européenne que ces revendications seront satisfaites.

Et pour cela, nous affirmons que la défense de l'indépendance du mouvement ouvrier nous armera pour faire face au consensus qui veut nous imposer l'acceptation des plans de l'étranger : "L'avenir de l'UGTT suscite des interrogations (...). Elle défend, encadre et mobilise près de trois millions d'adhérents qui, jusqu'ici, ont résisté tant bien que mal aux tentatives répétées visant à mettre l'organisation sous la coupe des régimes respectifs de Bourguiba et de Ben Ali. (...) L'UGTT est face à une nouvelle épreuve aux termes de laquelle elle est appelée à préserver cette chère indépendance, pour laquelle bien des militants ont sacrifié leur vie (...). C'est en décembre que se tiendra son prochain congrès national" (Le Temps, 29 octobre 2011).

Préserver l'indépendance de notre centrale historique dont les travailleurs et les jeunes se sont saisis pour chasser Ben Ali est une question centrale au moment même où, de toutes parts, on appelle au consensus et à l'union nationale pour s'opposer aux revendications du peuple. »

Mettant au centre de son combat la défense de l'indépendance de classe du mouvement ouvrier par la préservation de l'UGTT, la déclaration de *Sawt al*

Oummal formule clairement la question maintenant posée :

« Les choses vont maintenant se clarifier. Sur les 120 partis légalisés en Tunisie, nombre d'entre eux vont s'évaporer parce qu'ils n'étaient qu'une fiction électorale. Des crises et des remises en cause se produiront dans d'autres partis. De nombreux militants ouvriers et syndicalistes attachés à la défense de l'UGTT ont mis en avant l'inexistence d'un parti de masse représentant les intérêts des ouvriers et de la jeunesse. La révolution n'est pas terminée et personne ne pourra s'opposer à la volonté du peuple d'en finir avec le régime inféodé aux grandes puissances. Les revendications de la jeunesse et des travailleurs sont toujours posées. »

Parmi les travailleurs, les militants, les syndicalistes, il est apparu, aux lendemains de ces élections, un vide béant, celui de la représentation politique des revendications de la révolution, des travailleurs et des jeunes. Pour notre part, à Sawt al Oummal, nous n'avons pas la prétention de croire qu'il existe des solutions toutes faites. La situation qui s'ouvre est complexe, elle exige donc de tous ceux, quelles que soient leurs différences politiques, qui sont attachés à la défense de la révolution, d'ouvrir la discussion sur les causes de la situation actuelle et sur les moyens à mettre en œuvre pour surmonter ces problèmes auxquels fait face la révolution quant à l'absence de représentation politique des travailleurs et de la jeunesse. Sawt al Oummal est une tribune libre de la lutte des classes, elle a pour objectif d'aider à ce débat et à l'action commune qui en découle. Nous nous engageons à publier dans ce bulletin ces contributions, pour qu'au sein du mouvement ouvrier la discussion se mène librement. »

Pour la IV^e Internationale, ce ne sont pas les discours révolutionnaires et autoproclamatoires qui régleront les problèmes auxquels sont confrontées les masses. Il y a, place Tahrir, au Caire, de grandes banderoles avec des slogans « révolutionnaires » de groupes d'extrême gauche. En Tunisie sont publiées de grandes proclamations révolutionnaires du groupe du Secrétariat unifié. Mais les uns comme les autres n'ont rien fait pour combattre l'intervention impérialiste en Libye, pas plus qu'ils ne cherchent à bâtir sérieusement un parti de classe rassemblant des militants d'origines diverses dans l'objectif de surmonter les obstacles dressés face à la lutte de classe

des ouvriers et des paysans. Le jour même où la masse exigeait la démission du maréchal Tantaoui, les « révolutionnaires » égyptiens du « mouvement du 6 avril » formulaient la proposition d'un gouvernement de salut national, réclamant à sa tête el-Baradei, ancien président de l'agence nucléaire de l'ONU et pro-impérialiste notoire.

A l'inverse de ces groupes, la IV^e Internationale ne vise pas « éclairer » les masses, ni à leur dicter la route à suivre ou ce qu'elles devraient faire. Les masses égyptiennes et tunisiennes ont déjà beaucoup fait par leur propre mouvement, elles ont ouvert un processus révolutionnaire qui a fait chuter Ben Ali et Moubarak, qui a bouleversé l'ordre impérialiste mondial. Les masses égyptiennes et tunisiennes font tout ce qu'elles peuvent faire pour en finir avec ces régimes inféodés à l'impérialisme, mais elles se heurtent à des obstacles. Elles se heurtent dans leur mouvement, non seulement à l'impérialisme et sa violence, mais également, en leur sein même, aux forces politiques islamistes et de gauche qui cherchent à les détourner de leur voie révolutionnaire et à les diviser. Les partis dits islamistes, comme certains partis de gauche ou d'extrême gauche, cherchent à toute force à maintenir ce processus révolutionnaire dans un cadre acceptable par l'impérialisme. Mais ce cadre-là, c'est la contre-révolution.

Ce sont bien toutes les questions de la construction de partis révolutionnaires qui sont posées en Tunisie et en Egypte, mais aussi dans toute l'Europe comme à l'échelle mondiale, parce que les derniers développements en Egypte comme en Tunisie indiquent que le processus révolutionnaire se poursuit, tandis qu'en Europe s'est ouverte une nouvelle situation. Mettre au centre la place de la classe ouvrière, la défense de ses organisations contre le consensus et les gouvernements de « transition démocratique » inféodés aux grandes puissances, c'est combattre pour rompre les liens de subordination à l'impérialisme et donc permettre la réalisation de la souveraineté nationale et populaire. Telle est la voie pour construire des partis révolutionnaires.

**Lucien Gauthier,
le 3 décembre 2011**

La situation aux Etats-Unis et le combat pour l'action de classe indépendante

Par Alan Benjamin

La révolution prolétarienne qui frappe aux portes de l'Europe — avec le surgissement des masses en Grèce au cœur de ce mouvement révolutionnaire — marque une situation nouvelle au plan mondial. Et toutes les institutions et les marchés financiers comprennent qu'il ne s'agit pas seulement de la Grèce : l'Italie et la France vont suivre alors que l'impasse dans laquelle se trouve le système capitaliste, artificiellement maintenu à flot par la spéculation, les dépenses de guerre et autres expédients parasitaires, commence à voir sa mort se profiler.

Ces nouveaux développements en Europe ne peuvent être dissociés de la crise économique, sociale et politique qui se creuse dans le ventre de la bête impérialiste : aux Etats-Unis mêmes. En fait, toute la situation politique mondiale ne peut se comprendre que dans le cadre de l'approfondissement de la crise de domination de l'impérialisme américain.

Non seulement les Etats-Unis sont assis sur toutes les poudrières existant dans le monde entier, pour reprendre une image tirée de l'article de fond que Trotsky consacra dans les années 1930, *Europe et Amérique*, mais, en outre, le personnel politique de l'impérialisme

américain est de moins en moins capable de mettre au point une stratégie permettant de sortir des contradictions croissantes et de l'impasse du système capitaliste lui-même. Et l'une des principales raisons de cette aggravation de la crise dans les sommets aux Etats-Unis — et encore plus en Europe — c'est la résistance et les luttes croissantes de la classe ouvrière et de ses organisations traditionnelles : les syndicats. Sans aucun doute, cette nouvelle posture de combat est vite en train de devenir le trait dominant de la situation politique mondiale aujourd'hui.

LA SITUATION OBJECTIVE AUX ETATS-UNIS AUJOURD'HUI

La toile de fond de la crise politique croissante de l'impérialisme américain est bien entendu une crise économique qui s'aggrave et se prolonge. Malgré tous les discours sur une reprise qui commencerait à se dessiner, il y a, selon l'AFL-CIO, vingt-huit millions de chômeurs ou de travailleurs qui n'ont que des emplois à temps très partiel. Pire encore : les emplois à temps plein couverts par le droit syndical et bénéficiant des droits à la

retraite et à la Sécurité sociale sont détruits à une vitesse inquiétante, au profit d'emplois précaires à temps partiel dépourvus de toute protection sociale.

A cela s'ajoute la menace imminente qui pèse sur cinquante-deux millions de foyers de voir leur logement saisi tandis que les profits des *banksters* (1) ne cessent de s'envoler. Un nombre croissant d'analystes financiers reconnus alertent sur le risque d'une récession à deux chiffres, en 2013, susceptible de se transformer en une véritable dépression.

Les dirigeants de l'AFL-CIO répètent que les concessions qu'ils ont été obligés de consentir aux patrons au nom du « *partage des sacrifices pour aider le pays à sortir de la crise* » ne sont que temporaires, que le cycle économique va bientôt céder le pas à une véritable reprise —, pourvu, disent-ils, que les syndicats donnent un petit coup de pouce pour que soient créés davantage d'emplois, augmentées les rentrées fiscales en faisant payer les riches, et que soient ainsi mises en œuvre des mesures de correction du type New Deal et keynésiennes comme dans la période de l'après-guerre.

Tout cela, bien sûr, relève d'une dangereuse illusion. La crise économique est là, et bien là, et ne va faire que s'aggraver, même si, de temps à autre, peuvent intervenir de courtes périodes de reprise, généralement basées sur de nouvelles destructions de forces productives. La crise actuelle est celle d'un système à l'agonie.

Tel est l'arrière-plan dans lequel vont se dérouler les élections de crise de 2012.

Il existe une grave fracture au sein de la classe dirigeante aux Etats-Unis pour savoir quel candidat choisir en 2012, bien qu'un courant dominant soutienne encore le président Barack Obama. Mais ce dont ils ont besoin et ce qu'ils veulent, c'est un Obama qui, conjointement avec les républicains, peut porter encore plus loin leurs attaques contre les droits et les conquêtes de la classe ouvrière des Etats-Unis en revenant sur les grandes conquêtes que les travailleurs ont arrachées grâce à des com-

bats acharnés lors du New Deal dans les années 1930 et lors des grandes conquêtes sociales des années 1960.

Pour Wall Street, il faut un président et un Congrès qui puissent non seulement les sauver de la crise (ce qu'ils ont fait à hauteur de plus de 8 000 milliards de dollars) mais aussi accomplir ce qu'aucun des derniers présidents des Etats-Unis, tant démocrates que républicains, n'a pu faire, à savoir : leur livrer les dizaines de milliards de dollars aujourd'hui « gelés » dans les trois programmes jusqu'à présent « intangibles » des retraites et de la protection sociale pour les plus démunis, *Social Security, Medicaid et Medicare*. Les banques cherchent désespérément à mettre la main sur ces énormes sommes d'argent pour les transformer en capital et les mettre sur les marchés financiers.

Ce que Wall Street et les *banksters* mettent en avant, c'est l'accord de réduction du déficit qui fut élaboré au printemps dernier entre Obama et un courant des républicains sous la houlette du chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, John Boehner. Cet arrangement cherchait à imposer un « grand accord » comprenant 3 000 milliards de dollars de coupes dans les programmes sociaux sur les dix prochaines années (avec d'énormes restrictions des budgets de *Social Security, Medicaid et Medicare*) en échange de 1 000 milliards de nouvelles rentrées fiscales.

Ce courant dominant de la classe capitaliste comprend bien que s'il veut réussir à intégrer le mouvement ouvrier organisé et lui faire accompagner cette nouvelle attaque profondément anti-ouvrière, il lui faut obtenir quelques concessions mineures de la part des banques et du patronat sous forme de rentrées d'impôts immédiates — des concessions qu'il pourra reprendre ensuite en abaissant davantage les taux d'imposition des plus hauts revenus.

(1) Néologisme fabriqué à partir de « banker » (banquier) et « gangster » (NDT).

La classe capitaliste américaine, devant la résistance croissante de la classe ouvrière, a besoin d'une nouvelle structure néocorporatiste, analogue à celle qui est actuellement élaborée en Europe entre ce qui s'intitule la Confédération européenne des syndicats et l'Union européenne, une construction néocorporatiste qui ne parvient pas pour autant à subordonner totalement le mouvement syndical en Europe aux exigences de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne (BCE), comme le montrent les développements de la lutte de classe en Grèce, au Portugal, en France etc. (*cf. les articles publiés dans ce numéro de notre revue*).

L'opulente classe dirigeante considère que le syndicalisme d'entreprise, tel qu'il existe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ne suffit plus à contenir le mouvement de la classe ouvrière qui se dresse contre des attaques antisyndicales de plus en plus brutales. Et cela ne suffit plus précisément parce que les syndicats, en dépit de l'orientation de leurs dirigeants, demeurent des instruments susceptibles d'être utilisés — et de fait, qui sont actuellement utilisés — par les travailleurs pour défendre leurs intérêts.

Sérieusement entamée au cours des années, l'indépendance des syndicats n'a pas pour autant été liquidée. Aujourd'hui, sur de nouveaux terrains de lutte, les travailleurs se saisissent de leurs syndicats ou les reprennent des mains des dirigeants qui les ont fourvoyés afin d'engager le combat contre les patrons.

**DU WISCONSIN A LONGVIEW
(ETAT DE WASHINGTON)
EN PASSANT PAR L'OHIO :
LA MONTEE DE LA RESISTANCE
OUVRIERE**

C'est en février dernier que l'on a assisté au nouveau surgissement, certainement le plus explosif, de la classe ouvrière des Etats-Unis sur la scène nationale. Cela s'est déroulé dans l'Etat du Wisconsin,

lorsque des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes — à l'initiative du syndicat de l'enseignement AFT, puis de la confédération syndicale de la région Sud et Centre du Wisconsin — sont descendus dans la rue avec leurs organisations, ont occupé le capitole de l'Etat durant trois semaines, et ont organisé des grèves et tenu régulièrement des manifestations de masse par un froid glacial pour exiger que le gouverneur retire son projet d'attaque contre les fonctionnaires qui visait à démanteler leurs conventions collectives.

Dans tout le pays, la classe ouvrière, conduite par les syndicats, s'est rassemblée pour soutenir le combat dans le Wisconsin, faisant trembler la classe dirigeante. Il s'agissait là d'un soulèvement qui, pour la première fois depuis très longtemps, se confrontait directement aux deux partis de la classe dirigeante et à l'Etat.

Certes, ce soulèvement de masse dans le Wisconsin n'a pas réussi à bloquer les attaques contre les conventions collectives (en relation avec la dérobade éhontée des dirigeants syndicaux qui ont offert d'énormes concessions en termes de salaires et d'avantages sociaux en échange d'un accord pour que le gouverneur revienne sur son projet de loi). Il a cependant galvanisé tout le pays en montrant qu'un combat de masse dans la rue (y compris l'occupation de masse d'un capitole d'Etat) par les travailleurs, les jeunes et leurs organisations pouvait potentiellement retourner la situation.

Le soulèvement dans le Wisconsin a également donné de l'élan, dans l'Ohio, à un mouvement — organisé par les syndicats, et indépendant du Parti démocrate — pour obtenir un référendum pour repousser une mesure antisyndicale similaire. Cela exigeait de rassembler plus d'un million de signatures d'électeurs inscrits sur les listes électorales, et, par conséquent, plusieurs mois de combat contre le grand patronat.

Une véritable campagne d'organisation de masse, lancée d'abord par l'union loca-

le des syndicats de Cleveland, soutenue ensuite par l'AFL-CIO de l'Ohio et le mouvement syndical national, a permis de rassembler 1,4 million de signatures, un chiffre bien supérieur à ce qui était demandé, les organisateurs de la campagne s'attendant à ce que beaucoup de signatures soient invalidées par le gouverneur de droite et son administration.

Le 8 novembre, le référendum destiné à annuler le projet de loi sénatorial n° 5 obtint une large majorité de 61 % dans un Etat qui se targue d'avoir le plus grand nombre d'adhérents du Tea Party. Il s'agit là d'une énorme victoire pour le mouvement syndical.

Ce mouvement s'est exprimé également sur le terrain de la lutte de classe directe avec la grève de deux semaines des travailleurs de Verizon (qui a suscité le soutien des syndicats et de la population au plan national), la toute première grève nationale des infirmières, en octobre dernier, des grèves et manifestations de masse d'enseignants et d'étudiants contre les coupes budgétaires dans l'éducation dans toute la Californie, en octobre et novembre.

De même, le 9 novembre, plus de trois mille personnes ont marché sur les bureaux du sénateur John Kerry, à Boston (Kerry était à la tête du groupe de six démocrates de la « super commission », voir plus loin) pour exiger l'arrêt des coupes dans les programmes sociaux *Social Security*, *Medicaid* et *Medicare*. Ce fut là une des nombreuses protestations de masse contre ces coupes, organisées au plan local par le mouvement syndical et ses alliés.

Cependant, on peut considérer que le conflit de classe le plus dur est celui qui s'est déroulé à Longview, dans l'Etat de Washington, où les militants du syndicat ILWU ont été en grève pendant six mois pour s'opposer aux modifications de leur contrat de travail exigées par le syndicat des négociants en céréales, l'EGT. Les travailleurs ont occupé le port pendant des semaines et empêché tout mouvement de

navire. Cela rappelait les occupations d'usines dans les années 1930. Mais les autorités de l'Etat ont donné l'ordre aux forces armées de l'Etat de prendre le port d'assaut et de briser l'occupation par les dockers.

Une des principales raisons qui, le 2 novembre, ont conduit à l'interruption de tout trafic sur le port d'Oakland Californie — le cinquième port des Etats-Unis — était l'expression de la solidarité avec les travailleurs de Longview organisée par les militants de l'ILWU, rejoints par près de 30 000 personnes dans le cadre d'une journée d'action à l'appel du mouvement Occupy Oakland (2).

Mais, à Longview, la situation est figée en raison du refus de la direction de l'ILWU et du président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, de franchir une étape supplémentaire dans le combat en l'étendant à tous les ports de la côte pour aider les travailleurs à récupérer leurs emplois, leur contrats de travail et leurs conquêtes sociales. Mais ici, tout comme dans le Wisconsin, les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot.

L'ÉCHEC DE LA "SUPER COMMISSION"

Le 21 novembre, le président Obama a annoncé que la « super commission du Congrès » — composée de douze membres et chargée de faire des propositions pour effectuer au moins 1 500 milliards de coupes budgétaires sur les dix prochaines années afin de réduire le déficit de la nation — avait échoué. Cet échec concentre toutes les contradictions accumulées aujourd'hui aux Etats-Unis.

La cause principale de cet échec a été la résistance, dans tout le pays, du mouve-

(2) Nous avons choisi — à l'instar d'une partie de la presse internationale — de ne pas traduire le terme « Occupy » par le terme « indignés ». Il s'agirait là d'une traduction imprécise et trompeuse qui ne rend pas compte des caractéristiques propres à la situation prévalant aux Etats-Unis (NDT).

ment ouvrier et des organisations de retraités face à ces attaques, bien que, plus généralement, on peut considérer que cet échec est à mettre au crédit de la réapparition de la classe ouvrière des Etats-Unis sur la scène politique.

Mais ce n'est pas tout. Une autre cause de cet échec est la fracture de plus en plus béante, à l'intérieur du Parti républicain, entre le courant conservateur traditionnel et l'aile extrémistes du Tea Party.

Obama se plaignait que les républicains, sous la pression du courant Tea Party, avaient rejeté une version amendée du « grand accord » qui aurait permis de tailler 1 000 milliards de dollars dans les dépenses intérieures et les dépenses militaires et 650 milliards dans les programmes *Social Security*, *Medicaid* et *Medicare*.

De même, Harry Reid, démocrate du Nevada, dirigeant de la majorité au Sénat déclarait :

« Les démocrates s'étaient préparés à passer un "grand accord" qui aurait conduit à des restrictions budgétaires douloureuses mais qui aurait demandé aux millionnaires de payer leur juste part, et nous avions mis par écrit ces propositions, preuves de notre bonne volonté ; mais les républicains ont tout simplement refusé de faire la moitié du chemin. »

Les démocrates étaient prêts à céder aux républicains à peu près tout ce qu'ils exigeaient en termes de coupes dans les budgets des « privilèges » sociaux, mais il fallait qu'ils puissent obtenir des républicains quelques rentrées fiscales pour empêcher les syndicats, dont les relations avec les démocrates sont tendues à l'extrême, de fuir le Parti démocrate.

Le Tea Party est une expression populiste de droite de l'impasse du système capitaliste lui-même, des millions de déclassés — essentiellement issus de certains secteurs des classes moyennes et même de la classe ouvrière — constituant une proie pour des démagogues à la parole facile et aux solutions simplistes, base potentielle pour un mouvement fasciste aux Etats-Unis.

Mais l'échec de la « super commission » (qui n'a pas pu trouver un accord) ne signifie pas que la menace de coupes dévastatrices dans les programmes sociaux vitaux dont dépendent des millions de personnes se soit éloignée. Bien loin de là !

Comme le dit la coalition Emergency Labor Network (ELN, Réseau ouvrier d'urgence) (3) dans une récente déclaration :

« Des coupes massives dans le budget de Medicare sont programmées pour le 1^{er} janvier 2012, ainsi que des coupes supplémentaires dans ce programme et d'autres qui répondent à des besoins vitaux, à hauteur de 600 milliards de dollars pour le 1^{er} janvier 2013... Et n'oublions pas que, dans un accord de dernière minute pour réduire le déficit, le 2 août dernier, ce sont plus de 500 milliards qui ont été taillés dans les budgets des services sociaux. »

Le syndicat d'enseignants National Education Association lance un avertissement. Les programmes pour l'éducation qui portent sur l'enseignement primaire et secondaire sont sous la menace immédiate de coupes budgétaires « *jamais vues depuis l'administration Reagan* ». Ces coupes comportent des réductions de plus d'un milliard de dollars sur les subventions pour les secteurs scolaires en zone sensible, 900 millions de dollars pour les

(3) L'ELN a été constitué en mars 2011, à Cleveland (Ohio), lors d'une réunion regroupant cent militants et responsables syndicaux venus de tous les Etats-Unis. Parmi les présents figuraient — entre autres — les présidents des fédérations de l'AFL-CIO des Etats du Wisconsin et de la Caroline du Sud ; des présidents de syndicats nationaux et d'unions locales ; des dirigeants des organisations Labor for Single Payer Healthcare et US Labor Against the War ; des organisateurs du mouvement noir dans le sud, parmi les Teamsters et les dockers de l'ILWU. Tous s'étaient rassemblés pour dresser le plan d'une riposte du mouvement syndical combinant l'organisation du combat venu d'en bas autour des mots d'ordre : « *Pas de coupes ! Pas de concessions* », et l'adresse aux dirigeants du mouvement syndical afin qu'ils mobilisent massivement sur ces revendications. En juin, l'ELN a organisé une conférence de suivi à l'université de Kent, dans l'Ohio, qui a rassemblé cent soixante délégués venus de vingt-trois Etats. L'ELN est doté d'un comité de coordination de vingt-six membres qui se réunit régulièrement afin de promouvoir ses objectifs.

programmes éducatifs spéciaux et 589 millions de dollars pour les programmes *Head Start* (qui s'adressent surtout aux enfants de familles à faibles revenus).

« De plus, toute une série de programmes sociaux d'aide à la personne qui sont déjà très touchés doivent encore subir des restrictions. Cela comprend les infrastructures, les programmes alimentaires, les hôpitaux, le logement, la santé mentale, la recherche médicale, les centres antipoison, les programmes de protection de l'environnement, les chauffages des logements, la lutte contre la drogue, la lutte contre la pauvreté, les parcs nationaux, les agences d'Etat qui reçoivent des aides fédérales pour des programmes d'aide aux personnes âgées, les services de distribution de repas à domicile, les services d'hébergement temporaire, l'aide juridictionnelle, la prévention de l'alcoolisme et de la drogue et d'autres qui aident à secourir les personnes les plus vulnérables de notre société y compris nos enfants. »

L'EMERGENCE DU MOUVEMENT "OCCUPY"

Pour comprendre l'apparition du mouvement « Occupy Wall Street » qui s'est répandu à travers le pays comme un exutoire à la colère venant d'en bas, il convient de le replacer dans ce contexte d'approfondissement de la crise et de réveil de la lutte de classe, dans le sillage de Wisconsin. Dans une situation où, les sommets du mouvement ouvrier organisé se dérobaient devant l'organisation de la riposte exigée par la situation politique, un vide politique s'est créé, le mouvement "Occupy" a fourni un exutoire à la colère grandissante.

Ils sont des dizaines — voire des centaines — de milliers, principalement des jeunes, à descendre dans la rue, depuis le 17 septembre, à travers les Etats-Unis, pour protester contre les conditions intolérables résultant du chômage massif, des inégalités croissantes, de la vague d'expulsions immobilières et des coupes incessantes effectuées dans les budgets de

la protection sociale. Leur colère se focalise particulièrement contre le renflouement de Wall Street (alors que rien n'est fait, au contraire, pour la population) et la mainmise des intérêts financiers sur le système politique.

Cette explosion de colère à l'encontre de l'avidité débridée des capitalistes — et notamment des spéculateurs et de ceux qui, ici, sont appelés *banksters* — est tout à fait légitime.

D'une manière ou d'une autre, ils sont des millions, dans ce pays, à avoir dit, durant les derniers mois : « *Trop c'est trop ! Nous refusons de payer pour leur crise ! Eux ont été renfloués, et nous, on nous a coulés !* »

D'une manière générale, les principales forces impliquées dans le mouvement « Occupy », avec leur mode de fonctionnement fondé sur le consensus et leurs orientations politiques largement influencées par le mouvement « altermondialiste », n'offrent pas de perspective de combat indépendant aux travailleurs et aux jeunes qui — dans le Wisconsin et l'Ohio — ont fait irruption sur la scène dans un combat sur des revendications concrètes contre les patrons et le gouvernement, et qui cherchent, dans ce mouvement « Occupy », une voie pour le combat.

Les forces anarchistes et altermondialistes qui prédominent dans les assemblées générales d'« Occupy » refusent fondamentalement de mettre en cause l'administration Obama et le Congrès. A la place, ils préfèrent « libérer » des espaces publics en exigeant que les banques et Wall Street rendent davantage « compte de leurs actes », ou en appelant leurs partisans à retirer leur argent des grandes banques pour le placer dans des établissements de type coopératif.

Ce refus de mettre en cause la politique de l'administration Obama se relie à un autre aspect de la discussion concernant le mouvement « Occupy » : un mouvement est engagé pour l'intégrer comme une composante du Parti démocrate à l'occasion des élections de 2012.

Le syndicat des employés des services (SEIU) est à la pointe de ce combat. Ils appellent à une mobilisation d'« occupation de Washington » en décembre dans le but explicite de soutenir Obama et son prétendu programme pour les emplois (un programme qui, au mieux, fournirait deux millions d'emplois et non les quinze millions revendiqués par l'AFL-CIO au printemps dernier).

SEIU prétend qu'Obama est en faveur de la taxation des riches et qu'il veut faire payer aux banques « *ce qui leur revient équitablement de payer* », ce qui ferait qu'Obama ferait partie des 99 % (4).

D'autres sont un peu plus subtils dans leur approche. Dans un article intitulé : *Canaliser la colère et les espoirs*, Katrina vanden Heuvel, responsable de la publication du magazine *The Nation*, ne tarit pas d'éloges sur le « mouvement Occupy » et écrit :

« Pour moi, la question centrale à présent est comment canaliser la colère et les espoirs d'“Occupy” pour les transformer en stratégie donnant naissance à une nouvelle politique et à une nouvelle économie. (...) Cela demande une politique fondée sur des convictions, mais, également, d'éviter de dénoncer chaque faux pas et chaque raté de l'administration Obama. (...)

Le président Obama est à l'origine d'un certain nombre de mes déceptions (...), mais, actuellement, il parle plus franchement d'emplois et de justice, et porte un coup à l'idée ridicule selon laquelle le fait de demander aux plus riches de payer leur juste quote-part constitue une forme de guerre de classe. Les élections nous forcent à rassembler nos idées. (...) Il est temps de travailler avec idéalisme, détermination et un pragmatisme bien ancré, à commencer à construire le type de société dont nous rêvons et que nous n'avons pas encore mise en place. »

Il ne fait aucun doute que le « pragmatisme bien ancré » de madame vanden Heuvel va donner naissance plus tard à un appel plus explicite à soutenir Obama afin d'arrêter dans leur course les « forces féroces de la réaction, de l'establishment et de l'argent », comme elle les appelle.

Il faut toutefois noter que cela n'est pas le cas de chacune des manifestations qui revendiquent le label « Occupy ».

L'émergence soudaine de ce mouvement et sa large popularité parmi les travailleurs et les jeunes de tout le pays aboutissent à ce que, dans certains cas, des formations disparates apparaissent et ont recours à la dénomination d'« Occupy » sans nécessairement partager l'orientation générale ni le mode de fonctionnement des altermondialistes.

C'est le cas avec « Occupy Cal », en Californie.

Le 9 novembre, plus de 3 000 étudiants, travailleurs du campus se sont rassemblés sur Sproul Plaza, à l'université de Berkeley, en Californie, afin de protester contre les menaces de coupes budgétaires et d'augmentation des frais d'inscription. Ils se sont rassemblés à l'initiative de deux syndicats du campus — le syndicat des assistants universitaires affilié à UAW et UPTE — ainsi que d'une coalition de syndicalistes et de militants portant le nom de ReFund California.

A la suite de la sauvage répression des étudiants par la police après que des étudiants ont installé des tentes, une assemblée générale d'« Occupy Cal » a lancé un appel à une grève-journée d'action dans tout l'Etat, le 15 novembre, contre les coupes budgétaires dans l'enseignement et les violences policières.

Le 15 novembre a été marqué parce ce qui fut peut-être la plus grande mobilisation de l'histoire de l'université de Berkeley, de 5 à 10 000 personnes, selon les estimations.

L'assemblée générale de plus de 5 000 personnes qui s'est tenue ce soir-là a décidé de lancer une lettre ouverte aux autorités les appelant à satisfaire les revendications du mouvement : pas de coupes budgétaires, taxer les riches, défense des

(4) « *Nous sommes les 99 %* » est le slogan du mouvement « Occupy ». Il signifie : « *Nous sommes les 99 % de la population exploités par les 1 % que représentent Wall Street, les multinationales et la frange très riche de la population* » (NDT).

département d'études ethniques, non à la répression, sous peine d'être confrontées, à partir du 1^{er} février 2012, à une vague d'actions et de grèves d'une ampleur jamais vue.

Les auteurs de la pétition appellent les syndicats de tous les secteurs de l'enseignement à travers l'Etat à signer la lettre ouverte.

C'est en partie la même dynamique qui a marqué le « mouvement Occupy Oakland », qui a répercuté l'appel lancé par des membres du syndicat ILWU à soutenir l'action des membres de la section locale 21 de l'ILWU de Longview, dans l'Etat de Washington.

Prenant la parole le 19 novembre lors d'un meeting ouvrier convoqué à l'initiative d'« Occupy Oakland », Dan Coffman, président de la section locale 21 de l'ILWU, a parlé de l'énorme manifestation de 30 000 personnes qui, le 2 novembre, a bouclé le port d'Oakland en solidarité avec les dockers de Longview qui combattaient la firme EGT. Il a déclaré : « Vous ne pouvez même pas imaginer ce que vous avez fait pour le moral des membres de mon syndicat qui sont en grève depuis six mois ! »

Dans les deux cas — Berkeley et Oakland —, c'est le rôle joué par les organisations de la classe ouvrière ainsi que les initiatives qu'elles ont lancées qui ont été déterminants pour assurer le caractère de classe et indépendant des actions organisées. Mais ces deux cas qui, au-delà de la référence à « Occupy », relèvent de la mobilisation légitime des jeunes et de la classe ouvrière, ne suffisent pas à modifier l'appréciation générale portée précédemment dans cet article sur la nature du mouvement « Occupy ».

**CONSTRUIRE UNE RIPOSTE
INDEPENDANTE SUR LES MOTS
D'ORDRE : «PAS DE COUPES !
PAS DE CONCESSIONS !»**

Le 28 novembre, le Réseau ouvrier d'urgence (Emergency Labor Network) a publié une déclaration appelant à construire

des comités pour organiser le combat sur la revendication : « *Pas de coupes !* »

On y lit, entre autres :

« L'attaque contre la protection sociale et les programmes sociaux d'assistance provient des deux partis démocrate et républicain. Cela renforce la nécessité de construire un puissant mouvement indépendant s'opposant à toutes les coupes, sans compromis. »

Nous nous adressons à nouveau avec insistance à l'AFL-CIO, Change to Win, l'Association nationale pour l'enseignement (National Education Association) ainsi qu'aux autres organisations syndicales indépendantes afin qu'elles lancent un appel à des actions locales exigeant : "Aucune coupe !" (...), ainsi qu'une manifestation de masse à Washington si le Congrès propose de remettre à l'ordre du jour la moindre de ces coupes drastiques ou s'il n'abroge pas immédiatement les coupes qui ont été votées et qui affectent notre filet de protection sociale et les programmes sociaux.

La victoire remportée à l'occasion du référendum de l'Ohio — une campagne menée par les syndicats — constitue une victoire pour tous les travailleurs ; elle démontre que la classe ouvrière organisée est prête et disponible pour le combat, dès lors que les conditions en sont réunies. De plus, cette victoire n'est pas née de rien. Elle est directement liée à la résurgence de la riposte syndicale organisée apparue dans le Wisconsin et qui s'est poursuivie sous la forme du soutien massif qui s'est manifesté à travers le pays durant les deux semaines de grève de Verizon, la première grève nationale d'infirmières en septembre, ainsi que lors de la puissante grève avec occupation des docks par les travailleurs de l'ILWU, à Longview, dans l'Etat de Washington — un combat qui a reçu le soutien de 30 000 syndicalistes et militants qui, le 2 novembre, ont bouclé le port d'Oakland, en Californie, en soutien.

Dans tous ces combats, les travailleurs et leurs organisations déclarent : "Ce n'est pas notre crise, nous refusons de la payer."

C'est également ce que nous entendons (...) des étudiants de l'université de Californie qui ont appelé à des grèves de masse si les doyens ne répondent pas positivement à leurs revendications de "Pas de coupes, pas d'augmentation des frais d'inscription !"

Il faut mettre un coup d'arrêt à chacune et à toutes les attaques contre nos programmes sociaux. Ce qui s'est passé dans l'Ohio démontre que lorsque les syndicats enclenchent le bon braquet, nous pouvons gagner, repousser leurs attaques et les arrêter net.

Afin de faire surgir ce mouvement, nous appelons avec insistance à la constitution de comités (...) pour construire localement des coalitions pour l'action contre les coupes et mettre en mouvement nos syndicats et nos organisations au niveau fédéral, au niveau de l'Etat, au niveau local afin d'organiser la mobilisation pour mettre un coup d'arrêt aux coupes et abroger celles qui sont prévues.

C'est dans ce but que nous appelons les syndicalistes, les militants, les syndicats, les organisations de quartier à travers le pays à signer la déclaration ci-dessous et à travailler avec nous à promouvoir cette orientation sans compromis : "Aucune coupe !" »

Cette déclaration est extrêmement significative. Dans son édition de novembre-décembre 2011, le journal *The Organizer* apporte un soutien total à ce texte et appelle tous ses lecteurs et ses sympathisants à participer à la construction de comités de combat contre les coupes.

Les syndicats ont les moyens d'organiser les mobilisations de masse et les grèves pour exiger : « *Pas de coupes ! Que Wall Street paye la crise !* » L'heure est maintenant venue pour le mouvement syndical et ses alliés de surmonter les obstacles et d'organiser le type de riposte qui peut mettre un coup d'arrêt aux attaques menées par la classe dominante et inverser le cours des choses une fois pour toutes pour la défense des intérêts de la majorité ouvrière.

Ici se trouve posée une contradiction majeure. Car la même direction de l'AFL-CIO qui a joué un rôle majeur dans la défaite du référendum anti-ouvrier dans l'Ohio refuse d'appeler toutes ses troupes à descendre dans la rue pour exiger l'« *Arrêt des coupes !* » ou « *Des emplois pour tous !* » A la place, elle appelle les syndiqués et ceux qui les soutiennent à soutenir la nouvelle loi d'Obama sur les

emplois qui prétend créer des emplois par le pillage des fonds de Sécurité sociale, ce qui est inacceptable.

De la même manière, Leo Gerard, président de l'USWA (syndicat de la métallurgie), a couvert le mouvement « Occupy » d'éloges, dans le seul but d'appeler ce mouvement à aider les syndicats à combattre les républicains en 2012.

C'est pourquoi le combat politique pour aider à la réalisation de l'unité pour le retrait du plan de coupes de l'administration Obama se relie, de notre point de vue, à la nécessaire ouverture de la discussion la plus large au sein du mouvement ouvrier sur la nécessité que les syndicats rompent avec le Parti démocrate et construisent leur propre parti, un Labor Party, appuyé sur les syndicats et ouvert à tous les opprimés.

C'est de ces deux discussions que *Unity & Independence*, supplément mensuel du journal *The Organizer*, va se faire l'écho dans les semaines et mois à venir.

Alan Benjamin

Espagne : origine et parcours du mouvement dit des "indignés" ⁽¹⁾

Par Andreu Camps

Depuis le 15 mai 2011, des centaines de milliers de jeunes, rejoints ensuite par différentes couches de travailleurs, ont manifesté à plusieurs reprises dans toutes les villes de l'Etat espagnol.

Ce mouvement dont les objectifs apparaissent comme très hétéroclites a été largement médiatisé en Espagne et à l'échelle internationale.

Quelles sont les causes qui expliquent le surgissement de ce mouvement ? Quel est son impact sur la lutte des classes et sur la crise économique, institutionnelle, politique et sociale que traverse l'Espagne ?

Nous essaierons dans cet article de fournir quelques repères pour illustrer la position de la IV^e Internationale, et notamment de sa section espagnole, face à ce mouvement.

*
* *

LE CONTEXTE DANS LEQUEL ONT SURGI LES "INDIGNES"

Il faut d'abord préciser que la crise d'effondrement du régime capitalisme qui traverse toute l'économie mondiale a un impact particulièrement aigu en Espagne, pays qui appartient à la zone euro et qui

fait partie de l'Union européenne depuis 1986. L'instauration de l'euro en 2001 a accéléré tous les processus de destruction de l'industrie métallurgique et minière traditionnelle ainsi que de l'agriculture vivrière donnant une place majeure à la spéculation immobilière qui s'est transformée en volant d'entraînement de l'activité économique.

La crise ouverte en août 2007 a touché de plein fouet l'Espagne et a provoqué une situation dans laquelle, aujourd'hui, 22 % de la population active est au chômage ; parmi les travailleurs sous contrat, 30 % sont précaires ; 46 % des jeunes de 16 à 25 ans sont sans emploi. Et cela touche particulièrement la jeunesse diplômée.

Le régime de la monarchie, produit de la réforme de l'appareil franquiste après la mort du dictateur Francisco Franco en novembre 1975, a aggravé le caractère extrêmement parasitaire de l'Etat avec la constitution d'un appareil para-étatique dans dix-sept régions qui contrôle la moitié du budget, notamment les compétences exclusives de la santé et de l'éducation.

(1) L'appellation d'indignés s'inspire du titre de l'ouvrage de Stéphane Hessel — ancien résistant et diplomate français qui prône un retour aux valeurs du Conseil national de la résistance (voir article de F. de Massot, dans *La Vérité*, n° 71) —, Indignez-vous !

L'effondrement économique et l'aggravation de la crise politique se nourrissent l'un de l'autre, dans une situation particulière où le gouvernement, depuis 2004, est entre les mains des responsables du parti traditionnel de la classe ouvrière, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), dont le dirigeant, Zapatero, avait été salué lors de sa victoire le 14 mars 2004 par le mot d'ordre : « *Ne nous déçoies pas !* »

Le 10 mai 2010, sous le diktat de l'Union européenne et d'Obama, Zapatero a présenté aux Cortes (Parlement) un brutal plan d'ajustement qui a entraîné, entre autres, la baisse des salaires des fonctionnaires et qui a préparé toute une série de contre-réformes, notamment celle des retraites.

Au lendemain de ce plan, le secrétaire de l'Union générale des travailleurs (UGT), Candido Mendez, a déclaré que cette décision provoquerait une fissure politique entre le PSOE et les travailleurs et que le mouvement syndical ne resterait pas l'arme au pied.

Les fédérations de fonctionnaires ont appelé à une grève le 8 juin, grève qui n'a pas été, dans les faits, soutenue par les confédérations. Les travailleurs du métro de Madrid se sont mis en grève spontanément les 29 et 30 juin. Les dirigeants fédéraux ont signé un accord sans même consulter les travailleurs concernés.

Un appel commun UGT-CCOO (Commissions ouvrières) à une journée de grève générale a été lancé pour le 29 septembre 2010 contre la réforme du Code du travail qui découlait du plan d'ajustement.

Des dizaines de milliers de jeunes ont participé de manière enthousiaste à la préparation de cette grève, même si la plupart n'étaient pas syndiqués.

Les secrétaires généraux des confédérations ont refusé de donner suite à cette grève du 29 septembre et ont négocié avec le gouvernement la réforme des retraites, acceptant l'essentiel de la contre-réforme proposée, ce qui a provoqué une division entre la classe ouvrière et la jeunesse. Il faut dire que la conclusion de ce véritable pacte social (ASE) a été soutenue par la Confédération européenne des syndicats (CES) dont la cérémonie de signature, le 2 février 2011, a reçu le soutien et la pré-

sence du président de la Confédération allemande des syndicats (DGB), Michael Sommer.

Précédemment, début décembre 2010, les secrétaires généraux de l'UGT et des CCOO avaient condamné la grève spontanée des contrôleurs aériens, grève en réaction à la décision unilatérale du gouvernement de ne pas respecter la convention collective. Face à la décision du gouvernement de déclarer l'état d'alerte avec militarisation des aéroports, les dirigeants confédéraux ont soutenu le gouvernement.

Toutes ces circonstances expliquent que, d'un côté, l'immense majorité de la classe ouvrière ait rejeté à la quasi-unanimité la signature du pacte social (selon les sondages, 70 % de la population) et, de l'autre, que la jeunesse ouvrière ait abandonné massivement les syndicats. Selon un rapport interne des CCOO, en un an, la moitié des jeunes adhérents avait quitté le syndicat.

C'est dans cette situation dans laquelle la classe ouvrière était momentanément bloquée par les appareils syndicaux, déçue par la politique de Zapatero et le fait que la jeunesse soit abandonnée sans avenir qu'a surgi ce mouvement des « indigènes ».

Dans d'autres circonstances mais dans un mouvement analogue du point de vue de la méthode, rappelons le mouvement des étudiants en 1930, à la fin de la dictature de Primo de Rivera, qui a joué un rôle important.

« Les manifestations d'étudiants ne sont qu'une tentative de la jeune génération de la bourgeoisie, surtout de la petite bourgeoisie, pour trouver une solution à la situation d'équilibre instable dans lequel s'est trouvé le pays après qu'il eut été soi-disant libéré de la dictature de Primo de Rivera, dont on a intégralement conservé l'héritage, dans ses éléments essentiels. Lorsque la bourgeoisie refuse consciemment et obstinément de résoudre les problèmes qui découlent de la crise de la société bourgeoise et que le prolétariat n'est pas encore prêt à assumer cette tâche, ce sont souvent les étudiants qui occupent le devant de la scène. Au cours de la première révolution russe, nous avons maintes fois observé ce phénomène. Il a toujours eu pour nous une grande signification : cette activité révolutionnaire ou semi-révolutionnaire

implique que la société bourgeoise traverse une crise profonde. La jeunesse petite-bourgeoise, sentant qu'une force explosive s'accumule au sein des masses, cherche à sa manière à trouver une issue à cette impasse en faisant progresser la situation politique.

La bourgeoisie considère le mouvement des étudiants moitié avec méfiance, moitié avec approbation : que la jeunesse assène quelques bourrades à la bureaucratie monarchique, ce n'est pas mauvais ; pourvu que les "enfants" n'aillent pas trop loin et qu'ils n'entraînent pas dans leur élan les masses laborieuses.

En épaulant le mouvement estudiantin, les ouvriers espagnols ont donc fait montre d'un sûr instinct révolutionnaire. Mais ils doivent bien sûr mener leur action sous leur propre drapeau et sous la direction de leur propre organisation prolétarienne. C'est le communisme espagnol qui doit l'assurer et il lui faut pour cela une ligne politique juste. La parution de votre journal, comme je le disais plus haut, coïncide donc avec un moment extraordinairement important et critique de la crise, précisément avec le moment où elle est en train de se transformer en révolution » (2).

DU 15 MAI AU 15 OCTOBRE...

Les premières grandes manifestations qui ont débouché sur « les indignés » se sont déroulées le 15 mai 2011 (de là, l'appellation de « 15M »). Mais depuis des mois, malgré le blocage des principaux dirigeants syndicaux, des mouvements de grève et des manifestations avaient eu lieu, notamment au mois de février dans la région de Murcia où une grève générale de la fonction publique a duré plusieurs jours.

Le 14 mai, veille du 15, une manifestation a eu lieu à Barcelone, à l'appel de l'UGT et des CCOO contre les coupes annoncées. Plus de 100 000 travailleurs avec un contingent de jeunes très important ont défilé, exigeant le retrait du plan et l'annulation des coupes budgétaires. C'est dans ce contexte que les manifestations du 15 mai ont été convoquées, s'adressant d'abord aux jeunes mais dans

un cadre de mise en accusation des ouvriers adultes qui, eux, ont encore des droits.

Dans une déclaration du comité central du POSI, section espagnole de la IV^e Internationale, tirant le bilan de ces cinq mois et à la veille de la journée internationale du 15 octobre appelée au nom du « changement global », il est dit notamment :

« Voilà près de cinq mois, le 15 mai, des milliers de personnes ont manifesté dans la rue sur la base d'un appel via Internet pour exprimer leur indignation sur la situation actuelle. Pour que cette mobilisation, qui en majorité était composée de jeunes, mais aussi de travailleurs, soit possible, il a fallu deux conditions : une situation de la majorité de la population gravissime, avec cinq millions de chômeurs, et des attaques contre les conquêtes sociales arrachées par des années de lutte, et l'attitude des dirigeants des principales organisations des travailleurs.

Alors que le gouvernement Zapatero, un gouvernement du Parti socialiste issu des voix des travailleurs, se soumettait sans discuter aux exigences du capital financier et trahissait ainsi son mandat, les dirigeants de l'UGT et des CCOO, accrochés au dialogue social, refusaient d'organiser la résistance des travailleurs, la mobilisation unie, pendant qu'Izquierda Unida (la Gauche unie), comme gauche institutionnelle, ne leur offrait pas non plus d'issue.

La mobilisation exprimait le rejet d'un secteur important de la société contre les politiques au service des banques — "Ils ne nous représentent pas." — ainsi que contre le gouvernement du capital financier — "Ce n'est pas la démocratie si ce sont les marchés qui gouvernent."

L'indignation sociale, qui ne trouvait pas le moyen de s'exprimer, a été contrainte de s'exprimer dans les mobilisations du 15 mai et du 19 juin. La répression du gouvernement a donné les squats et la cristallisation d'un mouvement hétérogène, le 15M.

Certains, à partir de prétendues positions "anticapitalistes", idéalisent ce

(2) *La Révolution espagnole, 1930-1940*, Léon Trotsky.

mouvement, et proposent que les organisations des travailleurs, en particulier les syndicats, s'y soumettent. D'autres considèrent que le 15M est la voie de l'organisation de la "société civile" (qui nie la lutte de classes). Pour ce faire, ils ont, sans aucun doute, l'appui affiché des médias et de tout type de "penseurs" (...). »

La journée dite mondiale du 15 octobre cherchait à étendre ce mouvement dans tous les pays.

La déclaration du POSI poursuit :

« *L'appel dit : "Nous serons des gens du monde entier à manifester dans les rues et les places", "nous dirons aux politiques et aux élites financières qu'ils servent que c'est à nous, le peuple, de décider de notre avenir", "nous nous réunirons dans les rues pour initier le changement mondial que nous voulons".*

Quel changement et comment ? Un des sites web inspirateurs de la journée précise : "Un système institutionnel de démocratie mondiale qui donnera aux citoyens du monde la participation aux organisations mondiales qui dépassera les Etats-nations", "des votes mondiaux pour élire les dirigeants du monde (en particulier, des élections présidentielles au secrétariat général de l'ONU) et plus de démocratie dans les organisations internationales (c'est-à-dire, le Parlement des Nations unies)". En définitive, on veut nous insérer dans une participation aux institutions de la mondialisation, dans les institutions impérialistes supranationales, en les légitimant contre les peuples et les nations du monde, contre les organisations des travailleurs. C'est l'inverse de la démocratie, qui ne peut se fonder que sur l'union libre des peuples et des nations, d'en bas, contre les multinationales et leurs agences.

Cela ne met absolument pas en cause le régime politique ni économique contre lequel se sont soulevés ceux qui venaient à la Puerta del Sol. Par contre, ces groupes fuient comme la peste les propositions adoptées par de larges secteurs dans des assemblées et manifestations du 15M, comme la nationalisation des banques et l'Assemblée constituante. Certains s'opposent aussi aux aspirations démocratiques du peuple catalan, contribuant ainsi à la division. Ou ils s'opposent au combat pour la République qui, dans l'Etat espagnol, a toujours été synonyme de démocratie.

Au nom de qui ces groupes parlent-ils ? Il conviendrait mieux de dire à la place de qui parlent-ils. Car souvent ce sont ceux-là mêmes qui s'opposent à ce que les représentants des assemblées de quartier ou de village décident des positions et des initiatives du 15M. Ils préfèrent les petites réunions de notables qui ont la tutelle du mouvement.

Montés sur cette thèse de l'apartidisme et de l'asynicalisme, des secteurs du mouvement vont au-delà, cherchant à opposer les jeunes qui se mobilisent à la classe ouvrière et à ses organisations. Ce sont ceux qui venaient aux assemblées des enseignants, lorsque la majorité combattait pour que les syndicats organisent la lutte, ou ceux qui proposaient une "grève générale sans syndicats", ce qui en réalité est une non-grève générale, mais bien tournée contre les syndicats.

Au nom de la "démocratie", ils se retrouvent sur la thèse des serveurs du capital financier, comme Hayek, qui pensent que les syndicats doivent disparaître. Rajoy (dirigeant du Parti populaire néofranquiste, vainqueur des élections du 20 novembre 2011) propose comme premier objectif de son gouvernement de liquider les conventions collectives existantes et donc le rôle des syndicats. L'appuient-ils ? Travaillent-ils pour lui ? Mais le travailleur isolé ne peut se défendre, la classe ouvrière ne peut agir que si elle s'organise. Pour cela elle a besoin de reconquérir (et non détruire) ses syndicats, de se doter d'un parti politique qui ne réponde qu'à ses seuls intérêts. Refuser cette voie, c'est refuser toute issue à la situation actuelle de la société.

Dans l'assemblée du 15M de Getafe, par exemple, ces secteurs ont refusé de soutenir le combat contre la sanction imposée au principal dirigeant syndical de l'usine, John Deere, prétextant que le mouvement ne soutient pas les syndicats, et qu'il combat pour qu'ils disparaissent. Mais la combinaison de l'indignation sociale avec la destruction des organisations des travailleurs, c'était la base des mouvements fascistes.

Dans l'Etat espagnol, les jeunes n'ont pas d'organisation politique. Pendant la transition, les jeunesses socialistes et communistes ont été détruites, elles étaient un obstacle pour les plans de Carrillo et de Gonzalez visant à maintenir l'essentiel de l'appareil d'Etat de la dictature présidé par le roi héritier de

Franco. Aujourd'hui, la mobilisation de la jeunesse exigerait de construire une organisation de la jeunesse, liée à la lutte de la classe ouvrière. Besoin bloqué par ceux qui refusent la présence de toute organisation dans les mobilisations. »

Une chose est évidente : au point de départ, la mobilisation de ces jeunes et moins jeunes a bénéficié de la sympathie de la majorité des travailleurs et d'une bonne partie de la population. La question centrale, c'est de comprendre qui a la responsabilité de cette situation et comment y répondre.

Dans une déclaration de la rédaction d'*Informacion Obrera*, journal qui combat en Espagne pour une nouvelle représentation politique, il est dit notamment :

« Toute la responsabilité du poids de la crise capitaliste qui retombe sur les travailleurs et les jeunes incombe à ceux qui ont été élus pour défendre leurs droits et conquêtes, pour ouvrir un avenir de démocratie et de progrès et qui, en trahissant ce mandat, sont en train de détruire le pays aux ordres du FMI et de l'Union européenne. »

Toute la responsabilité de la crise capitaliste retombe sur les épaules des travailleurs, des jeunes et des couches politiques et elle incombe aux dirigeants des organisations politiques et syndicales, construites par les travailleurs, qui ont tourné le dos à la volonté de leurs adhérents, de leurs électeurs, de la majorité ouvrière, de la jeunesse et qui s'attachent, par des pactes et des alliances, aux patrons, aux banquiers, aux franquistes et à toutes les droites. »

COMMENT REPOUDRE AUX ASPIRATIONS DE LA JEUNESSE ?

Le 1^{er} juin 2011, un appel signé par une centaine de militants ouvriers et de responsables syndicaux, intitulé : « *Du travail avec des droits, un logement et de la démocratie !* », disait notamment :

« Depuis le 15 mai, des centaines de milliers de jeunes, de travailleurs et de citoyens se mobilisent dans toutes les villes pour exiger un travail avec un salaire digne et des droits, un logement, une véritable démocratie. Ils ne se reconnaissent pas dans les partis installés dans

le système : "Ils ne nous représentent absolument pas !"

Ce cri ne coïncide-t-il pas avec le rejet massif des travailleurs de la politique du gouvernement Zapatero lors des élections ?

Rejet massif de l'extrême précarité, du chômage (54 % des jeunes n'ont aucun avenir) et maintenant des coupes budgétaires du gouvernement Zapatero, du gouvernement du PSOE qui a tourné le dos à ceux qui l'ont porté au pouvoir (les travailleurs et les jeunes), en poursuivant la politique des différents gouvernements qui, depuis la mort de Franco, se sont soumis à la continuité des institutions franquistes puis de l'Union européenne...

Toute la population, au premier rang la classe ouvrière, partage les exigences de la jeunesse : droit à un travail, à un logement ! Démocratie ! Qui satisfera ces exigences et ouvrira la voie à la satisfaction des revendications des travailleurs et des couches opprimées de la ville et de la campagne ?

Il n'y a pas de démocratie quand ce sont les marchés qui décident. Aucun gouvernement issu de combinaisons entre les partis engagés dans l'application des traités européens, les plans d'ajustement de l'Union européenne et du FMI n'apportera la moindre réponse à ces exigences vitales. Même appuyé sur le pacte honteux signé par Toxo et Mendez.

En tant que militants ouvriers, nous voulons ouvrir la voie pour que notre classe s'unisse et fasse en sorte que les jeunes et les cinq millions de chômeurs aient un vrai emploi, un contrat à durée indéterminée avec un véritable salaire.

Seule la classe ouvrière, unie autour de ses organisations syndicales, peut imposer aux gouvernements un plan de création d'emplois qui inclut l'embauche de médecins, d'enseignants, d'employés pour maintenir les services publics. Nous, militants ouvriers signataires de cet appel, appelons à agir pour aider notre classe à imposer le retrait de toutes les coupes budgétaires, du plan d'ajustement appliqué par Zapatero sous le diktat d'Obama et de l'Union européenne, en trahissant sa base sociale.

Nous, militants ouvriers et syndicalistes, prenons la responsabilité d'organiser avec nos camarades le combat pour nous réapproprier nos organisations et empêcher que ne soient signés

des “accords” sur notre dos avec le gouvernement contre les intérêts ouvriers. Plus que jamais : Toxo, Mendez, retirez votre signature du pacte contre les retraites.

Les jeunes veulent un logement ! Des centaines de milliers de familles ouvrières ont vu leurs logements confisqués. Il y a un million d'appartements vides, appartenant aux banques et aux Caisses d'épargne. Il faut faire en sorte que les gouvernements mettent ce million de logements à disposition des jeunes et des familles ouvrières en menaçant les banques de nationalisation sans indemnité ni rachat si elles ne le font pas tout de suite.

Les jeunes veulent une démocratie véritable, comme tous les peuples d'Espagne auxquels il a été interdit de proclamer la République à la mort de Franco. Pour avoir une réelle démocratie, il faut en finir avec la monarchie “restaurée”, avec son appareil répressif, militaire et judiciaire, avec le pouvoir des banques et des institutions de Bruxelles.

Satisfaire les aspirations des jeunes exige la rupture avec Bruxelles, des élections libres à une véritable Assemblée constituante de tous les peuples d'Espagne fondée sur le respect des droits des nationalités.

Nous militants ouvriers, conscients de ce que l'avenir est de notre responsabilité, déclarons :

— La classe ouvrière, dans l'unité avec ses organisations, est la seule capable d'offrir un avenir à la jeunesse, car l'odieuse exploitation capitaliste l'unit et la rend capable de vaincre le capital.

— Mais, pour cela, nous devons reconquérir les organisations que nous avons construites à la mort de Franco, obtenir que l'UGT et les CCOO retirent leur signature du honteux pacte avec Zapatero et la CEOE (organisation patronale espagnole — NDT).

A ceux qui, comme l'Union européenne ou les agents du FMI, tentent d'opposer la jeunesse à la classe ouvrière “installée”, à ses privilèges supposés, nous répondons :

— Comment les jeunes peuvent-ils avoir un travail si leurs aînés ont leur retraite plus tard et si les ouvriers doivent travailler chaque fois plus longtemps ?

— Comment pouvons-nous accepter, qu'au nom de la “flexibilité”, les dirigeants des CCOO et de l'UGT puissent “négocier” le démantèlement des conventions collectives, dresser les travailleurs adultes contre les jeunes employés sans aucun droit ? Pas de pacte contre les conventions collectives !

Qui donnera un emploi, un logement, la liberté ? Personne ne pense que ce sera le FMI, l'Union européenne ou un quelconque gouvernement soumis au capital financier.

Seule la classe ouvrière, reconquérant ses organisations, avant tout ses syndicats, en récupérant une représentation politique, ouvrira la voie à la jeunesse pour combattre ensemble pour les mêmes droits partout.

C'est la voie de la lutte unie des travailleurs et des peuples pour construire des services publics bien financés et organisés de façon coordonnée à l'échelle de l'Etat au lieu des dix-sept services d'enseignement et de santé asphyxiés et en voie de privatisation : un plan de choc pour restaurer l'Université publique et qui en finisse avec le processus de Bologne.

Nous, militants ouvriers qui luttons dans nos usines et lieux de travail, dans nos syndicats pour les récupérer au service des travailleurs, nous tendons la main aux jeunes de tout le pays.

Ils veulent nous diviser, ils disent que ce sont nos salaires et nos retraites qui empêchent les jeunes d'avoir un emploi. Non ! Combattons ensemble pour un véritable travail et un véritable salaire avec les mêmes droits pour tous !

Quel gouvernement pourra le faire ? Un gouvernement comme celui de Zapatero, qui renie sa base sociale ? Ou bien un gouvernement libre et souverain qui ne se soumette ni au grand capital, ni au FMI, ni à la monarchie ? Un gouvernement porté au pouvoir par la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse, appuyé sur l'unité des organisations ouvrières, qui appelle à une Assemblée constituante, expression de la souveraineté des peuples.

Pour cela, nous devons nous organiser, récupérer nos organisations, dresser partout — dans les usines, les écoles, les quartiers — de véritables assemblées pour définir ensemble nos revendications et discuter la façon de mener le combat.

Et dresser un mouvement politique qui récupère le combat pour les droits des travailleurs et des peuples, pour une véritable politique socialiste, pour la démocratie. »

QUELS SONT LE PROGRAMME ET LES PROPOSITIONS DU MOUVEMENT DES INDIGNES ?

Evidemment, le caractère hétéroclite et multiforme de ce mouvement, sa surface (au mois de juin, on comptait environ sept cents assemblées dans tout le pays) n'ont pas donné une plate-forme unifiée, mais quelques éléments permettent de porter un jugement sur la démarche politique de ceux qui se sont hissés à la tête de ce mouvement.

Loin de considérer que ce mouvement soit simplement spontané ou bien qu'il soit le produit de quelques groupes qui tirent les ficelles dans l'ombre, la réalité des faits montre qu'à partir des plates-formes politiques qui ont été produites, l'expression des groupes politiques constitués permet de porter ce jugement.

Par exemple, la première plate-forme du 18 mai qui a été rédigée dans l'assemblée de la place de la Puerta del Sol, se prononce pour « *une démocratie réelle* » :

« 2.- La démocratie réelle s'oppose au manque de crédit croissant dans les institutions qui sont censées nous représenter, transformées en simples agents de l'administration et de la gestion au service des forces du pouvoir financier international (...).

6.- Démocratie réelle signifie qualifier les coupables : Fonds monétaire international, Banque centrale européenne, Otan, Union européenne, Moody's et Standard and Poor's, Parti populaire, PSOE et bien d'autres...

8.- L'une de nos prémisses principales, c'est une réforme de la loi électorale pour redonner à la démocratie son véritable sens : un gouvernement des citoyens, une démocratie participative. »

Dans un manifeste en huit points qui cherchait à rassembler les différents éléments surgis dans des assemblées dans tout le pays, on peut lire notamment :

« 1.- Elimination des privilèges de la classe politique ;

2.- contre le chômage, partage du travail jusqu'à aboutir à un chômage structurel de 5 % ;

3.- droit au logement, que soit permis de donner son logement pour payer l'hypothèque ;

4.- services publics de qualité en commençant par la suppression des dépenses inutiles des administrations ;

5.- contrôle du système bancaire ;

6.- augmentation des impôts sur les grandes fortunes et les banques ;

7.- libertés citoyennes et démocratie participative ;

8.- réduction des dépenses militaires. »

Si nous lisons attentivement le détail de tous ces plans, nous constatons que ces mesures sont parfaitement compatibles avec le système capitaliste et avec le régime de la monarchie. Par exemple, concernant les dépenses militaires, il n'est même pas exigé le retrait des troupes espagnoles d'Afghanistan et du Liban.

Du point de vue du logement, leur proposition signifie que des centaines de milliers de ménages, sinon des millions, notamment de jeunes couples, après avoir payé des années d'hypothèques et avoir vu chuter le prix de leur logement de 40 à 50 % — la dette à payer étant plus importante que la valeur du logement — risquent de se retrouver sans logement en ayant perdu des années de paiement. Sans compter que les banques, bien évidemment, ne sont pas d'accord. Elles sont déjà propriétaires de plus d'un million de logements neufs qu'elles n'arrivent pas à vendre donc elles ne veulent pas récupérer au prix ancien des centaines de milliers de vieux logements.

La réalité actuelle, c'est que les 30 000 familles qui, durant les six premiers mois de 2011, ont été expulsées, se retrouvent avec une dette à payer. Donc comment régler ce problème sans poser celui de la nationalisation des banques ? Et sans exiger l'expropriation des banques par l'Etat et le maintien de toutes les familles dans leur logement avec un loyer adapté ?

Et comment poser le problème de la démocratie simplement en dénonçant les

politiciens corrompus ? Et sans poser la question de la révocabilité des élus et, centralement, la question du régime de la monarchie, donc la nécessité d'une Constituante des peuples d'Espagne sur la base du droit à l'autodétermination ? Et cela, en Espagne, signifie l'union des Républiques libres.

Comment poser la question du combat contre le chômage sans poser la question des privatisations et donc la rupture avec les critères de Maastricht et de l'Union européenne ?

Si on observe les groupes politiques constitués avant le surgissement de ce mouvement, on voit clairement le type de perspective politique qu'il prétend ouvrir. Ainsi, par exemple, la plate-forme citée a donné lieu à la naissance d'une organisation appelée « Democracia real ya ! », sorte d'ONG qui se dit ni de droite, ni de gauche, ni PSOE, ni Parti populaire et profondément antisyndicale.

Bien d'autres organisations agissent dans ce mouvement, même si, dans un premier temps, ces organisations ont mené une large offensive pour dire qu'il ne devait y avoir ni parti, ni syndicat, ni drapeau.

Mais lors des grandes manifestations du 15 octobre, le drapeau républicain est apparu dans les cortèges et les partis ont agi ouvertement. En plus, dans la campagne électorale pour les élections du 20 novembre, plusieurs organisations se réclamant de ce mouvement dit « du 15 mai » ont présenté des listes en évitant de s'appeler « parti ».

Dans la mesure où il apparaît comme la force la plus organisée, nous allons analyser le groupe dénommé « Equo ». Ce groupe compte à sa tête d'anciens responsables de la Gauche unie (coalition électorale constituée par le PC) et d'ONG écologistes. Son premier appel public du 13 septembre indique notamment :

« Nous avons la conviction de la nécessité du renouvellement radical de la politique en Espagne et dans le monde pour régénérer la démocratie et faire que l'économie soit au service des personnes, en accord avec les nécessités réelles de la société et dans la limite de la biosphère (...).

Les réponses des siècles passées ne sont plus adaptées au XXI^e siècle parce qu'aux idéaux solidaires il faut ajouter de nouvelles valeurs : l'équité comprise comme l'égalité des opportunités et de la protection sociale ; l'économie et l'efficacité dans l'utilisation des ressources ; la responsabilité envers les personnes, la société, les animaux et les générations futures ; l'équilibre dans les rapports avec la nature ; l'indépendance des institutions publiques envers le pouvoir économique, la gestion transparente, honnête et efficace de la sphère publique au service des citoyens, la démocratie participative et délibérative ; le pacifisme actif pour ouvrir la voie vers un autre projet réaliste de civilisation. »

Plus loin :

« Ce dont ont vraiment besoin les entreprises, ce n'est pas de plus de flexibilité pour licencier mais de crédits pour produire et embaucher. »

Ah vraiment, un autre capitalisme est possible !

Et pour boucler la boucle :

« Il n'y aura pas de protection de la société face aux marchés financiers s'il n'y a pas de réponse différentes des autorités européennes : il faut une plus grande unité politique, économique et fiscale européenne. »

Sans confondre évidemment la masse des jeunes et des travailleurs qui participent aux manifestations et aux mobilisations et qui cherchent la voie du combat, le jugement que nous pouvons porter sur cette plate-forme est simple : revoici les vieilles lunes de la régénération du capitalisme, du régime de la monarchie et des institutions de l'Union européenne.

Ce mouvement a aussi été salué par les partisans en Espagne du Secrétariat unifié (SU, les amis de Besancenot). Dès le premier moment, ils ont salué le surgissement de ce mouvement comme la voie à suivre en disant explicitement que le mouvement syndical devait se soumettre aux ordres des assemblées du 15 mai. C'est ce qu'affirme Miguel Romero, militant de la gauche anticapitaliste (section du SU de l'Etat espagnol) : « D'une façon générale, il faut être très prudent et réservé notamment par rapport à l'auto-affirmation : drapeau, autocollant, etc. » L'ami Romero a bien inventé une nouvelle

forme de la démocratie : on met son drapeau dans sa poche !

Mais plus sérieusement, pour les partisans du SU, ce mouvement, c'est la continuité des forums sociaux. Ils affirment, dix ans plus tard, rappelant le premier forum social de Porto Alegre, en janvier 2001, qui a popularisé le mot d'ordre : « *Un autre monde est possible !* », dans un article publié le 20 juillet 2011 : « *Une décennie après le sommet de Gênes, le cycle altermondialiste est terminé mais un autre cycle s'ouvre devant nous avec ce mouvement* » (Josep Marin Antentas et Esther Vivas).

Mais ils n'expliquent pas pourquoi la grande trouvaille de la « démocratie participative » dont Porto Alegre était l'exemple, est tombée à l'eau et les raisons pour lesquelles, lors des dernières élections municipales, l'équipe à la tête de cette « expérience », intégrée au Parti des travailleurs de Lula, a perdu les élections.

LES DIRIGEANTS SYNDICAUX, LES "INDIGNES" ET LA LUTTE DES CLASSES

Au-delà de la sympathie de milliers de travailleurs et d'adhérents des syndicats pour ce mouvement des jeunes, la position des appareils a été très claire : ils ont apporté tout le soutien politique à ce mouvement parce que, selon notamment Mendez et Toxo, ils partageaient les mêmes objectifs politiques.

Ainsi, dans une déclaration du 26 mai 2011, la direction des CCOO écrit :

« Le dénommé mouvement du 15 mai a été capable de mobiliser des dizaines de milliers de personnes, notamment des jeunes qui expriment leur rejet de la situation actuelle et du manque de perspective ; ce mouvement met en cause les formes actuelles de la manière de faire de la politique éloignées des préoccupations des gens et cela, il le fait avec un engagement et une conscience éthique très forte. »

Ils ont ainsi appelé à participer aux manifestations du 19 juin, à titre personnel, et sans drapeau.

Mais, face au coup d'Etat constitutionnel de Zapatero qui, à la fin du mois

d'août, a modifié la Constitution en introduisant « la règle d'or » en quinze jours, Mendez et Toxo ont été contraints de rejeter cette réforme. Ils ont appelé les députés à voter contre et ont appelé à manifester dans les principales villes du pays le 6 septembre.

Il faut savoir que dans les manifestations de Madrid et de Barcelone des groupes d'indignés ont insulté les militants syndicaux au moment même où les syndicats étaient en train de faire un pas vers la rupture.

Par ailleurs, les « indignés » ont bénéficié d'une reconnaissance « officielle » au plus haut niveau. En effet, le 31 octobre, la Confédération européenne des syndicats a reçu une délégation des « indignés ». Voici la dépêche officielle qui en rend compte :

« La secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES), Bernadette Ségol, a rencontré aujourd'hui une délégation européenne du mouvement des "indignés". Elle a noté de nombreux points de convergence dans les préoccupations concernant la situation de la jeunesse en Europe. Bernadette Ségol a déclaré : "Il est important pour la CES de rencontrer des "indignés" car nous partageons un grand nombre de leurs préoccupations. Une société d'avenir est une société qui assure la stabilité de sa jeunesse. Or la crise frappe de plein fouet la jeunesse européenne — avec un taux de chômage de 40 % en Grèce et en Espagne. La précarité devient la règle pour de nombreux jeunes européens. Bon nombre d'entre eux tentent leur chance en dehors des frontières de leurs pays. Il s'agit de l'avenir de la jeunesse et l'Union européenne doit répondre à ce problème." »

Il est normal que l'appareil de la CES et les plus hauts responsables syndicaux en Espagne, les secrétaires confédéraux Toxo et Mendez, aient une démarche positive à l'égard des « indignés ». Derrière les démonstrations « antisyndicales », se profile autre chose : au moment où, à l'intérieur de l'UGT et des CCOO, l'opposition à la signature de l'ASE (pacte social) grandit, les « dénonciations » de l'extérieur permettent à Toxo et Mendez de faire apparaître ceux qui s'opposent dans les instances syndicales à la signatu-

re du pacte comme des provocateurs anti-syndicaux. Dans les faits, il s'agit d'un véritable partage des rôles.

Dans la lutte des classes réelle, ce partage a été et est très clair. Dans le combat contre les coupes budgétaires dans l'enseignement et la santé que les gouvernements régionaux opèrent suivant le plan d'ajustement du gouvernement central de Zapatero, un mouvement de résistance s'est développé, notamment à Madrid.

Depuis que le gouvernement régional de Madrid a décidé, le 4 juillet, la suppression de 3 200 postes dans l'enseignement, grèves et manifestations se sont succédé. Des assemblées d'établissement, de zones se sont tenues, des élections de délégués ont eu lieu. Dans la zone de Fuenlabrada (comprenant vingt lycées), un véritable comité de grève s'est constitué et a lancé la proposition d'un comité régional de grève avec les syndicats. Cette proposition a fait l'objet d'une offensive coordonnée d'une part des principaux dirigeants syndicaux au niveau fédéral qui disent que c'est l'intersyndicale qui doit décider et d'autre part des « indignés » qui dénoncent la présence des syndicats. Le résultat est qu'aujourd'hui, malgré la combativité des enseignants, le comité central de grève n'est toujours pas constitué et que s'est développée une succession de journées de grève, massives mais disloquées.

L'objectif est clair : suivant sa politique de pacte social, l'intersyndicale cherche à gagner du temps pour que les élections aient lieu et, dans l'éventualité où la droite l'emporterait, pouvoir ouvrir des « négociations » pour « limiter » les coupes budgétaires, c'est-à-dire abandonner l'exigence unanime de retrait des mesures (du 4 juillet), tout cela étant accompagné d'une « dénonciation » tous azimuts des « indignés » qui parlent, bien sûr, d'une grève générale « sans les syndicats ».

APRES LES ELECTIONS LEGISLATIVES DU 20 NOVEMBRE

Dans les manifestations que nous avons connues en Espagne ces derniers mois, deux mots d'ordre ont été lancés large-

ment, mots d'ordre qui existaient déjà depuis des années, notamment sous le gouvernement Aznar. Le premier, c'est : « *Nous ne sommes pas représentés !* » Le second, c'est : « *On dit que c'est une démocratie, mais cela ne l'est pas !* » Evidemment, le mouvement des indignés ne pouvait pas donner de réponse positive à ce mot d'ordre, notamment parce qu'il se place sur le terrain du régime politique existant et, comme on l'entend souvent, pour « régénérer » la démocratie.

Le résultat électoral du 20 novembre montre qu'une bonne partie de la jeunesse et de la classe ouvrière ne se sente plus représentée et ne s'identifie plus au parti traditionnel des travailleurs espagnols, le PSOE.

La Gauche unie, coalition électorale impulsée par l'ancien PC, a essayé de représenter ce mouvement des indignés, mais pour le maintenir dans le cadre institutionnel du pacte de 1978, pacte qui a permis de restaurer la monarchie, régime d'oppression contre les travailleurs et les peuples. En ce sens, la Gauche unie ne peut pas ouvrir une perspective de rupture avec la monarchie et l'Union européenne.

Les résultats électoraux confirment aussi les limites politiques de ceux qui se sont mis à la tête des indignés et dont l'axe central était d'essayer de dissoudre l'affrontement de classe dans la société, affrontement dans lequel s'intègrent toutes les questions démocratiques non réglées, en particulier la question nationale.

Le refus, dans beaucoup de manifestations, de la présence de drapeaux républicains par ceux qui tentent de « diriger » ce mouvement, c'est le refus de poser la question du démantèlement de la monarchie et des institutions héritées du franquisme. Le développement du combat de classe pose en Espagne, nécessairement, la question du combat pour la démocratie, c'est-à-dire pour la République et l'union des Républiques fondées sur le droit à l'autodétermination des peuples et, de manière naturelle, pose la question de la constitution d'un véritable parti socialiste et de syndicats indépendants, c'est-à-dire la reconquête des syndicats créés par la lutte des classes.

Andreu Camps,
le 22 novembre 2011

Inde, Bangladesh, Pakistan : quelques questions soulevées dans la construction de la Quatrième internationale

Par François Forgue et Olivier Doriane

Cet article consacré aux récents développements de la lutte de classe en Inde et dans le sous-continent indien ainsi qu'aux problèmes posés par la construction de sections de la IV^e Internationale s'ouvre sur un hommage au camarade Ahmed Gulzar Chaudhary, décédé au cours de cette année 2011.

Nous entendons bien sûr saluer la mémoire du militant qui, durant des décennies, a, dans les conditions très difficiles que connaît le Pakistan, organisé inlassablement l'action ouvrière pour la construction de la « All Pakistan Trade Union Federation » (APTUF), la plus vieille centrale syndicale de ce pays, dont il fut le principal dirigeant. Par-delà cet hommage, le parcours et l'action de ce dirigeant respecté de tous dans son pays se relient étroitement aux conditions concrètes de la construction des sections de la IV^e Internationale dans ce sous-continent.

Gulzar Chaudhary a vécu dans sa chair la partition de 1947. Sa famille fera partie des millions de déplacés du continent au moment de la création artificielle du Pakistan. Chassée de la région de New Delhi dont elle est native, elle rejoint le Pendjab. Sur la route, Gulzar Chaudhary assistera à des massacres. Il gardera de cette période le sentiment profondément ancré de la nécessité de l'unité des travailleurs et des peuples du sous-continent.

Dès qu'il s'installe au Pakistan, il entreprend la construction du syndicat

ouvrier, l'APTUF, lui-même produit de la vieille histoire du mouvement ouvrier indien. Formé en son sein, il y aura pris connaissance des principaux textes du marxisme, les a étudiés, et transmettra cet héritage dans un pays, le Pakistan, où du fait d'une dictature militaire durant des décennies, toute littérature marxiste sera interdite.

En un mot, Gulzar Chaudhary fait partie de l'histoire de ce sous-continent, de la lutte de la classe ouvrière pour édifier ses organisations, de la lutte pour l'unité des peuples face à leur ennemi commun l'impérialisme, de la lutte du peuple pakistanais contre la dictature militaire.

Tel est le militant qui a opéré sa jonction avec la IV^e Internationale et aidé à la constitution de la section pakistanaise de la IV^e Internationale.

Dans quelles conditions politiques ? Pour des raisons qu'il serait trop long d'aborder ici, et sur lesquelles nous reviendrons plus longuement dans la préparation du prochain congrès mondial de la IV^e Internationale, la crise de dislocation de la IV^e Internationale en 1951-1953 a amené à la rupture quasi totale des liens entre les militants du continent asiatique et le courant qui allait entreprendre le long combat pour la reconstruction de l'Internationale (1).

(1) Les liens maintenus avec les militants chinois et vietnamiens en exil perdureront jusqu'à la réunification sans principes de 1963.

Au début des années 1990, lorsqu'après une large discussion, s'engage le travail de préparation de la conférence de proclamation de la IV^e Internationale, se pose tout naturellement la question du développement de la IV^e Internationale en Asie.

Ce n'est pas un hasard si les premiers contacts avec Tafazzul Hussain et ses camarades — qui formeront la section bangladaïsi de la IV^e Internationale — puis avec les camarades pakistanais, se sont noués au travers de campagnes pour la défense des travailleurs chinois. Il ne saurait en effet y avoir de construction de sections de la IV^e Internationale en Asie, de développement de ces sections, sans que ne soit mis au premier rang de nos tâches la défense des conquêtes de la révolution chinoise de 1949 contre l'impérialisme et la bureaucratie qui ouvre la voie à la restauration capitaliste, au démantèlement de ces conquêtes et à la dislocation de la nation chinoise. Cette discussion sur la perspective de la révolution politique en Chine sera un premier élément de clarification pour ces militants. Elle se combinera avec l'action pratique pour la défense des droits ouvriers dans la lutte contre les privatisations, matérialisée par la conférence de Mumbai en 1995, dans la lutte pour la paix avec les différentes initiatives prises en commun par des militants de l'ensemble du sous-continent à Mumbai, à Dhaka ou encore à Lahore.

La constitution de la section pakistanaïse de la IV^e Internationale, sous l'impulsion de Gulzar Chaudhary, s'appuie donc sur la jonction organisée entre des militants de cette région se situant sur le terrain de l'indépendance de classe, de la lutte pour la défense de la révolution chinoise, pour la paix, et la IV^e Internationale, seul courant politique porteur à l'échelle internationale de ce positionnement dans le combat pour résoudre la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Nous parlons du sous-continent indien parce que s'il est formé de plusieurs pays — l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, le Népal, le Sri Lanka — cela procède de la partition de l'Inde organisée scientifiquement par l'impérialisme britannique au moment de l'indépendance, en 1947.

Il y a donc, d'un certain point de vue, unité des problèmes, et nécessité d'agir pour aider les peuples à surmonter les conséquences de la partition qui tendent à rejaillir aujourd'hui, sous des formes nouvelles. Dans le même temps, bien que les liens entre les organisations du mouvement ouvrier dans ces pays soient extrêmement puissants, appuyés sur l'histoire et la lutte commune contre le colonialisme britannique, il existe des formes particulières propres à chaque pays qu'il convient d'étudier pour dégager les axes de la construction de la IV^e Internationale dans ces pays. Cela sans perdre de vue l'unité du sous-continent.

LA DEFAITE ELECTORALE DU PC AU BENGALE OCCIDENTAL...

De ce point de vue, les événements qui viennent de se dérouler en Inde ont des conséquences qui dépassent les frontières de ce pays. Depuis des décennies, le mouvement ouvrier indien est dominé par la puissance des deux PC, singulièrement le CPI(M) (Parti communiste indien marxiste). Ce dernier contrôlait l'Etat du Bengale occidental depuis 1967. Au cours des dernières années, une importante mobilisation de la paysannerie s'est développée contre un projet de mise en place d'une zone économique spéciale (ZES) visant à permettre l'implantation de la multinationale Tata. Les paysans se sont heurtés violemment aux forces de répression du gouvernement régional.

Dans le même temps, comme l'expliquait un militant :

« Au Bengale occidental, 43 000 entreprises ont fermé durant les quarante années du règne du CPI(M), soit 40 % de ce qui a été fermé dans tout le pays. Or la loi dit qu'une industrie n'a pas le droit de fermer sans l'autorisation du gouvernement. Cette loi n'est pas appliquée. Nous avons donc organisé une délégation au ministère du Travail pour son application. Sans succès. »

C'est ce rejet par la grande masse de la paysannerie, mais également par une fraction importante de la classe ouvrière, qui a conduit la coalition du Front de gauche, dirigée par le PC, à perdre les élections en mai 2011.

La défaite subie par ce parti au pouvoir depuis plus de quarante ans dans cet Etat a des conséquences non seulement au Bengale, mais dans tout le mouvement ouvrier indien.

Analysant les résultats de ces élections, le bulletin *Spark* (2), édité à Calcutta, affirme en retraçant un débat entre militants :

« Certains pensent que la ligne suivie au nom du socialisme par le Front de gauche [coalition dirigée par le CPI(M)] au Bengale occidental n'était rien d'autre que le maintien du lien avec l'impérialisme au travers de la classe dominante du pays au point de départ et, pour finir, une subordination directe à l'impérialisme. Ils considèrent également que se parer du nom de "communiste" ou "socialiste" ne signifie rien et n'a rien à voir avec la lutte de la classe ouvrière. »

Lors d'une réunion tenue à Mumbai en juin 2011, des militants ouvriers de cette ville, de Goa, et du Tamil Nadu ont discuté des pas en avant possibles à réaliser vers la constitution d'une section de la IV^e Internationale. Ils ont cherché à porter une appréciation sur ces événements. En effet, si les soulèvements de paysans contre les projets de zone économique spéciale ont également eu lieu dans d'autres Etats de l'Inde, cela a pris un caractère particulier au Bengale occidental. Cela parce que l'Etat était sous le contrôle d'un parti qui prétendait parler au nom des travailleurs et des paysans, et qui avait conquis son pouvoir régional en s'appuyant jusqu'à un certain point sur la mobilisation des paysans et leur volonté de posséder les terres sur lesquelles ils travaillent.

Un militant explique :

« La politique qui a été défaite, c'est celle suivie par le parti au pouvoir, une politique qui mettait en œuvre les mesures exigées par l'impérialisme et les grandes firmes indiennes, politique qui a mené à des tentatives brutales de réprimer la résistance des paysans pauvres. Cette défaite électorale n'est pas par conséquent une défaite de la gauche en général, et encore moins une défaite du communisme, c'est la défaite de la ligne politique qui a été suivie. On dit souvent que les partis de gauche pratiquent le double langage et font dans les Etats où

ils sont au pouvoir ce qu'ils critiquent dans ceux où ils sont dans l'opposition. C'est vrai. Mais une seule et même politique a été suivie au niveau national par les dirigeants des deux partis communistes. Cette politique s'est exprimée clairement en 2005 dans l'adoption sans aucune opposition de qui que ce soit de la loi sur les ZES. Le caractère contradictoire de la situation s'exprime dans le fait que ce qui s'est passé au Bengale occidental n'est pas une défaite. Ce n'est pas non plus une victoire, parce qu'aucune alternative n'a été offerte à la classe ouvrière et son avant-garde. Comment pouvons-nous aider à construire cette alternative ? »

...OUVRE UNE DISCUSSION DANS TOUT LE MOUVEMENT OUVRIER INDIEN

Cette discussion est fondamentale pour tous les militants qui cherchent une voie indépendante. La IV^e Internationale fera tous les efforts pour que cette discussion se développe démocratiquement. Il convient en effet de comprendre qu'il ne saurait être question de confondre la défaite du CPI(M), comme résultat de sa politique mettant en œuvre celle de l'impérialiste, avec une défaite du mouvement ouvrier. Or les appareils cherchent à en convaincre les militants.

Ici une parenthèse s'impose. Si pendant des décennies, la collaboration des appareils des PC avec la bourgeoisie a pris la forme d'une part de la gestion d'un certain nombre d'Etats régionaux de l'Inde, et d'autre part d'un soutien ouvert ou non au gouvernement central, la profondeur de la crise du capitalisme et sa décomposition ont brisé cet équilibre. Le CPI(M) a ainsi été amené à prendre directement en main l'expropriation des paysans des terres pour les offrir aux multinationales. De ce point de vue, une page publiée dans un journal de Calcutta, est significative. Il s'agit de deux photos de manifestations

(2) Le bulletin *Spark* vise à « mettre en avant les luttes nationales et internationales contre l'exploitation et la barbarie capitalistes » et à « diffuser les nouvelles significatives pour la classe ouvrière d'un point de vue indépendant ».

paysannes se dirigeant vers la ville, quasiment identiques. Mais la première, en noir et blanc, prise en 1968, montre une manifestation dirigée par le CPI(M). L'autre en couleur, datant de 2009, montre une manifestation dirigée contre le gouvernement du PC.

La crise est ouverte. Un processus de recomposition se prépare dans l'ensemble du mouvement ouvrier indien. C'est pour y contribuer et aider à résoudre la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat que des militants réunis en juin 2011, à Mumbai, ont décidé de tenir, au cours de l'année 2012, une rencontre nationale vers la constitution d'une section de la IV^e Internationale en Inde.

Cela pose bien sûr de nombreuses questions et rien n'est simple. Il faudra réintégrer tous les enseignements révolutionnaires de la lutte du peuple indien, partie constitutive de la lutte de classe du mouvement ouvrier mondial (3).

Il conviendra en particulier de revenir sur les événements de 1942-1943, lorsque le mouvement révolutionnaire du peuple indien pour chasser l'impérialisme britannique fut condamné par l'appareil international du stalinisme, non pas simplement comme une leçon d'histoire, mais parce que l'écrasement du mouvement révolutionnaire de 1943 a préparé les conditions par lesquelles l'impérialisme a pu imposer la partition en 1947 (4). Or aujourd'hui, toutes les questions de la partition ressurgissent, soixante ans plus tard, avec plus de force encore. Certes, il ne s'agit pas d'attendre d'avoir mené à son terme toutes les discussions pour regrouper maintenant les militants qui considèrent qu'il est nécessaire de résoudre la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

LA LOI SUR LES ZONES ECONOMIQUES SPECIALES : UNE QUESTION CENTRALE

A chaque moment, il convient de définir les pas en avant pratiques pour lesquels ce regroupement agit. C'est ainsi que lors du VII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, des militants indiens présents comme observateurs avaient éla-

boré — avec d'autres — un appel contre la loi sur les zones économiques spéciales, posant explicitement la question du vote unanime de cette loi au Parlement — intégrant donc le vote des deux PC. Certes, de nombreux mouvements ont lieu contre la mise en place de ces zones économiques spéciales. Il y a des mobilisations paysannes, de nombreuses organisations politiques lancent des appels contre les zones économiques spéciales. Avec une répartition des rôles puisque dans les États contrôlés par le Parti du congrès, le PC soutient les mouvements de résistance, tandis que dans les États contrôlés par le PC, c'est le Parti du congrès qui les soutient. Et l'accord qui s'est manifesté au niveau central pour faire adopter cette loi est contourné par tous, car il ne faut pas soulever la question des responsabilités des appareils des PC.

C'est pourquoi il est extrêmement important que cet appel ait été contresigné par plus de deux cents militants ouvriers représentatifs à l'échelle de toute l'Inde.

Cette initiative connaîtra de nouveaux développements dans les mois qui viennent. Des rencontres se développeront entre militants sur le terrain de l'indépendance, en particulier à l'occasion de la tournée qu'il est prévu d'organiser avec des responsables syndicaux algériens et tunisiens dans plusieurs États de l'Inde. Cela, dans une situation de remontée du mouvement ouvrier indien. Un responsable syndical de Mumbai explique :

« Le 15 septembre 2010, la manifestation nationale appelée par l'ensemble des syndicats a été massivement suivie.

(3) Pour contribuer à cette réflexion sur l'histoire, les sections bengladeshi et pakistanaise ont édité en anglais un *Bulletin d'éducation* reproduisant la lettre de Trotsky aux travailleurs d'Inde ainsi que le *Manifeste de la Quatrième internationale* de 1942.

(4) Cette délimitation intègre également le bilan des regroupements du Secrétariat unifié qui ont existé en Inde. Dans une intervention au VII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, le camarade Georges Gomez, militant trotskyste indien depuis 1947, rappelait : « *Autour des années 1950, nous avons été confrontés à la politique entriste. Au début de la guerre révolutionnaire au Bangladesh, en 1971, la majorité de la section indienne du SU a soutenu Indira Gandhi. En 1975, lorsqu'Indira Gandhi a décrété l'état d'urgence et qu'une vague de répression contre le mouvement ouvrier et les syndicats s'est développée, la section du SU a soutenu Indira Gandhi en présentant cette mesure comme progressive.* »

300 000 personnes se sont rassemblées sur une plate-forme revendicative claire. Depuis, les grèves qui ont lieu ont souvent des caractéristiques nouvelles. Ainsi, dans le Kerala, une grève de quatre-vingt-deux entreprises s'est développée en solidarité avec les travailleurs d'une entreprise qui voulaient construire un syndicat face au syndicat patronal. Or ce type de grève de solidarité est interdite, même une grève d'Air India avait été déclarée illégale par la Cour suprême. Syndicats et travailleurs sont passés outre. Ils ont gagné. Une génération nouvelle se lève. »

LE WORKERS DEMOCRATIC PARTY DU BANGLADESH A TENU SON CONGRÈS

Cet équilibre instable qui voit se combiner les attaques les plus brutales contre les peuples et la résistance ouvrière, on le retrouve au Bangladesh.

Dans ce pays, les militants de la section de la IV^e Internationale sont partie prenante de l'action du Workers Democratic Party (Parti démocratique des travailleurs, PDT) du Bangladesh. Ce dernier a tenu son congrès les 14 et 15 mai 2011 (5). Le simple fait de pouvoir l'organiser fut un événement en tant que tel. Ce fut pour ce parti la possibilité de reprendre une activité politique publique à l'échelle nationale. Car en janvier 2007, la chape de plomb de l'état d'urgence avait été imposée au Bangladesh. Toute vie politique avait été suspendue. Les élections repoussées *sine die*. Durant plusieurs années, le Parti démocratique des travailleurs ne put donc avoir une activité publique organisée et n'avait pu tenir de congrès. (Au-delà des conditions objectives, la section du Bangladesh dut faire face durant cette période à des difficultés subjectives du fait de la disparition de ces deux principaux fondateurs, Tafazzul Hussain, décédé en 2007 et du dirigeant ouvrier, Iqbal Majumber, assassiné.)

Disons-le d'emblée, ce congrès fut un succès tout d'abord par le simple fait qu'il se tienne, mais également par la présence de délégués représentant toutes les régions du pays. Il fut l'occasion de la discussion politique touchant aux questions du front

unique anti-impérialiste qui dépasse le cadre du Bangladesh.

Il est nécessaire de rappeler que le Bangladesh est né d'une guerre révolutionnaire, en 1971, à l'issue d'un soulèvement contre le régime militaire pakistanais. Ce mouvement populaire qui a abouti à la constitution du Bangladesh comme pays indépendant mérite sans conteste le terme de révolution. Ce sont les travailleurs des villes, les paysans, la jeunesse (en particulier les étudiants) qui furent la force motrice de cette révolution. Ils ont payé un lourd tribut de cent mille morts pour acquérir l'indépendance contre laquelle se sont coalisées toutes les forces de la réaction à l'échelle mondiale. En effet, la constitution de la nation bangladaïsh comme Etat indépendant a soulevé des questions fondamentales pour tous les peuples de la région. Elle remettait en cause les fondements réactionnaires de la partition imposée au peuple du sous-continent indien en 1947. Cette partition avait créé une situation où le Bangladesh (partie orientale du Bengale) formait, sous le nom de Pakistan oriental, une partie du Pakistan. Ainsi, au nom de la religion, un Etat était créé avec deux territoires séparés par des milliers de kilomètres. L'indépendance acquise par le peuple bangladaïsh démontrait que la référence à la religion ne peut constituer la base d'un Etat, que la création du Pakistan était artificielle.

Dans le même temps, cette révolution de 1971 avait un contenu social, avec des exigences liées au droit du travail, au droit à la terre.

LE BANGLADESH EST NÉ D'UNE GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE

L'Etat qui émergea de cette révolution ne put se stabiliser temporairement comme Etat bourgeois qu'en combinant répression contre le mouvement qui lui avait pourtant permis d'exister et mise en

(5) Le Parti démocratique des travailleurs, constitué en 1997, est associé à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. La section de la IV^e Internationale au Bangladesh est une des composantes de ce parti.

place d'un large secteur d'Etat, mesures de protection du travail et annonce de réforme agraire. Ajoutons que cette guerre révolutionnaire, qui a donc abouti à la formation du Bangladesh comme Etat indépendant, prolongeait le combat de décennies contre le colonialisme britannique en Inde. De ce fait, le peuple Bangladeshi a une longue tradition de lutte. Les travailleurs des villes et des campagnes sont fortement structurés autour de leurs organisations syndicales ouvrières mais également paysannes. Des courants politiques sont fortement organisés. Cette histoire a encore marquée la dernière période. Au cours de l'année 2006, la mobilisation du peuple bangladeshi se développait, arrachant des succès importants. Il y avait eu la bataille pour la défense du port de Chittagong autour des mots d'ordre « *sauver le port* », « *sauver Chittagong* », « *sauver le pays* ». Mobilisation qui a contraint la multinationale américaine SSA et le gouvernement à retirer leur projet de privatisation. Puis ce fut à Dinajpur, dans le nord du pays, une mobilisation de l'ensemble de la population contre une multinationale britannique, l'Asia-energy corporation, qui entendait imposer dans une mine à ciel ouvert ses conditions de surexploitation sans limites. De plus, ce projet prévoyait d'imposer le déplacement de 50 000 personnes. Là encore la mobilisation unie avait fait reculer la multinationale. Ce furent ensuite les grèves dans les entreprises du textile. Frappés comme dans tous les pays par les conséquences désastreuses de l'accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur le textile, des dizaines de milliers de travailleurs en grève sont descendus dans la rue. Le gouvernement, comme résultat de cette mobilisation, avait été amené à décider l'augmentation du salaire minimum. Il avait été contraint de reconnaître les organisations syndicales et de négocier avec elles. C'est alors que, début 2007, pour faire obstacle à une large mobilisation populaire (qui combinait des exigences sociales pour les salaires, contre les privatisations et celle d'élections démocratiques), un gouvernement provisoire a été imposé par un coup d'Etat à froid imposant l'état d'urgence, paralysant toute vie démocratique, interdisant toute vie politique dans ce pays de cent cinquante mil-

lions d'habitants. Le mouvement ouvrier étant temporairement muselé, le processus de privatisations des quatre grandes banques d'Etat a pu reprendre en 2007-2008. Le secteur du textile a été soumis à un vaste plan de restructurations avec fermetures, concentrations et licenciements. Pour autant, même l'instauration de l'état d'urgence n'est pas parvenue à briser la résistance du peuple bangladeshi. Les grèves ouvrières dans le textile ont repris dès l'année 2009 arrachant partiellement des succès revendicatifs. Les paysans se sont également mobilisés. La peur d'une explosion sociale généralisée qui aurait eu des conséquences dans tout le sous-continent indien a amené l'impérialisme à devoir modifier son dispositif et à autoriser de nouveau des élections. Celles-ci se sont tenues en 2010 et ont porté au pouvoir la Ligue Awami (6). Cette dernière poursuit aujourd'hui la politique du précédent gouvernement. Un délégué au congrès explique :

« Aujourd'hui, le Bangladesh est menacé de destruction. Le FMI a dicté ses conditions : privatisations des entreprises de textile et vente de la production du gaz aux multinationales. Cela a déjà des conséquences sur l'augmentation du prix du gaz et de l'essence. Leur objectif, leur cible principale, ce sont nos ressources naturelles. C'est une mainmise sur notre pays. »

LA QUESTION DU FRONT UNIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE ET DE L'ALLIANCE DES QUATORZE PARTIS

Toutes les questions posées par les luttes ouvrières et paysannes ramènent invariablement à la nécessité de la lutte contre l'impérialisme.

Dès lors se pose la question de l'attitude du Parti démocratique des travailleurs à l'égard des autres partis. En effet, dans le cours du mouvement de 2006, la Ligue Awami, qui était à l'époque dans l'opposition, avait constitué

(6) La Ligue Awami : l'un des deux grands partis politiques bourgeois du Bangladesh. A son origine dans la lutte pour l'indépendance.

une alliance de quatorze partis. Elle avait proposé une plate-forme. Le Parti démocratique des travailleurs avait considéré qu'incontestablement certains des points de cette plate-forme entraient en contradiction avec la politique d'alignement sur les exigences de l'impérialisme exprimées par le FMI. En effet, on pouvait lire dans la plate-forme :

« 3. *Tout le pouvoir de l'Etat appartient au peuple (...). Le règne de la loi sera établi. Les lois liberticides seront abrogées. Le terrorisme d'Etat et les exécutions extrajudiciaires cesseront. La justice sera séparée de l'exécutif et indépendante des partis.* 4. *La souveraineté de l'Assemblée nationale sera préservée. Et le gouvernement sera responsable devant le Parlement (...).* 11. *A l'échelle du pays, les entreprises privatisées et fermées seront rouvertes. Les industries du jute, de la confection, du textile et du sucre seront protégées. Un salaire minimum sera fixé pour les travailleurs, et établi par une nouvelle loi. Il sera mis fin aux licenciements arbitraires. Les investissements étrangers feront l'objet d'une loi particulière (...).* 13. *Le programme de développement pour les femmes de 1997 sera rétabli. L'inégalité entre les sexes sera abolie (...).* 18. *Toutes les ressources naturelles, incluant le gaz et le charbon, seront développées par l'Etat pour leur meilleure utilisation. Tous les contrats de partage inégaux seront abrogés. »*

Le Parti démocratique des travailleurs avait publiquement expliqué :

« *Ces points positifs ne constituent pas par eux-mêmes une plate-forme suffisante. Mais étant un parti qui combat sans relâche pour l'unité anti-impérialiste la plus large, pour sauver le pays, nous tenons à aborder positivement toute possibilité de réaliser cette unité. Nous proposons donc trois amendements :*

— *Le Bangladesh ne peut être sauvé que s'il se libère de toute ingérence étrangère. La pire de ces ingérences est l'utilisation par les grandes institutions financières internationales de la dette externe comme moyen de piller le Bangladesh. En conséquence, la plate-forme d'action commune devrait inclure la revendication : "Annulation immédiate de la dette externe, qui n'est pas celle du peuple du Bangladesh !"*

— *Deuxièmement, il est écrit dans le texte proposé : "Le pouvoir de l'Etat*

appartient au peuple." Donc, notre amendement est : "Il faut dire clairement que, pour que cela soit réalité, le peuple du Bangladesh doit pouvoir élire ses représentants sur un mandat clair à une Assemblée constituante, au sens précis où il n'y aura aucune institution au-dessus d'elle. Une Assemblée souveraine qui aura le pouvoir de mettre en œuvre les mesures que nous discutons."

— *Troisième amendement : la plate-forme doit exiger le retour aux banques d'Etat des fonds qui avaient été accordés aux entreprises et ensuite détournés par des concessionnaires et des spéculateurs. »*

Le Parti démocratique des travailleurs a soumis ces amendements à l'Alliance des quatorze partis, en expliquant qu'il est impossible d'assurer l'ensemble des revendications avancées dans le projet de plate-forme sans rompre le lien de subordination de la nation bangladaise avec les institutions financières internationales.

Ces amendements n'ont pas été retenus. Personne ne s'y est opposé frontalement, mais, c'est un fait, ils n'ont pas été retenus.

Tout en participant à l'action commune, le PDT a regretté cet état de fait, l'a fait savoir en publiant ses propositions d'amendements et en menant campagne autour de ceux-ci.

Aujourd'hui, cette plate-forme qui ouvrait la possibilité d'un pas dans le sens de la rupture avec l'impérialisme est aujourd'hui piétinée par ceux-là mêmes qui l'avaient promue, précisément parce qu'elle pose concrètement la question des rapports avec l'impérialisme. Dès lors, la forme du combat pour le front unique anti-impérialiste change. Si du fait de la résistance du peuple, l'impérialisme a dû laisser la Ligue Awami prendre la direction du gouvernement (alors même que cette perspective l'avait amené à appuyer l'instauration de l'état d'urgence), il n'en poursuit pas moins sa politique de pillage de la nation et ses pressions contre le gouvernement bangladaise. La Ligue Awami aujourd'hui au pouvoir poursuit — non sans contradiction — la politique du précédent gouvernement. Dès lors, le Parti démocratique des travailleurs, parti indépendant, qui ne prend aucune responsabilité dans la politique du gouvernement ne saurait être associé d'une quelconque

manière à l'alliance des quatorze partis dont le principal parti est précisément la Ligue Awami. Cette question fit débat à l'intérieur du congrès. Le rapporteur explique sur ce point :

« Si nous restons dans l'Alliance, nous ne pourrions pas dire que nous travaillons pour la classe ouvrière, parce que l'Alliance ne travaille pas pour la classe ouvrière. C'est au congrès de trancher sur ce point. Nous ne pouvons pas prendre la responsabilité de l'Alliance qui est la politique du parti au pouvoir. La politique du parti a été décidée au congrès, elle vient du congrès. Nous devons prendre la décision nous-mêmes » (7).

Un délégué précise :

« Bien sûr, si sur un des points il y a accord, eh bien nous rejoindrons la mobilisation. Par exemple, si des mesures réelles sont prises en faveur des femmes par le gouvernement et que cela crée une réaction des fondamentalistes, nous soutiendrons ces mesures. »

Un délégué de Dhaka insiste :

« Je voudrais vous rappeler la résolution de notre congrès de 2005. Dans cette résolution, il était clairement établi que notre parti ne pouvait pas être affiché avec l'Alliance des partis, et que nous étions prêts à lutter sur certains points, mais nous ne pouvions pas être pour l'unité organique et permanente. C'est encore plus vrai maintenant. Notre politique est contradictoire avec l'activité de l'Alliance aujourd'hui au pouvoir. Nous devons reprendre notre liberté. La plupart des points et demandes que nous avons consignés dans la plate-forme que nous venons d'adopter dans notre congrès sont contradictoires avec la politique du gouvernement. Comment peut-on être dans l'Alliance dont le principal parti est au gouvernement ? »

«NOUS AVONS DECIDE DE NE PLUS PARTICIPER AUX REUNIONS DE L'ALLIANCE»

Le congrès se rassemblera de manière unanime sur les positions exposées dans la résolution générale :

« La crise politique du pays est allée de mal en pis. L'activité politique est

maintenant dominée par les mafias contrôlées par les exploiters. Le pays souffre d'une profonde crise financière. L'argent sale est utilisé pour jouer dans les marchés financiers. Quand nous posons cette question dans les réunions de l'Alliance, le gouvernement détourne la discussion en mettant en avant la question du procès contre les criminels de guerre et le problème des modifications constitutionnelles. Il ne se réfère jamais aux promesses faites avant les élections (...). Nous nous sommes joints à l'Alliance avec des revendications précises. Comme aucune de ces revendications n'a jamais été discutée ou réalisée, nous avons décidé de ne plus participer aux réunions de l'Alliance. »

Dans le même mouvement, le congrès a adopté une plate-forme, pour s'adresser à toutes les autres formations et appeler à l'unité d'action pour sauver la nation contre les plans de l'impérialisme. Un plan pour constituer de larges comités sur cette base a été élaboré. Il n'y a là aucune contradiction. Dans la situation mondiale marquée par la décomposition du régime capitaliste, la politique de destruction des nations menée par l'impérialisme pourrissant met au centre du combat du prolétariat des pays opprimés la lutte pour la souveraineté nationale, libérant la nation de l'oppression impérialiste. C'est pourquoi le combat du prolétariat peut réaliser conjointement avec ses objectifs spécifiques le front unique anti-impérialiste pour défendre la nation avec des secteurs de la bourgeoise (comme cela fut le cas avec la politique d'amendements à la plate-forme de l'alliance des quatorze partis de la Ligue Awami), cela sans aucune illusion et en veillant jalousement à préserver son indépendance (permettant de ne prendre aucune responsabilité dans la politique du gouvernement de la Ligue Awami qui se soumet aux exigences du FMI). Tel est le combat des sections de la IV^e Internationale cherchant à appuyer

(7) Dans un meeting de la IV^e Internationale en septembre 1998 à Paris, Tafazzul Hussain expliquait : « Nous avons joué un rôle essentiel dans le lancement et la formation d'un parti politique. Ce parti s'appelle le Parti démocratique des travailleurs. Je crois que le nom lui-même a une signification importante. Nous croyons à la démocratie et nous la mettons en pratique dans notre parti. Nous défendons la règle de la démocratie que les impérialistes tentent de réduire à néant. » Cette tradition de la démocratie ouvrière était bien vivante dans le congrès.

tout pas dans le sens de la rupture. Cela dans une situation mouvante et qui change rapidement, comme on va le constater à propos du Pakistan.

LE CONGRES DE L'APTUF, UN CONGRES POUR LA PAIX AU PAKISTAN

Dans l'introduction de cet article, il a été rendu hommage au camarade Gulzar Chaudhary. Le dernier combat mené par ce dirigeant ouvrier aura été d'assurer la tenue du congrès de la All Pakistan Trade Union Federation (APTUF), réuni à Lahore, le 28 décembre 2010, congrès qui s'est affirmé comme « *le congrès des travailleurs pour la paix, les revendications et la démocratie* ».

1 075 délégués d'organisations syndicales venus de tout le pays, du Penjab, du Sindh, du Balouchistan, du Kyber Pachtoun se sont rassemblés. C'était en soi un tour de force que d'avoir réuni un congrès de délégués ouvriers, véritablement représentatif de tout le pays dans les conditions prévalant au Pakistan.

Conditions que la camarade Rubina Jamil (aujourd'hui secrétaire générale de l'APTUF) avait résumées dans sa contribution à la Conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation, tenue à Alger, un mois auparavant :

« Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des obstacles majeurs tels que la guerre, le terrorisme, la pauvreté, le chômage et les mesures qui pèsent sur la souveraineté nationale et l'intégrité de notre territoire (...). La guerre en Afghanistan a été entamée par l'impérialisme américain mais cette guerre s'est aussi étendue au Pakistan tout entier. Elle détruit l'économie du Pakistan et ruine la stabilité du pays. Elle crée aussi une situation d'insécurité et d'incertitude (...).

C'est l'impérialisme américain qui est aux commandes et son objectif est de diviser le Pakistan en plusieurs morceaux pour servir au mieux ses propres intérêts politiques. Au nom du terrorisme, la guerre se mène entre l'armée pakistanaise et les partisans locaux dans deux provinces : celle du Nord-Ouest et celle du Balouchistan. C'est une guerre

contre le peuple et qui sert uniquement les intérêts de l'impérialisme américain (...).

Dans la Constitution du Pakistan, il existe des dispositions sur le droit du travail, mais en pratique, tout s'y oppose : moins de 25 % des salariés bénéficient du droit du travail existant... La privatisation des entreprises publiques, l'instauration de zones économiques spéciales, l'interdiction de l'organisation en syndicats et du droit à négocier des conventions collectives accroissent l'instabilité. »

Soulignons que le fait qu'aux cotés de délégués du Penjab (dont la capitale est Lahore), du Sindh (capitale Karachi), régions elles-mêmes ravagées par des actes de terreur et la ruine de l'économie, se soient retrouvés également des délégués du Kyber Pachtoun (la région frontalière avec l'Afghanistan), où la guerre règne sans partage, et du Balouchistan, où des groupes — manipulés de l'extérieur — font régner la terreur au nom de « l'autonomie » de la province, exprimait la volonté des travailleurs de tout le Pakistan, quelles que soient leur langue ou leur région d'origine, à œuvrer ensemble pour défendre leurs intérêts, inséparables de la paix et de la démocratie.

La déclaration finale du congrès mettait en avant les mots d'ordre suivants :

« Arrêt de la guerre, des opérations militaires et des attaques de drones contre la population !

— Arrêt de toute intervention étrangère dans les affaires du Pakistan !

— Respect du droit syndical dans tous les établissements publics et privés !

— Abrogation des lois anti-ouvrières limitant ce droit !

— Arrêt de la privatisation des chemins de fer et des industries d'Etat !

— Non aux diktats du FMI et de la Banque mondiale ! »

L'INTERVENTION AMERICAINE S'INTENSIFIE

Aujourd'hui, le Pakistan est menacé dans son existence même, le pays connaît un processus de dislocation. La province du Balouchistan est en fait séparée du reste du pays. Dans les derniers temps,

près de la frontière iranienne, des massacres à caractère « religieux » ont eu lieu : ils visaient les chiïtes. Il n'est pas difficile de voir à qui le crime profite...

Les récents développements au Pakistan sont directement liés à l'intervention de l'impérialisme américain, intervention dont les contradictions expriment la crise profonde de la domination impérialiste des Etats-Unis et la volonté de recourir à tous les moyens pour y faire face.

Le Pakistan, depuis sa constitution comme résultat de la partition de l'Inde, a été un protégé de l'impérialisme américain (8).

Dès les premières années qui ont suivi l'établissement du Pakistan, celui-ci a été l'une des pièces maîtresses de la stratégie américaine dans la région. Bien sûr, cette relation n'a pas été sans problème et sans conflit, notamment lorsque le Pakistan, face à l'Inde, a décidé de se doter de l'arme nucléaire. Cette relation est toutefois toujours restée solide malgré des périodes de « tensions ». L'impérialisme américain a toujours joué un jeu de balance entre l'Inde et le Pakistan, appuyant l'un ou l'autre, utilisant l'existence des deux Etats nés de la partition pour ses besoins et contre les intérêts de tous les peuples de la région. Les rapports entre les Etats-Unis et le Pakistan se sont renforcés à la fin des années 1970 lorsque le Pakistan s'est trouvé en première ligne face à l'occupation de l'Afghanistan par les forces soviétiques. C'est par le truchement de l'appareil d'Etat pakistanais — et en particulier de ses services de renseignement — que les talibans ont été créés, organisés et armés par la CIA.

Les conditions dans lesquelles le Pakistan a été constitué ont fait qu'il a toujours reposé sur un régime autoritaire dont l'état-major était la clé de voûte, même dans les périodes où existait un pouvoir civil. Après septembre 2001, le protecteur américain n'a pas laissé le choix au général Musharraf, qui, comme il l'a expliqué dans ses Mémoires, a dû, « *le revolver sur la tempe* », s'engager dans la « *guerre américaine contre la terreur* ». Le Pakistan est donc devenu un point d'appui stratégique pour l'invasion et l'occupation de l'Afghanistan.

Tous les facteurs de crise se sont depuis précipités. Le rejet populaire du régime de Musharraf, combinant les aspirations démocratiques de la masse du peuple pakistanais avec l'opposition à l'étroite subordination à l'impérialisme américain, a abouti à la mise en place d'un gouvernement structuré autour du parti de Benazir Bhutto, le Parti populaire pakistanais. Mais ce gouvernement, dans des conditions de déstabilisation interne (Benazir Bhutto avait été assassinée à la veille des élections), a poursuivi la même politique.

Depuis 2007, la situation de l'économie a continué à se dégrader. Les grands partis qui ont leurs racines dans la constitution même du pays, le parti actuellement au pouvoir sous la direction de Zardari, le mari de Benazir Bhutto, et le parti d'opposition autour de Nawaz Sharif, ne rivalisent que sur le terrain de la corruption. Formellement en retrait, l'armée reste l'arbitre.

Les relations avec les Etats-Unis se sont détériorées dans la mesure où l'armée pakistanaise tient à conserver les mains libres dans ses tractations avec les différents groupes armés islamistes, dont certains s'étaient formés avec son aide directe et le consentement des services américains. La politique des différents gouvernements pakistanais a toujours été de considérer l'Inde comme le danger principal pour l'existence du Pakistan et donc de privilégier des liens notamment avec des formations politiques en Afghanistan dans lesquelles ils voyaient un allié.

Si l'armée pakistanaise s'est montrée prête à réprimer tous les mouvements qui, se réclamant de l'islamisme, menaçaient l'Etat pakistanais, fréquemment en s'appuyant sur les revendications régionales nées de la politique de discrimination à l'égard des minorités pratiquée par le pouvoir pakistanais, elle a, par contre, toujours refusé — en dépit des pressions des Etats-Unis — de s'attaquer militairement aux mouvements d'opposition à l'occupation américaine qui utilisent les zones frontalières du Pakistan comme base arrière.

(8) Le Pakistan, constitué en juin 1947, compte aujourd'hui environ 170 millions d'habitants.

Si, pendant des décennies, l'impérialisme américain, sous les gouvernements démocrates aussi bien que républicains, a tenu à préserver l'unité du Pakistan, les choses ont changé dans le cadre de la stratégie dite du « Grand Moyen-Orient » allant du Maroc au Pakistan.

La volonté de s'assurer un contrôle plus étroit sur la région signifiait, si besoin était, de dépecer le Pakistan. C'est ainsi qu'une carte établie par l'état major américain montrait, dès 2005, un Balouchistan indépendant. Le Balouchistan, province située au sud du Pakistan, est celle où se trouve l'essentiel des réserves de pétrole avérées du pays. En 2005, un rapport du Conseil national de renseignement américain prévoyait pour le Pakistan « un scénario à la yougoslave » et ajoutait : « *Dans un climat de chaos permanent à l'intérieur, le contrôle du gouvernement central sera probablement réduit au cœur de la région du Penjab et au centre économique de Karachi.* »

Dans la dernière période, les tensions ont atteint un nouveau palier avec l'opération d'élimination d'Oussama Ben Laden, soudainement « découvert » dans la banlieue de la ville où se trouve la plus importante école militaire pakistanaise, abattu par un commando américain sans même que les autorités pakistanaises en aient été informées. Dans la même période, un agent de la CIA qui avait abattu un citoyen pakistanaise, a finalement été libéré et renvoyé aux Etats-Unis. Cette libération, prise à la suite de décisions contradictoires au sein du gouvernement pakistanaise lui-même (le ministre des Affaires étrangères avait d'abord assuré que l'assassin serait jugé au Pakistan), a provoqué une profonde colère.

En même temps, les relations avec le FMI devenaient difficiles car celui-ci exigeait du Pakistan de nouvelles mesures d'austérité pour lui octroyer le prêt qui était prévu. Cela a abouti au fait que, fin octobre, le gouvernement pakistanaise a déclaré que les conditions que le FMI voulait imposer étaient trop dures. Et, pour l'instant, les négociations sont au point mort. Le gouvernement des Etats-Unis exerce sur ce point un chantage : il a les moyens de faire aboutir ou de bloquer les négociations avec le FMI.

LA CONFERENCE DES PARTIS DU 29 SEPTEMBRE ET LA CRISE DES SOMMETS DE L'ETAT

Le 22 septembre 2011, l'amiral Mike Mullen, chef de l'état-major interarmes des Etats-Unis, a publiquement accusé les services de renseignement pakistanaise, de donner leur soutien effectif au réseau terroriste Haqqani (9) et « *d'exporter l'extrémisme en Afghanistan* ». Il a ajouté : « *Si ces terroristes continuent à tuer nos soldats, nous ne resterons pas tranquillement assis en les laissant faire.* »

Léon Panetta, secrétaire américain à la Défense, assura que tout serait fait pour protéger l'armée américaine, et le sénateur républicain, Lindsey Graham, affirmait :

« *L'Etat du Pakistan s'est engagé dans des actes hostiles à l'égard des Etats-Unis. S'il continue à encourager le terrorisme au nom de sa stratégie nationale, nous devons envisager toutes les options pour défendre nos troupes.* »

Les chefs militaires pakistanaise et les responsables des services de renseignements ont immédiatement démenti avec vigueur.

Le 29 septembre 2011, une conférence réunissant les principaux responsables du parti au pouvoir, du principal parti d'opposition, des partis islamistes ainsi que de hauts responsables des forces armées a adopté une résolution commune rejetant les accusations américaines et déclarant que « *cette conférence rejetait les affirmations sans fondement faites contre le Pakistan. Ces affirmations sont contraires à une politique de partenariat. La nation pakistanaise affirme sa pleine solidarité et son soutien aux forces armées du Pakistan pour défendre la sécurité nationale contre toute menace.* »

Le Premier ministre, Raza Gilani, a déclaré, lors de l'ouverture de cette conférence : « *Les déclarations américaines nous ont profondément choqués (...). Le Pakistan ne peut pas subir de nouvelles*

(9) Haqqani est le nom d'une tribu pachtoune qui a été donné à un réseau « islamiste » constitué avec l'aide de la CIA.

pressions. Nous devons défendre ses intérêts nationaux. »

Ce qui indique la profondeur de la crise dans les sommets de l'Etat pakistanais, c'est que le *Financial Times*, daté du 10 octobre, publiait un article d'un homme d'affaires américain, originaire du Pakistan, qui assurait avoir servi d'intermédiaire entre le gouvernement des Etats-Unis et l'ambassadeur du Pakistan pour aider le gouvernement Zadari à contrôler les forces armées et à empêcher un coup d'Etat militaire. Il est probable que la nécessité de surmonter cette crise — certainement connue par tous les responsables politiques et militaires avant qu'elle ne devienne publique — a joué dans la décision de réunir une conférence de tous les partis politiques.

La déclaration du 29 septembre 2011, déclaration sans précédent, est révélatrice à la fois des développements de la situation mondiale et du degré atteint par la crise au Pakistan même. Certes, personne ne peut faire confiance aux gouvernants actuels, ni aux chefs militaires pour qu'ils défendent sérieusement la souveraineté du Pakistan, indissociable de la souveraineté du peuple pakistanais, donc de la démocratie. Mais qu'il ait fallu faire cette déclaration correspond à une situation inédite : les responsables militaires qui ont toujours privilégié leurs liens avec l'impérialisme américain se sont trouvés face à une situation où la décomposition des relations mondiales provoquée par la crise de l'impérialisme mettait en fait leur propre existence en cause, leur demandant d'agir non comme garant de l'unité de l'Etat mais comme facteurs de la dislocation et du chaos.

LE PEUPLE VEUT LA PAIX

Le peuple pakistanais veut la paix, la paix extérieure, c'est-à-dire la fin de toute intervention étrangère, comme il veut la paix intérieure par une solution démocratique aux problèmes posés par les relations entre les diverses régions du pays.

Des militants pakistanais expliquent :

« Oui, le peuple du Pakistan veut la paix. Les travailleurs des villes, les pay-

sans, les jeunes, les femmes veulent la paix car ce sont les premières victimes de la violence et de la guerre. Le peuple pakistanais s'oppose fermement à l'intervention meurtrière de l'impérialisme américain et exige son arrêt immédiat. Les principaux partis politiques du pays ont dit ensemble que le degré d'intervention de l'impérialisme américain au Pakistan était insupportable.

Pour l'heure, le gouvernement du Pakistan n'a pas accepté les nouvelles conditions que le FMI voulait imposer pour de nouveaux prêts.

Oui, répétons-le, le peuple du Pakistan veut mettre fin à l'agression, ce qui signifie le retrait du pays de toute présence militaire étrangère.

Oui, le peuple du Pakistan rejette le contrôle du FMI et de la Banque mondiale sur son économie : les richesses de la nation doivent appartenir à la nation. Quelle est la force capable de se placer à la tête de l'action pour réaliser ces objectifs ? Le mouvement ouvrier.

C'est pourquoi il est important que le mouvement syndical regroupe dans ses rangs des travailleurs de toutes les composantes du Pakistan, indépendamment de leur langue, de leur origine, de leurs croyances religieuses. Il doit déclarer solennellement : "Le peuple du Pakistan est prêt à réaliser l'unité la plus large pour la paix et la défense de la souveraineté nationale."

Que signifie la paix ? L'annulation de tous les accords militaires avec les Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes. Le peuple pakistanais n'est lié par aucun de ces accords. Toutes les troupes étrangères doivent se retirer du territoire national, toutes les bases militaires doivent être fermées. Il n'y a pas de paix sans démocratie. Les travailleurs de tout le pays doivent pouvoir librement s'organiser et se mobiliser pour mettre fin à la guerre, pour rétablir la paix et la sécurité pour tous ceux qui vivent au Pakistan. Cela signifie des droits égaux pour tous à s'organiser, à se réunir, à présenter librement leurs positions dans tout le pays.

Le peuple pakistanais veut en finir avec la domination du FMI et de la Banque mondiale : cela implique l'arrêt immédiat de toute privatisation, cela

signifie le rétablissement de la propriété d'Etat sur tous les services publics comme, par exemple, les chemins de fer. Cela signifie avant tout l'annulation de la dette qui n'est pas celle du peuple pakistanais.

Il n'y a pas de démocratie sans respect du droit des travailleurs à s'organiser pour défendre leurs intérêts. Au premier plan s'impose le respect des droits ouvriers, la fin de toute limitation au droit de s'organiser, au droit de négociation collective et de grève. Il faut abroger tous les lois et décrets qui limitent ces droits. Il faut en finir avec l'arbitraire patronal qui chasse brutalement des entreprises les travailleurs lorsqu'ils commencent à s'organiser.

Rétablir la paix et la sécurité, c'est assurer la survie de notre peuple. C'est d'abord établir un salaire minimum de l'ordre de 16 000 roupies. C'est assurer l'emploi pour tous, ce qui implique la nationalisation de toutes les entreprises qui opèrent des licenciements.

Ces revendications immédiates du peuple travailleur sont indispensables pour assurer au Pakistan le plein exercice de la démocratie et pour garantir la paix. »

L'UNION DES PEUPLES DU SOUS-CONTINENT INDIEN A L'ORDRE DU JOUR

Le combat pour la paix, la démocratie et les revendications sociales des ouvriers et des paysans ne peut être dissocié de l'action pour l'unité et pour des relations pacifiques entre tous les peuples de la région.

Le déchaînement brutal de l'impérialisme, dans les conditions de la crise mondiale, fait resurgir sous des formes nouvelles, dans tout le sous-continent indien, les problèmes hérités de la partition. Ceux-ci trouvent une expression concentrée dans le cas du Pakistan, Etat résultant directement de la partition, mais dont, aujourd'hui, la désintégration ne ferait qu'aggraver la situation dans toute la région.

Le combat des exploités et des opprimés au Pakistan ne se sépare pas de celui mené en Inde, au Bangladesh, au Népal et au Sri Lanka. Ce que met à l'ordre du jour la résistance de tous les peuples de la région à l'agression impérialiste, au chaos qu'il organise pour tous, c'est l'union fraternelle de tous les peuples du sous-continent.

**François Forgeue
et Olivier Doriane**

La question agraire dans le sous-continent indien

La question de la terre occupe une place particulièrement importante dans le sous-continent. Au Pakistan, les paysans qui occupent les terres depuis des siècles se les voient aujourd'hui confisquer par les grands propriétaires au compte des multinationales. Par les mobilisations massives qui ébranlent le pays, les paysans disent : « *Ce sont nos terres.* » Un mouvement pour la récupération des terres s'oriente vers des manifestations en direction des villes. Ce mouvement a commencé à faire la jonction avec les syndicats ouvriers.

En Inde, on ne compte plus les révoltes des paysans contre les expulsions de leur terre en application de la loi sur les zones économiques spéciales. Les liens nécessaires pour le combat anti-impérialiste entre les mouvements paysans et la classe ouvrière sont menacés, en conséquence de la politique suivie par le CPI(M) et ses alliés.

Au Bangladesh également, les manifestations paysannes se multiplient en rapport avec la politique d'expulsion des terres imposée par les multinationales. Le Parti démocratique des travailleurs comprend en son sein des organisations paysannes. L'une d'entre elles expliquait dans un texte diffusé au congrès :

« *Depuis 1971, tous les gouvernements successifs du Bangladesh ont introduit une forme de réforme agraire, ne serait-ce que sur le papier. Mais dans la plupart des cas, les terres affectées par ces réformes se sont finalement retrouvées dans les mains de riches propriétaires fonciers comme résultat de la corruption, du jeu d'une bureaucratie et de la pauvreté des travailleurs sans terre. L'échec des réformes agraires bourgeoises confirme notre point de vue qu'une réforme agraire ne peut pas être menée avec succès sans nationalisation de la terre sous le contrôle direct des travailleurs des villes et des campagnes. Evincer les forces de la bourgeoisie du pouvoir est le préalable nécessaire à la nationalisation de la terre.*

La Bangladesh Landless Association a été impliquée dans les luttes pour la réforme agraire depuis plus de vingt ans. Nous sommes partisans d'une transformation révolutionnaire de la propriété, de l'administration et de l'usage de la terre. La terre doit être administrée avec le but d'assurer le bien-être de la majorité de la population en respectant les besoins de

l'écologie. Le système discriminatoire et exploiteur actuel de propriété de la terre doit être remplacé par une propriété équitable et par une distribution des produits agricoles également équitable (...).

La question agraire est liée aux questions nationales et démocratiques. Historiquement, il s'agit de revendications bourgeoises. Toutefois, à l'époque impérialiste, il n'est plus possible de résoudre pleinement ces questions sous le régime capitaliste. La dépendance militaire, politique et économique des semi-colonies, leur arriération sont des éléments fondamentaux de l'ordre impérialiste mondial. Il ne peut y avoir une étape de révolution agraire séparée pendant laquelle la classe capitaliste pourrait réaliser progressivement une réforme agraire. L'histoire récente montre que, dans de nombreuses parties du monde, les nationalistes bourgeois se sont refusés à prendre des mesures radicales qui auraient menacé leur alliance avec des propriétaires fonciers semi-féodaux ou avec de grands capitalistes agraires. Les principales réformes agraires entreprises — en Bolivie, au Pérou ou au Punjab en Inde — l'ont toujours été pour écarter une solution révolutionnaire du problème. Les solutions réformistes au manque de terres ne peuvent que temporairement ralentir l'appel à la réforme agraire. En fait, les mesures prises ont simplement abouti à la création d'une nouvelle couche de petits paysans — ayant besoin de crédits et de machines — qui deviennent la proie des usuriers, des banques et des riches fermiers.

Le groupe le plus désespéré qui existe à la campagne est celui des paysans sans terre et des travailleurs agricoles à qui la terre a été volée par l'oligarchie, les grands propriétaires coloniaux et la prétendue "révolution verte". Il y a plus de 600 millions de paysans sans terres dans les pays semi-coloniaux. Au Bangladesh, au Pakistan et en Inde, c'est entre le quart et la moitié de la population rurale qui est sans terre et, dans le cas de l'Amérique centrale, plus de la moitié de cette population. La majorité fait face à une situation de dénuement qui n'est parfois tempérée que par un travail saisonnier. Nombre d'entre eux émigrent dans les villes, poussés par la recherche sans espoir d'un travail. Ces paysans sans terre constituent un allié nécessaire du prolétariat. »

Les pages d'histoire de la IV^e Internationale

Hommage à Marc Bourhis et à Pierre Guéguen, fusillés par les nazis, le 22 octobre 1941

Nous reproduisons dans ce numéro de *La Vérité* des textes extraits de la brochure éditée par la section française de la IV^e Internationale en hommage à Marc Bourhis et à Pierre Guéguen, fusillés pendant la Seconde Guerre mondiale en France, à Châteaubriant, le 22 octobre 1941.

De nombreux militants ouvriers avaient été internés sur ordre du gouvernement du maréchal Pétain (gouvernement soumis aux nazis et qui administrait une partie du territoire français, l'autre étant directement placée sous le contrôle des forces occupantes). C'est parmi eux que ce même gouvernement Pétain désigna ceux qui devaient être exécutés par les forces nazies en représailles après qu'un officier allemand a été abattu.

Le 22 octobre 1941, à Châteaubriant, vingt-sept militants ouvriers étaient fusillés.

Nombre d'entre eux appartenaient au Parti communiste français (PCF). Parmi eux se trouvaient également Marc Bourhis, militant trotskyste actif depuis 1934, et Pierre Guéguen, maire PCF de la ville de Concarneau qui avait rompu avec le Parti communiste français lors de la signature du pacte Hitler-Staline en 1939, et qui menait des discussions politiques avec Marc Bourhis.

L'appareil stalinien en France décida de cacher à l'opinion publique ouvrière le fait que parmi les otages exécutés ce 22 octobre il y avait un militant de la IV^e Internationale et un militant de longue date du PCF qui, ayant rejeté le stalinisme, avait engagé le dialogue avec la IV^e Internationale. Pendant des années, Bourhis et Guéguen furent présentés comme des militants du PCF, puis comme n'appartenant à aucun parti politique. Immédiatement après la guerre, c'est par la violence que l'appareil stalinien chercha à interdire toute référence aux positions politiques de Bourhis et de Guéguen.

La brochure éditée par la section française de la IV^e Internationale rétablit les faits comme un hommage à ces camarades. Elle établit également comment ce combat s'inscrit dans l'action d'ensemble de la IV^e Internationale à travers le monde contre la guerre.

Cette brochure préparait un rassemblement organisé par les militants de la IV^e Internationale des régions des Pays de la Loire et de Bretagne.

Le 29 octobre 2011, 250 militants se sont rassemblés sur les lieux mêmes de l'exécution.

En rendant hommage à Marc Bourhis et Pierre Guéguen, la section française de la IV^e Internationale a en même temps rappelé ce qui restera dans l'histoire du mouvement ouvrier international comme un grand exemple du combat internationaliste et de la lutte contre la guerre impérialiste.

En 1943, à Brest, des militants trotskystes dont certains travaillaient à l'arsenal de la ville, prirent contact avec des marins allemands qui y étaient affectés et il se constitua alors une cellule de la IV^e Internationale formée par ces marins.

La répression nazie devait s'abattre sur ces courageux militants : onze d'entre eux furent sommairement fusillés. Puis de nombreux cadres et militants de la section française seront arrêtés, déportés, assassinés.

Dans la France occupée, c'est à partir de là qu'est édité un journal destiné aux soldats allemands, *Arbeiter und Soldat*, organe en allemand de la IV^e Internationale, qui sera publié et diffusé dans les conditions les plus difficiles jusqu'à la fin de l'Occupation.

Au rassemblement du 29 octobre 2011, la banderole portée par les militants trotskystes proclamait : « *Les sections française et allemande de la IV^e Internationale rendent hommage aux 27 fusillés de Châteaubriant. Hommage à nos camarades Marc Bourhis et Pierre Guéguen.* »

Les discours prononcés à l'occasion de ce rassemblement comme le message de la section allemande de la IV^e Internationale relient étroitement l'hommage à tous les militants victimes de la répression nazie, à tous les militants trotskystes tombés pendant la guerre, aux marins fusillés à Brest, au camarade allemand Widelin, organisateur du combat des trotskystes en Europe, torturé et assassiné par la Gestapo, et à tous les autres.



Le combat de la IV^e Internationale pendant la guerre mondiale : “Un attachement indéfectible à l’internationalisme prolétarien”

Par François de Massot

Deux guerres mondiales entraînant des millions de morts, l’anéantissement de populations entières, un cortège effrayant de destructions ont tragiquement démontré la menace que constitue, pour toute l’humanité, la perpétuation du système capitaliste.

La barbarie qu’engendre le système capitaliste en décomposition se manifeste aussi aujourd’hui dans les multiples conflits déclenchés au nom « de l’ordre mondial » et de la « *guerre contre le terrorisme* » : guerres contre les peuples utilisant les moyens de destruction les plus sophistiqués, guerres de terreur qui conduisent à la dislocation des nations, de l’Irak à la Somalie, de la Libye au Pakistan et à l’Afghanistan.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée portent l’orage* » : cette formule de Jean Jaurès, assassiné à la veille du premier conflit mondial, prend aujourd’hui plus de force encore.

Les guerres révèlent avec force les positions des différents courants politiques et ont toujours conduit à des clivages fondamentaux. Elles révèlent sans aucune ambiguïté les positions véritables des uns et des autres.

À l’origine de la scission de la II^e Internationale et de la constitution de l’Internationale communiste (la III^e Internationale) — dans la foulée de la Révolution russe d’octobre 1917 —, il y a le refus du Parti bolchevique et d’autres courants minoritaires du mouvement ouvrier international de pactiser avec la bourgeoisie au nom de l’union sacrée et

d’accepter de se faire les instruments de la boucherie impérialiste lors de la Première Guerre mondiale.

La Seconde Guerre mondiale dessina elle aussi de profondes lignes de clivage.

La jeune IV^e Internationale avait ses origines dans l’action pour la démocratie ouvrière en URSS et pour l’internationalisme ouvrier contre la politique de la bureaucratie stalinienne. La question de sa constitution avait précisément été posée après la défaite de la classe ouvrière allemande et la victoire du nazisme — prélude à la Seconde Guerre mondiale —, défaite provoquée par la direction stalinienne, vidant l’Internationale communiste de son contenu révolutionnaire et œuvrant à la division de la classe ouvrière allemande.

Face au déchaînement de la guerre impérialiste, la IV^e Internationale soulignait d’emblée que cette guerre trouvait ses racines dans le système impérialiste lui-même. Ce n’était pas sous la direction d’un impérialisme ou d’un autre que les travailleurs pouvaient vaincre le fascisme, reconquérir leurs droits, défendre les conquêtes existantes, comme celle représentée par la propriété sociale en URSS, héritage de la révolution d’Octobre que la bureaucratie n’avait pu alors démanteler. C’était au contraire en affirmant leur indépendance de classe que les travailleurs pouvaient résister : « *L’émancipation sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes.* »

La politique de la IV^e Internationale était définie dans *Le Manifeste sur la guerre impérialiste et la révolution prolé-*

tarienne internationale, du 23 mai 1940, rédigé par Léon Trotsky.

« *Indépendamment du cours de la guerre, nous remplissons notre tâche fondamentale. Nous expliquons aux ouvriers l'opposition irréconciliable de leurs intérêts et des intérêts du capitalisme, assoiffé de sang ; nous mobilisons les exploités contre l'impérialisme. Nous propageons l'unité des ouvriers de tous les pays belligérants et neutres, nous appelons à la fraternisation des ouvriers et des soldats dans chaque pays, ainsi qu'à la fraternisation des ouvriers et des soldats avec les soldats du côté opposé du front ; nous mobilisons les femmes et les jeunes contre la guerre ; nous poursuivons une préparation constante, persistante, infatigable de la révolution dans les usines, les manufactures, dans les villages, dans les casernes, au front et dans la flotte. »*

Dans l'un de ses derniers textes, au lendemain de l'invasion de la France en 1940, Léon Trotsky précisait :

« *Dans les pays vaincus, la position des masses va immédiatement être extrêmement aggravée. A l'oppression sociale s'ajoute l'oppression nationale, dont le fardeau principal est supporté par les ouvriers. De toutes les formes de dictature, la dictature totalitaire d'un conquérant étranger est la plus intolérable (...). Il est impossible de mettre un soldat armé d'un fusil auprès de chaque ouvrier ou paysan polonais, norvégien, danois, néerlandais, belge, français. Le national-socialisme n'a pas de recette pour transformer les peuples vaincus d'ennemis en amis (...). Hitler a bruyamment promis d'établir la domination du peuple allemand aux dépens de toute l'Europe et même du monde entier "pour un millier d'années". Mais selon toute vraisemblance cette splendeur ne durera même pas dix ans. »*

C'est cette orientation politique qui est à la base de l'activité des organisations trotskystes en Europe occupée. En France, *La Vérité*, éditée clandestinement depuis août 1940, écrit le 22 juin 1944 :

« *La certitude qui doit être la base d'airain de la politique de la IV^e Internationale, c'est que la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile implique nécessairement la formation de comités ouvriers qui s'opposeront, dans une période de dualité de pouvoirs, au pouvoir bourgeois et à la politique de trahison des staliniens. »*

Illégalement, *La Vérité* est diffusée dans les entreprises et les localités. Au total, 73 numéros de *La Vérité* paraîtront clandestinement de 1940 à 1945. Il existe alors plusieurs groupes de militants trotskystes. Au-delà des désaccords politiques qui peuvent les opposer, ils cherchent tous, dès le début, à s'enraciner dans la classe ouvrière, à combattre le pouvoir de Vichy et l'occupation nazie, à s'opposer au corporatisme de Pétain, à défendre les revendications des travailleurs, à aider à leur organisation et à leur combat.

Ils le font en refusant de se subordonner à la bourgeoisie, c'est-à-dire précisément, dans ce cas au Comité national de la Résistance (CNR), dont la référence explicite à l'autorité du général de Gaulle et à son gouvernement incarnait la volonté de préparer les conditions de la reconstruction de l'Etat bourgeois.

Marcel Hic, l'un des principaux dirigeants trotskystes français, arrêté, torturé par la Gestapo, puis déporté au camp de Dora, où il devait mourir, écrivait fièrement dans son dernier article, paru le 15 octobre 1943, dans *La Vérité* clandestine :

« *Nous ne sommes pas des antifascistes d'hier. Nous avons lutté pour le front unique contre Hitler en 1933 (...). Après juin 1940, nous avons relevé le drapeau de la lutte antifasciste, alors que tant de gaullistes d'à présent, éberlués, cherchaient encore leur voie entre Hitler et Churchill, alors que le Parti communiste négociait la parution de L'Humanité avec M. Abetz (1) (...) aussi avons-nous aujourd'hui le droit de parler clair. »*

« Parler clair », c'est aussi ce que faisait le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon. En tant que dirigeant du SWP, il s'était vu traduire en justice par le gouvernement américain, qui le poursuivait pour son combat contre la guerre. S'adressant, par-dessus la tête de ses juges, au peuple américain, il déclarait :

« *Il est absolument vrai qu'Hitler veut dominer le monde. Mais nous pensons que cela est également vrai pour le groupe dirigeant des capitalistes (...). Nous ne pensons pas que les soixante familles qui possèdent l'Amérique veulent enga-*

(1) Représentant des autorités nazies pour la zone occupée.

ger la guerre pour quelques principes sacrés de démocratie. Nous pensons qu'ils sont de grands ennemis de la démocratie, ici, dans notre pays » (« *Socialism on trial* »).

Se référant à la guerre qui ravageait alors toute l'Europe (1941), il disait : « *Je crois qu'il est hautement probable que si la guerre en Europe continue, alors la masse des peuples, spécialement en Europe, se chargera de mettre fin aux massacres par des moyens révolutionnaires.* » C'était là la politique de la IV^e Internationale.

C'est cette même politique qui fait qu'en août 1942, lorsque le peuple de l'Inde se soulève contre la domination coloniale britannique, la IV^e Internationale est la seule organisation qui apporte son soutien inconditionnel à la lutte du peuple indien. En 1916, pendant la Première Guerre mondiale, lorsque le peuple irlandais se dressa contre l'oppression britannique, tous ceux qui avaient partie liée avec les impérialismes anglais et français dénoncèrent la révolution irlandaise comme une trahison. Seuls, Lénine et les bolcheviks défendirent inconditionnellement le droit imprescriptible du peuple irlandais à retrouver sa souveraineté. Il en fut de même en 1942, à propos de l'Inde : au nom de l'alliance militaire entre l'URSS et l'impérialisme britannique, les stalinien en Inde et à l'échelle internationale dénoncèrent cette lutte comme un coup porté au « camp de la démocratie » affaiblissant la lutte contre l'Allemagne nazie.

Les PC indien et à sa suite l'appareil international du stalinisme appuyèrent la répression colonialiste qui s'abat alors sur l'avant-garde ouvrière et paysanne de l'Inde. Seule, la IV^e Internationale affirme au contraire que le soulèvement des masses indiennes contre le colonialisme constitue un coup terrible contre le fascisme et l'impérialisme et appelle ses sections dans le monde à se mobiliser pour la défense de la mobilisation révolutionnaire des travailleurs indiens.

C'est cette même politique qui est mise en œuvre, malgré la répression et les calomnies dont sont l'objet les militants trotskystes en France. Non sans erreurs et difficultés. Comme l'expliquait, dans une conférence prononcée le 24 janvier 1969, le camarade Pierre Lambert :

« *En 1940, quand nous apprenons la mort de Léon Trotsky, nous sommes une poignée de jeunes, qui n'ont aucune expérience, qui n'ont pas pu acquérir cette expérience et il est bien normal que nous ayons fait toutes sortes d'erreurs ; il nous a fallu assimiler le programme dans la chair et le sang, il nous a fallu en définitive payer très cher pour cela, parce qu'il n'est pas possible de faire autrement (...). Parce qu'est dure l'assimilation de la révolution prolétarienne dans la lutte des classes en apprenant ce que signifie la lutte des classes.* »

C'est dans ces conditions que les militants trotskystes qui, en France, se sont regroupés en 1943 dans une organisation unifiée, le Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale), mènent leur action, en butte à la répression sanglante du nazisme et aussi aux mensonges et aux tentatives d'extermination physique des agents staliens.

Jusque dans les prisons et les camps, ceux-ci chercheront à isoler les trotskystes, à les livrer à la pire répression, voire à les assassiner.

En pleine guerre — comme le rappelle la brochure de l'OCI *Quelques enseignements de notre histoire* —,

« *les trotskystes commencent à reconstruire l'Internationale en Europe (...). Ils n'en restent pas là ; ils s'engagent dans toute la mesure de leurs moyens dans une politique de fraternisation révolutionnaire avec les soldats allemands. Dès 1942, La Vérité consacre des éditoriaux aux premiers signes de désagrégation de l'armée allemande : mutineries, refus d'obéissance, notamment dans un sous-marin ancré à Brest. Des tracts et des journaux en allemand sont diffusés dans les casernes que les soldats allemands accueillent très favorablement. Et, à Brest, précisément, des cellules de marins allemands sont construites, mais aussi à Paris et en ex-zone libre. Ils éditent *Der Arbeiter*, puis *Arbeiter und Soldat*, organe de la IV^e Internationale.* »

Les militants de la région nantaise et de Bretagne, directement engagés dans le travail de fraternisation révolutionnaire avec les soldats allemands, paient un très lourd tribut à la répression déchaînée de l'appareil nazi.

Robert Cruau, postier à Nantes, est arrêté et abattu en octobre 1943. Georges

Berthomé, qui avait été secrétaire fédéral des Jeunesses socialistes de Loire-Inférieure et qui avait rejoint le Parti ouvrier internationaliste (POI) en 1942, est lui aussi arrêté en octobre 1943. Il meurt à Buchenwald où il avait été déporté. Yves Bodenez, ouvrier à l'arsenal de Brest, responsable d'une cellule du POI, arrêté en octobre 1943, meurt au camp de Dora.

C'est ce dur combat qui a créé les conditions pour que, lors du soulèvement révolutionnaire qui déferla sur toute la France à l'été de 1944, les militants du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) ont joué dans la classe ouvrière, dans les entreprises, un rôle qui allait bien au-delà de leur nombre. Ils ont été au premier rang des occupations d'entreprises, de la mise en place de comités ouvriers élus qui posaient la question du pouvoir politique et celle de la propriété privée des moyens de production.

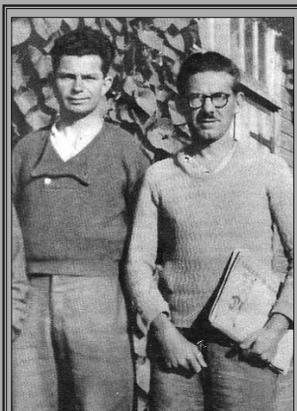
S'opposant à la politique de restauration de l'Etat bourgeois, pleinement soutenu par la direction du PCF, ils ont combattu pour que se réalise ce qui était contenu dans cet immense mouvement, la volonté du peuple travailleur de décider, de radicalement transformer la réalité

politique et sociale, de mettre fin à l'exploitation.

Fidèle à l'internationalisme prolétarien, c'est contre l'impérialisme français que le PCI se prononça sans ambiguïté pour le droit du peuple algérien à décider de son sort, à en finir avec l'oppression colonialiste. Le 8 mai 1945, lorsque se termine la guerre en Europe les manifestations de joie ont lieu dans toutes les capitales. En Algérie, ces manifestations sont l'occasion d'affirmer le droit à l'indépendance. Une sanglante répression se déchaîne alors contre le peuple algérien, des massacres sont perpétrés par les colonialistes en particulier à Sétif et à Guelma.

Répression à laquelle la direction du Parti communiste français — qui participaient au gouvernement du général de Gaulle — donna son appui, allant jusqu'à traiter d'agents des nazis les nationalistes algériens. Seul, le PCI dénonça immédiatement cette répression et appela à la solidarité avec le combat légitime du peuple algérien pour son indépendance.

Comme l'affirmait Pierre Lambert, « *c'est cet attachement indéfectible à l'internationalisme prolétarien qui a permis de préserver le programme de la IV^e Internationale et d'en assurer la transmission* ».



**Hommage
à Marc Bourhis
et Pierre Guéguen**
fusillés à Châteaubriant
le 22 octobre 1941

**Les militants des régions
Bretagne et Pays de la Loire du Courant
communiste internationaliste du POI
avaient organisé un rassemblement
à la carrière de la Sablière,
à Châteaubriant (Loire-Atlantique),
le 29 octobre, pour rendre hommage
à Marc Bourhis et Pierre Guéguen.
A l'occasion de cette commémoration,
une brochure qui revient sur le par-
cours de ces deux militants
a été éditée et est disponible au prix
de 3 euros (en vente à la SELIO).**

Homage à nos deux camarades Marc Bourhis et Pierre Guéguen, fusillés le 22 octobre 1941

Le 22 octobre 1941, vingt-sept militants ouvriers sont fusillés à Châteaubriant. Ils avaient été désignés, parmi les détenus de ce camp, par les autorités de Vichy. Ces derniers répondaient à une demande du commandement allemand exigeant l'exécution d'otages en représailles après qu'un officier allemand eut été abattu par les FTP.

Parmi ces vingt-sept fusillés, nombre de cadres et de responsables syndicalistes appartenaient au PCF, comme, par exemple, Jean-Pierre Timbaud, Jean Poulmarch, Maurice Tenine, ainsi que le militant des Jeunesses communistes Guy Mocquet, alors âgé de 17 ans.

Parmi eux, se trouvaient aussi l'instituteur trotskyste Marc Bourhis, militant de la IV^e Internationale, et Pierre Guéguen, membre, dès sa fondation, du Parti communiste français, qui s'était ensuite opposé à sa politique et avait rompu avec lui lors de la signature du pacte Hitler-Staline.

Après les avoir calomniés de leur vivant, l'appareil stalinien du PCF a, pendant des décennies, cherché à cacher l'appartenance de Marc Bourhis à la IV^e Internationale et la rupture de Pierre Guéguen avec le PCF. Ce n'est que le 18 octobre 2003 qu'un article de *L'Humanité*, signé Jean Morawski, reconnaissait clairement l'existence, parmi les vingt-sept fusillés de Châteaubriant, de l'instituteur trotskyste Marc Bourhis et de Pierre Guéguen, militants opposés au stalinisme.

Nous revenons ici sur les parcours militants de Marc Bourhis et Pierre Guéguen. La vie militante de ces deux hommes qui furent liés par une profonde amitié se confond avec l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire au lendemain de la Première Guerre mondiale : la fondation du Parti communiste, section française de l'Internationale communiste,

la constitution de l'Opposition de gauche et enfin de la IV^e Internationale.

1920 : PIERRE GUEGUEN, MILITANT DU PARTI COMMUNISTE (SECTION FRANCAISE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE)

Né le 18 août 1896 à Quimerch, dans le Finistère, Pierre Guéguen appartient à la génération entraînée dans la tourmente de la Première Guerre mondiale. Mobilisé en 1916, il sera toujours marqué par les horreurs de la guerre impérialiste. En 1919, encore officier, avec le grade de lieutenant, il adhère à la SFIO. En 1920, il suit la majorité qui forme le tout jeune Parti communiste.

Dans la décennie qui suit 1920-1930, Pierre Guéguen devient un militant révolutionnaire actif et déterminé. Il fonde à Quimperlé, où il exerce comme instituteur, une section de l'Association républicaine des anciens combattants, tout en militant dans la fédération unitaire de l'enseignement de la CGT unitaire. Devenu professeur de mathématiques à Lorient de 1924 à 1926, il est nommé à l'école primaire supérieure de Concarneau. C'est dans cette ville qu'il va devenir un dirigeant communiste très populaire. L'historien Marc Morlec, citant le commissaire de police de l'époque, nous apprend : « *M. Guéguen tous les jours sur les quais, dans les cabarets, sème le virus communiste parmi les pêcheurs et les ouvriers d'usines de conserves. Il participe activement aux mouvements revendicatifs.* » L'influence de Pierre Guéguen s'accroît encore lors de la grève des ouvriers du bâtiment de Concarneau. Le même commissaire de police considère qu'il est à l'origine de cette grève. Il observe : « *Pierre Guéguen a visité le 16 décembre 1928 individuellement chaque chantier (...). C'est grâce à*

lui que la grève a été votée (...) la popularité de Guéguen s'accroît de jour en jour et son action persuasive finira par grouper sous la bannière rouge la plupart des travailleurs de l'agglomération de Concarneau.»

Grève longue, grève dure. Le 10 janvier 1929, les forces de l'ordre chargent à cheval les manifestants dans les rues de Concarneau, mais les ouvriers grévistes ne lâchent pas et ce sont les patrons qui, le 2 février 1929, cèdent aux revendications ouvrières.

Cette lutte victorieuse lui donne une grande notoriété. Aux élections municipales de 1929, Pierre Guéguen est élu conseiller municipal avec trois autres communistes. C'est lui qui a obtenu le plus grand nombre de voix, toutes listes confondues ! Ses talents oratoires, ses actions constantes dans les luttes ouvrières, son courage, font de Pierre Guéguen le dirigeant communiste reconnu aussi bien auprès des marins-pêcheurs que des paysans dans la région concarnoise.

Il est par ailleurs reconnu dans toute la Bretagne ouvrière, assumant des responsabilités régionales dans le PCF après le départ de Charles Tillon.

1930 : PIERRE GUEGUEN RECRUTE MARC BOURHIS AU PARTI COMMUNISTE (SFIC)

Marc Bourhis est né à Lézardrieux, Côtes-du-Nord, le 16 février 1907. Il réussit le concours de l'école normale de Quimper en 1923. A sa sortie, en 1926, il est nommé instituteur à Trégunc, près de Concarneau, et dirige le courant syndical de l'École émancipée. Pierre Guéguen, de onze ans son aîné, le rencontre dans leur activité syndicale au sein de la fédération unitaire de l'enseignement de la CGT. Les familles de Pierre Guéguen et de Charles Bourhis, sympathisant socialiste et père de Marc Bourhis, sont voisines à Concarneau. L'estime, l'amitié, lient ces hommes, ces militants ouvriers. C'est tout naturellement que Pierre Guéguen recrute au Parti communiste, en 1930, Marc Bourhis, le fils, de son camarade et ami Charles Bourhis.

1930 A 1933 : PIERRE GUEGUEN, MARC BOURHIS ET L'OPPOSITION DE GAUCHE INTERNATIONALE AU SEIN DE LA III^e INTERNATIONALE COMMUNISTE

Les deux révolutionnaires communistes n'acceptent pas le cours imposé par la bureaucratie stalinienne à l'Internationale communiste. En Allemagne, la direction du PCF, guidée par Staline, mène une politique de division systématique des rangs ouvriers en qualifiant la social-démocratie de « social-fasciste ». La politique du stalinisme ira jusqu'à affirmer qu'« *il ne faut pas que l'arbre du nazisme cache la forêt de la social-démocratie* ». Contre cette politique criminelle, Léon Trotsky multiplie les alertes et appelle à l'unité d'action des rangs ouvriers pour barrer la route au fascisme. Pierre Guéguen appuie cette position de Trotsky. L'appareil du stalinisme cherche à étouffer ce débat international. Ce qui amène Pierre Guéguen à prendre position pour la défense de la démocratie ouvrière et le respect de tous les points de vue dans le mouvement ouvrier.

Il signe une pétition, le 19 novembre 1931, avec plusieurs instituteurs communistes. Celle-ci est explicite : « *Considérant que les centristes (il s'agit à l'époque des partisans de Boukharine — NDLR) et l'opposition communiste de gauche, sur le plan national comme sur le plan international, n'ont pas quitté les positions théoriques du communisme (...) qu'ils ont été exclus pour les désaccords concernant l'application pratique de l'idéologie communiste (...). Que leur exclusion a été faite mécaniquement, en violation de la démocratie (...). Demandent la réintégration des centristes et de l'opposition communiste de gauche dans le Parti communiste et dans l'Internationale.* »

La pétition est envoyée à *La Vérité*, journal trotskyste de l'Opposition de gauche en France et à *L'Humanité*. Le 20 décembre 1931, l'organe du PCF se décide à publier la pétition, en la faisant précéder d'un commentaire dans le plus pur style stalinien, sous le titre « *Ecrasons les renégats* ».

Les pétitionnaires sont sommés de se soumettre à la ligne du parti, qui « *ne per-*

mettra à aucun de ses membres de prendre la défense des renégats qui furent exclus pour avoir été démasqués comme contre-révolutionnaires ». On demande alors aux signataires une autocritique publique. Certains obtiennent. Pas Pierre Guéguen qui maintient sa position et son droit à la critique. Cela le rapproche de son jeune camarade Marc Bourhis. Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, de Jacques Maitron, note : « *Pierre Guéguen connu assez bien les écrits de Trotsky si l'on en juge par son article sur le fascisme allemand paru dans le bulletin syndical en avril 1933. Guéguen y cita en exergue Trotsky "qui, depuis 1930, avait jeté le cri d'alarme et indiqué à la classe ouvrière organisée les moyens propres à empêcher l'avènement du fascisme allemand"* ». L'influence du jeune trotskyste Marc Bourhis sur son aîné est claire.

1933 : MARC BOURHIS QUITTE LE PARTI STALINIEN ET REJOINT LE MOUVEMENT POUR LA IV^e INTERNATIONALE

Analysant les conséquences de la politique criminelle du stalinisme qui a abouti à la défaite sans combat du plus puissant prolétariat d'Europe, Léon Trotsky dégage de nouvelles perspectives d'organisation pour le mouvement ouvrier international et s'engage dans le combat pour la IV^e Internationale.

Le 30 janvier 1933, il écrit : « *Le stalinisme en Allemagne a eu son 4 août (...). Le communisme allemand ne peut renâître que sur une nouvelle base et avec une nouvelle direction.* » Marc Bourhis a alors 26 ans. Il s'engage dans ce combat difficile pour la IV^e Internationale. Pierre Guéguen, lui, reste au Parti communiste, où son immense popularité le protège, pour un temps, des menaces d'exclusion de l'appareil stalinien.

En février 1934, la mobilisation de la classe ouvrière impose le front unique aux directions du PCF et de la SFIO. A Paris, le 12 février, les deux cortèges distincts du PCF et de la SFIO fusionnent en un seul. L'étape suivante verra la direction du PCF chercher à dévoyer l'unité ouvrière par la stratégie du « Front populaire », en constituant une alliance avec le grand parti bour-

geois qu'est alors le Parti radical.

Dans ce contexte, la direction du PCF accepte que Pierre Guéguen soit candidat du parti aux élections. En octobre 1934, le voilà conseiller général du département finistérien. En 1935, aux élections municipales, il remporte sa plus belle victoire. Quatorze conseillers municipaux communistes et six socialistes l'élisent maire de Concarneau. Charles Bourhis sera alors maire adjoint. La radicalisation ouvrière s'empare de Concarneau. En juin 1936, lors des élections législatives, Pierre Guéguen, arrivé en tête, se voit opposer au second tour le maintien du candidat radical Pouchus présenté au nom du Front populaire. Ce dernier l'emporte. Malgré tout, le 12 juin 1936, des milliers de manifestants ouvriers défilent dans Concarneau. Pierre Guéguen, maire de la ville, organise le ravitaillement des grévistes et élève au rang de citoyen d'honneur le secrétaire du Parti communiste allemand, Ernst Thaelmann, enfermé dans un camp de concentration nazi où il périra. A son initiative encore, 1 500 Concarnois signent un manifeste apportant leur soutien à la République espagnole en guerre contre le *pronunciamiento* du général Franco.

27 DECEMBRE 1937 : MARC BOURHIS ORGANISE UN IMPORTANT MEETING DU PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE A CONCARNEAU

En 1937, cela fait un an que les procès de Moscou ont commencé déversant d'immondes calomnies sur les trotskystes qualifiés d'hitléro-trotskystes. Ils conduiront à la liquidation des dirigeants du Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, à celle du commandement de l'Armée rouge, ainsi décapitée. En Espagne, Andrés Nin, dirigeant du POUM, est enlevé, torturé et exécuté par les agents de Staline, comme des milliers de trotskystes et de militants ouvriers de toutes tendances, en URSS et dans le monde. C'est alors que se tient un important meeting trotskyste à Concarneau la Rouge. Sous la présidence de son ami et camarade Marc Bourhis, le maire, Pierre Guéguen, y participe. Il y présente sa position comme militant du PCF.

Nul doute que cet exemple de démocratie ouvrière ne dut pas satisfaire les stalinien zélés.

En 1938, Léon Trotsky écrit : « *Ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable avant-garde révolutionnaire de quelques milliers d'hommes, comprenant clairement la situation, complètement affranchis de l'influence de l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise (...) et disposée à aller jusqu'au bout. Une telle avant-garde saura trouver le chemin des masses (...).* » Marc Bourhis s'inscrit dans cette perspective et entre au Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) de Marceau Pivert, constitué à partir d'une tendance de la SFIO, la Gauche révolutionnaire.

En avril 1939, pour combattre la menace de guerre, il organise des réunions publiques du PSOP à Concarneau, à Trégunc et dans d'autres localités du Finistère, toujours avec le soutien du maire. La guerre éclate quatre mois plus tard. Le PSOP disparaît.

SEPTEMBRE 1939 : PIERRE GUEGUEN, ALORS MAIRE DE CONCARNEAU, ROMPT AVEC LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

En septembre 1939, Marc Bourhis est mobilisé dans une caserne à Brest, dont le surnom est « le Bagne », il est ensuite muté en mai 1940, à Quimper, au 137^e régiment, comme élément suspect. Libéré à la suite de la débâcle de juin 1940, il reprend sa classe à Trégunc. Il renoue alors des contacts de plus en plus fréquents avec Pierre Guéguen qui, entre-temps, a rompu avec le PCF.

C'est en effet lors du conseil municipal du 1^{er} septembre 1939 que Pierre Guéguen, alors maire de Concarneau, condamne le pacte germano-soviétique signé le 23 août. Pour lui, cet accord accélère la venue de la Seconde Guerre mondiale. Sa prise de position déclenche une violence verbale et physique de la part des conseillers municipaux stalinien qui l'insultent en le qualifiant de « lâche et de dégonflé ».

A ce propos, le petit-fils de Marc, Gilles Bourhis (membre du Parti ouvrier indépendant), rappelle que c'est son arrière-grand-

père, Charles Bourhis, qui a protégé Pierre Guéguen des stalinien qui voulaient lui casser la figure.

Pierre Guéguen peut ainsi quitter indemne la salle du conseil municipal. La rupture entre Pierre Guéguen et le PCF est complète. Les dirigeants stalinien diffusent un tract annonçant que Pierre Guéguen n'a plus rien de commun avec le parti (c'est sûr) et le communisme (c'est faux, comme on va le voir). Incorporé le 5 septembre 1939, pour la deuxième fois, à Quimper, comme tous les élus communistes, il est déchu de tous ses mandats par le décret Daladier voté le 10 février 1940 par la Chambre issue du Front populaire. A des conseillers socialistes qui souhaitent intercéder en sa faveur, car il a rompu avec le PCF, il déclare que s'il est antistalinien, il reste communiste. De plus, le préfet Angéli, craignant « *la présence d'un lieutenant communiste à Quimper* », obtient sa mutation à Guingamp, en mai 1940. Après l'armistice, le préfet demande au ministre de l'Education nationale la mutation de Guéguen dans un autre département. En fait, il est révoqué comme communiste et doit survivre en proposant des leçons particulières de mathématiques. Avec l'hostilité des stalinien et de la bourgeoisie concarnoise, les élèves se font rares.

1941 : PIERRE GUEGUEN, COMMUNISTE ANTISTALININ RETROUVE LE TROTSKYSTE MARC BOURHIS, MILITANT DE LA IV^e INTERNATIONALE

Le 22 juin 1941, l'Allemagne nazie attaque l'URSS. Tous les pronostics de Trotsky sont malheureusement vérifiés. Un tournant s'opère dans la situation mondiale et il modifie l'attitude et les positions du PCF. Les militants communistes l'apprennent avec soulagement.

Marc Bourhis et Pierre Guéguen se retrouvent, le 23 juin, au café *Chez Arthur*, à la pointe de Trévignon, et improvisent un meeting devant une cinquantaine de clients.

La semaine suivante, le 2 juillet, ils sont arrêtés par les autorités françaises pétainistes et internés au camp des prisonniers politiques de Choisel (Loire-Inférieure). Le sous-lieutenant de gendarmerie Touya qui

assure la fonction de commandant du camp déclare aux internés : « *Ne croyez pas que les mesures disciplinaires soient le résultat des récentes évasions ni de l'entrée en guerre de l'Allemagne contre la Russie. J'ai ordre de vous garder et je vous garderai. Vous n'êtes d'ailleurs pas les premiers ! J'ai eu affaire aux Espagnols rouges à Argelès et à Gurs. Je les ai matés. Aucun d'entre eux n'a filé. Il en sera de même ici...* »

Et pourtant Marc Bourhis aurait pu, à plusieurs reprises, s'évader du camp. Le Dictionnaire du mouvement ouvrier, le Maitron, explique en effet : « *Marc Bourhis avait la possibilité de s'évader facilement, le juge d'instruction Fichout de Châteaubriant le connaissant personnellement et l'estimant. Sous le couvert de l'instruction, il le fit venir dans son cabinet, où Alice, l'épouse de Bourhis, vint déjeuner avec eux et put converser longuement en toute liberté. Le juge, qui fut déporté par la suite à Mauthausen et y périt, lui offrit de ne pas rejoindre le camp avec la complicité d'un gendarme qui était consentant.* »

Marc Bourhis refusa, car il craignait des représailles contre sa famille et sa jeune épouse, mère de leur enfant âgé de 7 ans. Il est également certain qu'il ne voulait pas laisser seul son ami et camarade Pierre Guéguen en butte à la calomnie et à l'hostilité des staliniens qui les avaient mis en quarantaine à l'intérieur du camp.

On sait maintenant que des responsables staliniens, décidés à ne pas laisser s'exprimer des positions contraires aux leurs, poursuivant leur « chasse aux trotskystes », ont, dans les prisons et les camps, persécutés les militants de la IV^e Internationale, piétinant les principes les plus élémentaires de la solidarité face aux geôliers.

C'est ainsi que Gérard Bloch, militant de la IV^e Internationale, condamné à 12 ans de travaux forcés par un tribunal militaire de Vichy et détenu à la centrale pénitentiaire d'Eysses, fut menacé de mort par des responsables staliniens. Il en fut de même pour son camarade Wilebaldo Solano, dirigeant du POUM, enfermé dans la même prison. Pendant toute une période, ils ne dormirent jamais en même temps, se relayant pour se protéger mutuellement d'une agression.

Dans la prison du Puy, le militant trotskyste Salini est conduit au bord de la folie par la « quarantaine » et les provocations que lui font subir les staliniens.

En octobre 1943, les FTP s'emparent de la prison du Puy et emmènent les prisonniers qui s'y trouvaient au maquis. Parmi eux, les cinq militants trotskystes détenus dans la prison du Puy (Demazière, Salini, Reboul, Sadek et Blasco). De ce groupe de militants trotskystes, seul Demazière échappera à la mort. Les quatre autres ont été exécutés. Blasco était le pseudonyme de Pietro Tresso, l'un des fondateurs du Parti communiste italien, délégué au IV^e Congrès de l'Internationale communiste en 1922, et qui, en 1930, avait rejoint les rangs de l'Opposition de gauche internationale conduite par Léon Trotsky. Les inquiétudes de Marc Bourhis étaient donc fondées.

En septembre 1941, suite à une ordonnance nazie, les deux hommes sont transférés à la baraque n° 19, dite « des otages ». En effet, c'est là que sont parquées les personnes qui devront être fusillées, si l'on s'en prend aux troupes d'occupation. Marc Bourhis écrit une lettre à sa famille le 4 octobre : « *Notre nouvelle baraque, la baraque des intellectuels, porte le n° 19, elle est mieux située et bien ensoleillée.* » Soucieux de ne pas l'inquiéter, il lui a caché l'autre nom de cette baraque.

Après l'agression contre l'URSS, le PCF s'engage dans la résistance à l'occupant nazi. Mais il le fait en subordonnant le combat de la classe ouvrière aux nécessités de l'alliance avec les gaullistes, sur une ligne nationaliste et chauvine. L'expression de cette ligne s'exprimera avec force en 1944, lorsque *L'Humanité* titre : « *A chacun son boche* ».

A l'opposé de cette politique, les militants trotskystes en France, qui ont publié, clandestinement, dès août 1940, *La Vérité*, n'oublent pas que les soldats allemands sont aussi des ouvriers sous l'uniforme et qu'ils peuvent être gagnés à la lutte révolutionnaire.

Le 20 octobre 1941, à Nantes, un détachement FTP abat le lieutenant-colonel allemand Hotz. Le lendemain, le commandant des troupes d'occupation en France déclare : « *En expiation de ce crime, j'ai ordonné de faire fusiller 50 otages.* » Les autorités de Vichy et, en particulier, le

ministre de l'Intérieur, Pierre Pucheu, désignent ceux qu'ils considèrent comme les internés communistes les plus dangereux, dont Pierre Guéguen et Marc Bourhis. Leur sort est scellé.

Le mercredi 22 octobre 1941, à 15 h 30, Marc Bourhis et Pierre Guéguen sont extraits du camp, avec 25 autres otages, pour être fusillés dans la carrière de la Sablière, à quelques kilomètres de la ville de Châteaubriant. En trois groupes de neuf, à 15 h 50, 16 heures et 16 h 10, l'ensemble des otages, les mains libres et les yeux non bandés, est exécuté par un détachement SS.

Marc Bourhis avait 34 ans et militait depuis ses 23 ans. Son camarade et ami Pierre Guéguen avait, lui, 45 ans et militait aussi depuis ses 23 ans. Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier conclut son article sur Marc Bourhis : « *Dramatique destin : tandis que l'on conduisait Marc Bourhis sur les lieux de son exécution, parvenait à l'administration du camp l'ordre de sa mise en liberté, résultat, sans doute, des démarches du maire radical-socialiste de Trégunc, Carduner, qui avait attesté que les accusations portées contre lui étaient erronées.* » Ce qui allait à l'encontre du rapport du commissaire des renseignements généraux du 14 octobre 1941 qui présentait Marc Bourhis « *comme l'âme du Parti révolutionnaire dans sa commune* » et concluait « *qu'il n'a pas renié ses convictions et que sa présence dans la région de Concarneau est parfaitement indésirable* ». Le souhait du commissaire de la police de Vichy fut exaucé par les SS de Stulpnagel.

MARC BOURHIS ET PIERRE GUEGUEN : MENSONGES ET VERITE

Calomniés, insultés, menacés physiquement la veille par l'appareil stalinien, Marc Bourhis et Pierre Guéguen furent récupérés comme des martyrs, des patriotes communistes, par le PCF, après la guerre. Et cela jusqu'en 2003 !

Pourtant le Parti communiste internationaliste, issu de la fusion en 1944 du POI de Marc Bourhis, du CCI de Pierre Salini et du groupe Octobre, avait cherché, après guerre, à rétablir, non sans difficultés, la vérité sur les deux hommes.

Le 19 octobre 1945, se tint à Concarneau un meeting du PCI avec, à la tribune, Charles Bourhis, le père de Marc Bourhis, l'ami de Pierre Guéguen. Se trouvaient aussi à ce meeting les veuves de Pierre Guéguen et Marc Bourhis, ce qui n'empêcha pas les staliniens, fidèles à leurs méthodes de gangsters, de perturber violemment le meeting.

Quelque temps plus tard, le 6 décembre 1945, à l'occasion de l'inhumation des corps de Bourhis et Guéguen au cimetière de Concarneau, Alice Bourhis et le PCI apposèrent une plaque à la mémoire de Marc qui ne tarda pas à disparaître. De même, en août 1945, le PCI, section française de la IV^e Internationale, avait apposé une plaque à la carrière de la Sablière de Châteaubriant à la mémoire de Marc Bourhis. Quinze jours plus tard, Alice Bourhis, son épouse, constata sa disparition. Cette plaque était évidemment incompatible avec la plaque officielle affirmant que les 27 otages étaient membres du PCF.

Aujourd'hui, soixante-dix ans après la mort de Marc Bourhis, notre initiative, cette brochure, réaffirmer la vérité qui avait été établie dès 1945 par les publications du PCI : Marc Bourhis était un militant révolutionnaire trotskyste de la IV^e Internationale. Pierre Guéguen, militant communiste de la première heure, opposé à la politique du stalinisme, avait publiquement rompu avec le PCF. Il s'était encore rapproché politiquement des positions de Marc Bourhis dans les derniers mois de sa vie.

Les conditions de son emprisonnement font qu'il n'est pas possible d'établir s'il avait formellement ou non rejoint les rangs de la IV^e Internationale. Une chose est certaine : c'était un militant communiste antistalinien qui, jusque devant le peloton d'exécution, a politiquement mené le même combat que le militant trotskyste Marc Bourhis !

Leur combat s'est inscrit dans le combat d'ensemble des militants de la IV^e Internationale, contre la terreur nazie, pour l'internationalisme ouvrier. Hommage !

Philippe Larsimont (1948-2011)

Philippe Larsimont, dirigeant de l'Organisation socialiste internationaliste (OSI), section belge de la IV^e Internationale et membre du conseil général de la IV^e Internationale, nous a quittés le 30 août dernier.

Délégué syndical durant des années, combattant révolutionnaire durant toute sa vie, il s'est attaché à la mise en œuvre d'une politique de front unique et a largement contribué à rassembler des militants ouvriers et des syndicalistes dans le Mouvement de défense des travailleurs (MDT) puis dans le cadre du Comité contre la Constitution européenne et enfin dans le Comité Unité-Eenhheidscomité, tout en poursuivant une politique de renforcement de l'OSI.

Accordant une place importante à la question nationale, il a contribué à la réflexion sur ces questions. En 1991, à la question posée : « *Y a-t-il, y a-t-il eu une nation belge ?* », il insiste, dans *La Vérité* (1), s'appuyant sur Lénine et Engels, sur deux caractéristiques fondamentales de la nation : l'Etat et la langue. Il poursuit : « *Pour la Belgique, c'est dans l'Etat français que "Belges" et Liégeois se trouvent pour la première fois unis. C'est contre l'amalgame avec la Hollande après 1815 que va se créer une "unité belge"* », tout en pointant les « *deux tares* » qui vont déchirer l'Etat belge : l'absence de démocratie - se matérialisant en particulier dans l'absence d'expression de la volonté populaire et dans la puissance politique de l'Eglise et les limitations à la souveraineté belge, la bourgeoisie utilisant la langue française quand la majorité de la population parle différents dialectes flamands. Ne sous-estimant pas l'oppression dont ont été victimes les travailleurs flamands, il poursuit : « *Si le mouvement flamand est d'abord un mouvement linguistique d'origine petite-bourgeoise, il acquerra ensuite un contenu beaucoup plus directement social que la bourgeoisie et l'Eglise d'efforceront de canaliser (...). Le mouvement wallon prendra lui un contenu de masse sur un terrain directement social (...) où il sera avant tout porté par le mouvement syndical* ».

Ce qui a amené Philippe à utiliser fréquemment la formule : « *S'il y a plusieurs peuples en Belgique, il n'y a qu'une seule classe ouvrière* » et à donner toute sa place au combat pour la défense de l'unité de la classe ouvrière belge, de ses conquêtes - notamment



la Sécurité sociale - et de sa principale organisation, la FGTB. Ce combat prendra une acuité particulière en octobre 1996, quand la classe ouvrière belge se dresse contre les institutions, les rendant responsables des graves manquements de la justice lors de l'affaire Dutroux (2) et provoquant l'irruption des masses sur la scène politique. Du nord au sud du pays, c'est un déferlement, un soulèvement national qui repousse toutes les tentatives de division commu-

nautaire. Cette situation est le point de départ de l'article écrit par Philippe dans *La Vérité* (3) - dont nous publions ci-dessous de larges extraits - afin de mettre en évidence la résistance de la classe ouvrière à la volonté de l'impérialisme de démantèlement de l'Etat belge, comme cadre national garantissant les conquêtes sociales et démocratiques.

Le 2 septembre dernier, de nombreux militants ouvriers belges, les camarades de la section belge ainsi qu'une délégation du secrétariat international étaient présents, à Liège, pour rendre à Philippe Larsimont un dernier hommage et apporter un témoignage de sympathie à sa fille et à ses proches. Mais le meilleur hommage qui puisse lui être rendu est celui qui consiste à poursuivre, sans relâche, le travail de construction et de regroupement qu'il a réalisé. C'est la tâche à laquelle s'attellent les camarades de la section belge de la IV^e Internationale.

Christel Keiser

(1) Monarchie et question nationale en Belgique, *La Vérité*, n° 3, décembre 1991.

(2) En août 1996, Marc Dutroux et ses complices enlèvent et assassinent quatre fillettes. Rapidement, il apparaît que Dutroux était soupçonné et surveillé par les forces de police depuis le début de la séquestration des enfants, un an plus tôt, et que l'enquête n'avait pas été menée avec tout le soin nécessaire par la justice. La même année, à la suite d'un nouvel enlèvement de deux adolescentes, un magistrat, le juge Connerotte, retrouve la trace des deux jeunes filles. Elles sont libérées, mais les corps des quatre autres sont retrouvés. Au motif qu'il participe à un souper de soutien aux parents des enfants assassinés, le juge est dessaisi le 14 octobre. Cette décision précipite les travailleurs dans la rue, aboutissant, le 20 octobre, à une manifestation gigantesque devenue la « Marche blanche ».

(3) Belgique : la classe ouvrière contre la dislocation du pays, *La Vérité*, n° 27, janvier 2001.

Extraits de "Belgique : la classe ouvrière contre la dislocation du pays"

(La Vérité, n° 27, janvier 2011)

(...) Le soulèvement est national. Alors que l'habitude veut que, dans les médias, on disserte à n'en plus finir sur les différences dans le degré de mobilisation sociale entre la Flandre et la Wallonie, ici rien de tel. La force immense du mouvement impose le silence aux tentatives de diviser le mouvement sur des critères de « communauté ». « *On disait les Wallons combattifs et vite enflammés, les Flamands posés et raisonnés. Du Nord au Sud, on lance, spontanément, les mêmes actions, comme si la révolte était une culture commune.* » (Le Soir). Michel Molitor, vice-recteur de l'université catholique de Louvain, commente : « *On ne peut qu'être frappé par le caractère très collectif de l'expression de révolte. Ce sont les ouvriers de toute une usine qui déposent l'outil, c'est l'ensemble des chauffeurs du Tec qui vont à la rencontre des magistrats.* » Une chose est certaine : la colère des travailleurs n'est pas l'expression d'une émotion momentanée, liée à une tragédie d'ordre privé. Elle est la réaction à plus de vingt années de politique de destruction sociale (...).

UNE SITUATION QUI VIENT DE LOIN

L'explosion d'octobre 1996 vient après que le Parlement a voté en juillet trois lois de pouvoirs spéciaux, qui ont notamment permis par la suite au gouvernement de relever l'âge de la pension des femmes à 65 ans, d'interdire les hausses de salaire au-delà d'une norme stricte, de respecter les critères de Maastricht. En août, le gouvernement venait de décider de diminuer les allocations familiales, au nom de la monnaie unique.

Pour masquer l'enjeu de ces mesures, les députés avaient dévié le débat, avec une rare violence verbale, sur un autre sujet : le « communautaire », c'est-à-dire la division entre francophones et Flamands. C'est ainsi que l'on a entendu, dans l'enceinte du

Palais de la Nation, des déclarations en faveur du rattachement de la Wallonie à la V^e République française. Les élus flamands, quant à eux, ont dit tout le mal qu'ils pensaient de la Wallonie, « *fermée au marché flamand* » (allusion à la décision de la société publique des bus wallons d'acheter des nouveaux véhicules à la firme française Renault et non pas à la firme flamande Vanhool).

Auparavant, les enseignants francophones avaient mené un long conflit, de la rentrée scolaire 1995 jusqu'au mois de juin 1996, contre un décret supprimant 3 000 postes. Le prix politique payé pour faire passer ce décret a été tel que le Parti socialiste a dû affronter dans la rue les enseignants en colère lors des meetings du 7 mai 1996. De plus, la mobilisation des enseignants a largement usé le gouvernement Dehaene, qui s'était mis en place, en mai 1995, avec l'objectif de réformer les pensions des fonctionnaires, ce qu'il n'a, du reste, pas réussi à faire, en relation avec les mouvements de novembre-décembre 1995 en France.

Les racines du soulèvement d'octobre 1996 plongent dans une accumulation de combats de résistance de la classe ouvrière, en particulier ceux qui ont empêché à deux reprises la signature d'un pacte social par la FGTB, en septembre 1993 et en avril 1996, et ceux qui se sont traduits par les grèves générales nationales contre le plan global de novembre-décembre 1993.

La date du dimanche 20 octobre 1996 avait été retenue par les parents des victimes de la bande à Dutroux pour organiser une grande manifestation pour la vérité, pour la défense des enfants. La date avait été fixée avant le dessaisissement du juge Connerotte. Après la semaine de grèves et de manifestations, qui se sont produites partout dans le pays, dans chaque service, dans chaque usine, dans chaque village rural, dans chaque banlieue ouvrière, la manifestation du 20 octobre est devenue la

« Marche blanche », réunissant officiellement 300 000 personnes.

Ce chiffre est bien inférieur à la réalité, si on tient compte de la foule qui n'a jamais pu arriver sur les lieux de la manifestation, tant les gares et les trains étaient saturés de monde. Beaucoup des marcheurs du 20 octobre n'ont pu faire que quelques pas dans les rues de Bruxelles, mais ils ont marché au nom du peuple tout entier. Si la Marche blanche a eu cette dimension de gigantesque raz de marée submergeant les institutions, c'est précisément parce que la classe ouvrière s'est levée dans les jours qui l'ont précédée. Sans cette mobilisation ouvrière, la manifestation du 20 octobre n'aurait été qu'un simple témoignage de soutien exprimée aux familles des victimes des pédophiles (...).

Un des éléments déterminants pour comprendre la portée de la Marche blanche est de saisir combien le soulèvement d'octobre 1996 a contré les plans de l'impérialisme visant à démanteler l'Etat belge, comme cadre national garantissant les conquêtes sociales et démocratiques de la classe ouvrière.

On sait que la tendance à disloquer les nations a une réalité à l'échelle du monde entier. Longtemps, on a pu croire que la question du règlement pacifique et démocratique des différends entre les peuples vivant en Belgique était un problème belge, une question particulière à un pays artificiellement bâti en 1830, sous l'égide des grandes puissances. La Belgique est le produit historique de l'effondrement de l'empire de Napoléon et de l'alliance entre la bourgeoisie francophone et l'Eglise catholique opposée au protestantisme des Pays-Bas.

Le développement de l'industrie a créé en Belgique une puissante classe ouvrière, organisée dès le départ sur le plan national. Aujourd'hui, l'impérialisme, pour assurer les conditions de sa survie, doit détruire les acquis de la classe ouvrière. Pour ce faire, il doit détruire ce qui fait sa force, c'est-à-dire l'unité de son organisation comme classe sociale.

Dans ce sens, la destruction de l'organisation ouvrière sur le plan national, en introduisant des divisions ethniques, linguistiques, religieuses, ou même tout simplement d'ordre géographique, est une

nécessité absolue pour la classe capitaliste (...).

LA REFORME DE L'ETAT

En effet, l'Etat belge a connu depuis quarante ans une réforme continue de ses structures, pour aboutir à une structure d'une telle complexité que seule une poignée d'experts universitaires de droit constitutionnel la manie avec plus ou moins de bonheur. A l'heure actuelle, nous avons en Belgique certaines institutions qui sont basées sur le critère linguistique (les communautés), et d'autres qui sont basées sur le critère territorial (les régions). Ces institutions se chevauchent dans certains domaines et sont distinctes dans d'autres. Les frontières entre compétences régionales, communautaires et nationales (dites fédérales) sont parfois indéterminées. Une Cour d'arbitrage (cour constitutionnelle) est censée départager les conflits de compétences selon une certaine logique, parfois vacillante. Il y a trois langues en Belgique, donc trois communautés (flamande ou néerlandophone, française et germanophone). Il y a trois territoires, délimités sans demander l'avis des populations concernées, en fonction d'un marchandage politique remontant à 1963, donc trois régions (flamande, wallonne et bruxelloise). La région bruxelloise entremêle deux langues (le français et le flamand). Il y a des communes en Flandre avec des majorités ou des fortes minorités francophones, principalement en périphérie de la région bruxelloise (...).

Cette complexité, dont cet exemple ne donne qu'un très petit aperçu, a une conséquence majeure. Les conditions de travail, les statuts, les références, les conventions collectives de travail, tous ces éléments qui unifient la classe ouvrière de Belgique ont été remis en cause à chaque étape de la réforme de l'Etat. Cependant, le processus est inachevé (...).

La Marche blanche, qui a unifié la population belge dans toutes ses composantes linguistiques, a ébranlé cette machine infernale. Pendant un temps, elle a interdit au gouvernement national de s'appuyer sur les « querelles linguistiques » pour masquer sa politique antisociale et elle a interdit aux lobbies régionalistes de nourrir la division

entre les travailleurs. Ce « silence communautaire » s'est prolongé jusqu'en décembre 1997 (...).

Pendant tous ces mois, les discours sur les « différences fondamentales » entre le nord et le sud du pays ont été rangés dans les tiroirs. Les discussions sur la réforme de l'Etat se sont poursuivies dans les cénacles discrets du Sénat. La Marche blanche a véritablement imposé un recul à tous ceux qui se font le relais de l'impérialisme pour faire exploser le pays (...).

LE PEUPLE NE COMPTE PAS POUR EUX

A ce stade, il faut préciser que la nécessité de l'unité de la classe ouvrière belge n'est pas conditionnée par l'existence avérée ou non d'un quelconque « sentiment belge », d'une quelconque « âme belge ». Chacun peut avoir son point de vue là-dessus. La défense des conquêtes ouvrières belges n'est pas une question de « psychologie nationale », mais une question politique de préservation des conditions minimales pour assurer les conditions du renversement du système de la propriété privée des moyens de production.

En octobre 1998, un ouvrage a été publié, à l'intitulé *Belgique toujours grande et belle*, qui se veut ironique. Il s'agit d'une compilation de textes très divers consacrée à la « belgitude ». Pierre Gillis et Michel Godard, deux animateurs de la revue *Cahiers marxistes*, proche du Parti communiste belge (plus précisément de sa branche francophone séparée), y écrivent en choisissant le titre affirmatif : « *La Belgique, trop friable pour être durable.* »

Leur analyse :

« La découverte de cette friabilité ne date pas d'hier : sous une forme atténuée, elle fait presque figure de lieu commun de l'analyse politique lorsqu'elle sous-tend "l'impossibilité" de consulter les Belges par référendum : "La Belgique ne pourrait survivre s'il était permis de connaître sans contestation possible la teneur de son opinion publique sur des questions sensibles", a par exemple écrit Hugues Dumont (...). La frontière linguistique est devenue en quelques années imperméable au débat politique, ou, ce qui revient au même, il n'y a plus de débat politique fédéral (...). Faut-il tirer sur la Belgique à partir du constat de l'évanescence

de la nation belge ? Les vertus dialectiques que nous nous efforçons de pratiquer nous interdisent d'exclure un retour du balancier, mais les événements récents qui vont dans ce sens (le Mouvement blanc, pour l'essentiel) ne nous semblent pas faire le poids face aux tendances lourdes de notre histoire. Reste alors à empêcher que cette rupture ne se transforme en repli (...). Si la réactivation du débat politique et la remise à l'ordre du jour de questions décisives quant à notre avenir et verrouillées dans le cadre belge passent par l'éclatement de ce cadre, on ne nous verra pas répandre de larmes... »

TENDANCES DE L'IMPERIALISME

Il n'est pas d'une grande utilité d'insister plus qu'il n'en faut sur une telle argumentation (à prétention marxiste, s'il vous plaît !), qui consiste à prendre la politique de partition et d'oppression des peuples, qui est le fondement même du régime monarchique belge depuis ses origines, comme la justification même de l'éclatement de la Belgique. Il nous suffit de faire remarquer que le « Mouvement blanc » (c'est-à-dire la Marche blanche et ses suites) est considéré dans cette argumentation comme l'exact contraire de ces « tendances lourdes » qui sont en dernière analyse celles du système pourrissant du capitalisme arrivé à son stade ultime, l'impérialisme.

Ajoutons une chose : l'argumentation fait référence au référendum de 1950 sur la question royale qui avait donné, en Flandre, une majorité de oui au retour à Léopold III, principalement grâce à la place de l'Eglise catholique romaine dans une société flamande qui, à l'époque, était encore relativement peu industrialisée. La Wallonie avait voté très majoritairement contre, mais en raison du poids démographique de la Flandre, le oui l'emportait globalement. Les deux « marxistes » en tirent la conclusion que ce référendum prouve l'inexistence de la nation belge. On peut répliquer que ce référendum n'a pas empêché la classe ouvrière belge de se lancer dans une grève insurrectionnelle qui a chassé Léopold III du pays, malgré le résultat hétérogène du scrutin. C'est dans son mouvement que la classe ouvrière a réalisé son unité. Ce référendum n'a pas empêché ensuite la classe ouvrière belge de réaliser

la grande grève générale de 1960-1961, qui fut également nationale (...).

En 1988, un grand nombre de compétences de l'Etat central ont été transférées vers les régions et les communautés (...).

Il y a une compétence particulièrement importante qui a été communautarisée, c'est-à-dire scindée selon le critère de la langue, c'est l'enseignement. Désormais, chaque gouvernement communautaire est libre de décider de manière distincte des pertes d'emplois ou des pertes salariales pour les enseignants. En d'autres termes, puisque les enseignants ne sont pas confrontés aux mêmes problèmes immédiats, les formes de leur mobilisation sont disloquées sur une ligne de fracture communautaire, ce qui se révèle être un grand bénéfice pour les vrais décideurs, qui sont à Washington. Fin 1995, le gouvernement francophone a donc lancé une grande offensive pour supprimer 3 000 postes. De son côté, le gouvernement flamand décidait d'attendre un peu. La grève francophone a duré presque toute l'année scolaire. A un moment, la question de l'unité entre les enseignants flamands et francophones (et germanophones) s'est posée en des termes très concrets.

UNE LONGUE EXPERIENCE D'UNITE

Le 28 février 1996, une manifestation « tricommunautaire » a été organisée à Bruxelles. Cela ne s'était plus vu depuis 1986, lors d'un précédent plan de « rationalisation » de l'enseignement encore national. Extraits de la presse :

« Mardi matin, les syndicalistes des trois communautés ont exposé leurs doléances au cours d'une conférence de presse commune. Partout, l'on dénonce les compressions d'emplois (...).

Les écoles flamandes et francophones se ressoudent pour dénoncer la même austérité. Les écoles flamandes, francophones et germanophones vont déferler dans les rues de Bruxelles, cet après-midi. Se formant à deux endroits distincts (pour marquer leurs divergences), les cortèges flamands et francophones se souderont en milieu d'après-midi pour dénoncer une même austérité, qui transcende les palissades communautaires. Les syndicats des trois communautés ont exprimé ce qui les divise et les unit, mardi, au cours d'une confé-

rence de presse, qui les alignait sur le même banc après dix ans d'histoires séparées (le dernier combat commun remonte à 1986). Ils dénoncent, unanimes, l'étranglement des moyens, la dégradation de l'outil et un encadrement mal adapté aux "publics" scolaires de plus en plus difficiles à gérer (...).

ILS ONT IMPOSE L'UNITE

Evidemment, les sommets des appareils syndicaux étaient divisés sur la question de savoir s'il fallait ou non revendiquer une modification constitutionnelle rapide pour permettre de garder les professeurs menacés de licenciement.

Néanmoins, la mobilisation dans tous les pays les a contraints à promettre de créer un groupe de travail commun, certes dans le respect des institutions communautaires, pour étudier des formules de financement qui permettent de satisfaire les revendications des enseignants du sud et du nord de la Belgique. Cette démarche d'unité des organisations ouvrières, imposée par la mobilisation, est à l'exact opposé des raisons d'être des institutions communautaires, qui n'ont d'autre sens que d'affaiblir et atomiser le combat de la classe ouvrière. Quelques mois plus tard, la Marche blanche a reposé d'une autre manière le problème des institutions qui divisent et affaiblissent le peuple belge.

LA RELANCE DE LA CAMPAGNE DE DISLOCATION

La Marche blanche a ouvert une crise de régime qui n'est pas refermée, mais elle n'a pas achevé son œuvre. La situation reste ouverte. Pour tenter de la surmonter, les institutions ont relancé à partir de l'hiver 1997 la campagne de dislocation de la Belgique.

Cette campagne redémarre avec ce qu'on a appelé la circulaire Peeters (du nom d'un ministre socialiste au gouvernement flamand), qui apporte un amendement restrictif au régime administratif définissant les droits des francophones habitant en région flamande (ces droits sont appelés en Belgique « facilités »). Les partis francophones se saisissent alors de l'occasion pour créer un climat « front contre front »,

sans toutefois remettre en cause leur présence au sein du gouvernement national. « *Quelque part, cela nous sert* », déclare un ministre socialiste wallon à propos de cette circulaire flamande, car elle permet de ressouder les francophones. Plusieurs dignitaires francophones se rendent en périphérie de Bruxelles pour apporter un prétendu soutien aux habitants francophones menacés par l'« intolérance flamande », en réalité pour provoquer et faire monter la tension. Le Parlement flamand s'apprête à voter un décret accordant une amnistie de fait aux collaborateurs pendant la guerre. Une occasion rêvée pour dépeindre une Flandre d'extrême droite.

Le climat est tellement à l'incitation officielle à la haine entre les communautés que des personnalités éditent un appel « *Pour en finir avec la bêtise nationaliste* » et organisent un colloque intitulé : « *Le racisme est-il un élément du conflit entre Flamands et francophones ?* » Un groupe B Plus se crée, favorable au maintien de la Belgique. Cependant, ces initiatives s'inscrivent dans le respect des institutions actuelles et se situent en dehors du terrain de la lutte des classes (...).

LA FGTB ORGANISE LA CLASSE OUVRIERE BELGE

La question de la possibilité de négocier des conventions collectives régionales fait également l'objet d'un débat, au sein des partis, au sein du patronat et des organisations syndicales.

A ce propos, il est utile d'apporter quelques précisions sur l'organisation de la classe ouvrière belge dans le syndicat national : la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB). Créée expressément pour combattre le syndicat ouvrier socialiste dès ses origines, l'organisation syndicale chrétienne, la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), comprend globalement à peu près autant de membres que la FGTB, soit presque la moitié des salariés du pays, vu le taux très élevé de syndicalisation. Cependant, la CSC a davantage de membres en Flandre qu'en communauté française, tandis que la répartition linguistique au sein de la FGTB est sensiblement équivalente.

En décembre 1997, la FGTB a modifié ses statuts afin d'intégrer le terme « fédéral » pour désigner ses instances, précédemment qualifiées de « nationales ». Ce faisant, le syndicat se voit ainsi transpercé par le moule des institutions qui ont fait disparaître en 1993 l'idée même de « nation » belge.

Un aspect essentiel de cette déstructuration syndicale est le fait que la FGTB a fait coïncider dès 1978 l'existence en son sein des « interrégionales » au nombre de trois (flamande, wallonne et bruxelloise) avec les nouvelles institutions régionales de l'Etat créées en 1970. Ainsi, l'article 18 ter des statuts de la FGTB indique : « *Les compétences des interrégionales sont celles dévolues aux pouvoirs politiques des régions.* »

LA FGTB MENACEE DE DIS- LOCATION

A partir de là, les organes nationaux de la FGTB ne sont plus compétents pour ce qui relève des communautés et des régions. Par exemple, l'enseignement étant en grande partie communautarisé, la FGTB ne peut plus prendre position en tant que telle en la matière, sauf sur les exceptions à la régionalisation prévues par la loi. Or plus les régions reçoivent des compétences en provenance de l'Etat fédéral, plus les organes nationaux de la FGTB sont vidés de leur substance.

Dès lors, autant on peut affirmer sans se tromper que si la Belgique existe encore, c'est en raison de la résistance de la classe ouvrière unie dans la FGTB, autant on peut constater que, sur le plan statutaire, si la FGTB existe encore, c'est parce que l'Etat fédéral belge est encore le lieu de décisions d'importance nationale (...).

La FGTB est fondée sur une déclaration de principes, dont les extraits ci-dessous montrent qu'elle est en totale contradiction avec la politique de destruction et de dislocation qui la menace dans son existence même :

« *1. Emanation directe des forces laborieuses organisées, la FGTB proclame que l'idéal syndicaliste, visant à la constitution d'une société sans classes et à la disparition du salariat, s'accomplira par une transformation totale de la société.*

2. *Née de la lutte des classes, elle tient à souligner l'évolution de celle-ci en une lutte non moins vigoureuse de l'ensemble des producteurs contre une oligarchie bancaire et monopoliste, devenue maîtresse souveraine de tout l'appareil de production (...).*

4. *Le mouvement syndical acceptera le concours du ou des partis qui joindront leur action à la sienne pour la réalisation de ses objectifs sans se considérer obligé à leur égard et sans qu'ils puissent s'immiscer dans la conduite de l'action syndicale (...).*

10. *Pour mener à bien cette tâche émancipatrice, il ne doit avoir à subir aucune contrainte, c'est pourquoi il se refuse à son intégration, à quelque degré ce se soit, dans un quelconque système corporatif.*

11. *Le syndicalisme accepte l'idée de nation et, dans le cadre d'une démocratie politique, économique et sociale, il prendra ses responsabilités, en vue du maintien et du renforcement de la démocratie (...).* »

Si la FGTB reste statutairement indivisible, le parti qui exerce le contrôle politique sur son appareil, à savoir le Parti socialiste, est, lui, scindé depuis 1978. Le PSB a donné lieu au PS (francophone), avec ses organismes autonomes wallons et bruxellois, et au SP (Socialistische Partij, néerlandophone). Cette scission linguistique venait après celle des partis bourgeois, catholique (1969) et libéral (1971). Elle était censée être la conséquence de l'impossibilité, pour un parti belge, de décider d'une position commune, à la suite des divergences communautaires de plus en plus grandes. La réalité est que la scission résulte de la volonté de renforcer considérablement le rôle, qui est attribué aux institutions régionales, d'obstacle dressé contre l'organisation de la classe ouvrière (...).

MALGRE LES FRONTIERES DE LANGUES, UNE MEME POLITIQUE

La scission communautaire des partis ne les a jamais empêchés, de part et d'autre de la frontière linguistique, de s'entendre parfaitement pour appliquer la même politique, sous les ordres du FMI et de son relais, l'Union européenne. En mars 1997, à l'occasion du conflit de Renault-Vilvoorde, en pleine polémique communautaire, les chefs des gouvernements régionaux flamand et wallon sont allés jusqu'à sortir un communiqué commun

revendiquant des baisses de cotisations patronales à la Sécurité sociale. Ce qui, formellement, n'est pas de la compétence des régions. Mais précisément, le concept de réforme de l'Etat belge est un concept éminemment évolutif. Une instance régionale est autorisée à demander plus de compétences qu'elle n'en a présentement (...).

UNE MEME VOLONTE DE DETRUIRE L'INDEPENDANCE SYNDICALE

Des deux côtés de la frontière linguistique, les organisations syndicales sont appelées à s'intégrer dans les prétendus « plans emploi », dont l'objectif revient à liquider partout les conquêtes ouvrières. Des deux côtés de la frontière, les syndicats sont incités à s'associer à une politique de concurrence des régions, sous l'égide de l'Europe des régions. Des deux côtés, c'est une politique de destruction de l'indépendance syndicale qui est mise en oeuvre.

Cette politique est pleinement prise en charge par la monarchie belge, clef de voûte des institutions. Une mythologie est largement répandue en Belgique sur le rôle déterminant de la royauté comme facteur de maintien de l'unité de la Belgique. Or le palais royal n'a, durant ces dernières quarante années, nullement réussi à freiner un tant soit peu la marche à la décomposition du pays. Instrument de l'impérialisme, avec un espace ramené sur le marché mondial par le capital américain à sa portion congrue, l'impérialisme belge, avec à sa tête le roi Albert II, tente, comme partout ailleurs, de disloquer « sa » classe ouvrière nationale (...).

De nombreuses entraves sont dressées contre la classe ouvrière de Belgique, pour briser son unité, pour enchaîner ses organisations dans les ordres néocorporatistes régionaux.

Le soulèvement d'octobre 1996, avec la Marche blanche, a montré que le mouvement ouvrier belge est à même de faire reculer ses obstacles. La formidable énergie qui s'est dégagée pendant ces jours grandioses de mobilisation populaire et ouvrière n'a pas pu déboucher sur le bouleversement attendu, faute d'avoir pu s'articuler et s'appuyer sur une organisation

politique à même d'aider la classe ouvrière à lever les obstacles. Cela peut prendre du temps, mais cela ne peut dispenser personne d'intervenir pratiquement dans ce processus pour le faire aboutir positivement.

UN MOUVEMENT POLITIQUE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE LA "MARCHE BLANCHE"

Ainsi, pour avancer dans la voie d'une force politique qui fait aujourd'hui défaut, les militants de la section belge de la IV^e Internationale, regroupés dans l'Organisation socialiste internationaliste (OSI), sont associés, à égalité avec des militants d'autres origines ou opinions politiques, dans la création et le développement du Mouvement de défense des travailleurs (MDT).

Cadre politique ouvert, rassemblant les travailleurs et militants, quelle que soit leur sensibilité, qu'ils soient membres du PS ou du SP, syndicalistes, en rupture avec le PS, ou encore d'autres origines, le MDT a été fondé le 11 décembre 1999. Le MDT est membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et de l'Alliance européenne des travailleurs. Son objectif est de s'organiser pleinement en mouvement au niveau national. Son manifeste de fondation a en son centre la question du renversement des institutions actuelles, qui organisent chaque jour la destruction des droits.

Le manifeste avance la perspective de l'instauration d'une véritable démocratie, de l'Assemblée constituante souveraine, rompant avec les traités de l'Union européenne et les instances de la mondialisation (FMI, OMC...).

La vraie démocratie ne peut se réaliser que par l'instauration d'une authentique République, garantissant les droits des peuples de Belgique, leurs rapports fraternels et l'unité nationale des conquêtes sociales et démocratiques.

LE MDT SUR LE TERRAIN DE TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE

La conférence de fondation du MDT a été l'occasion d'un large débat sur le rôle et

la place de la social-démocratie dans ses relations avec et dans la classe ouvrière, et dans sa responsabilité déterminante au gouvernement pour faire passer la politique de destruction des droits. Par exemple, la discussion a été focalisée sur l'importance pour le MDT d'accueillir des militants socialistes (...).

La conférence de fondation a adopté un appel largement diffusé par la suite, faisant connaître l'existence du MDT. Des extraits de cet appel en montrent l'orientation ainsi tracée :

« Il y a trois ans, plus de 300 000 personnes sont descendues dans la rue pour la "Marche blanche" (...). La réponse du pouvoir a été de stopper les enquêtes dérangeantes, de poursuivre devant les tribunaux les journalistes indépendants, de maintenir et d'aggraver l'injustice quotidienne, à tous les niveaux de la société (...). Est-il possible de continuer ainsi ? Est-il possible pour la population de voir sa situation se dégrader et devenir toujours plus précaire ? Les dirigeants du PS et du SP ont accepté les exigences de l'Union européenne et des multinationales.

A partir de là, ils ont accepté de prendre en charge la défense des intérêts des exploités contre la classe des exploités. N'est-ce pas cela qui a conduit 34 % de leurs électeurs à ne plus voter pour eux ? N'est-ce pas cette politique qui a conduit des milliers de travailleurs socialistes à quitter ces partis, à ne plus y être actifs, tout en restant et voulant rester socialistes ? Et tous ceux qui ont voté PS ou SP aux dernières élections ont-ils voté pour que la Sécu soit encore plus menacée et les services publics encore plus privatisés ? Assurément non ! Ne sont-ils pas en droit d'exiger de leurs dirigeants que cette politique, qui détruit les bases mêmes du PS et du SP, soit stoppée ?

(...) S'il y a plusieurs peuples en Belgique, il n'y a qu'une seule classe ouvrière, unie dans ses syndicats et dans ses conquêtes sociales nationales. Nous sommes pour l'unité de la classe ouvrière de toute la Belgique, nous sommes pour la défense des syndicats - en particulier de la FGTB, qui est à l'origine du mouvement ouvrier - comme syndicats organisant les travailleurs de tout le pays. Nous sommes pour l'unité de la Sécurité sociale, des services publics, de toutes les conquêtes nationales, nous sommes pour le maintien de l'unité de la Belgique, car sa destruction ne serait que la dernière étape dans la destruction finale de nos droits sociaux et démocratiques (...). »

Philippe Larsimont

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

**Revue éditée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

